

RÉFORMATEURS SOCIAUX

COLLECTION DE TEXTES DIRIGÉE PAR C. BOUGLÉ

SISMONDI

PAR

ÉLIE HALÉVY



LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Inu.A.37.734

RÉFORMATEURS SOCIAUX

COLLECTION DE TEXTES

Dirigée par C. BOUGLÉ, professeur à la Sorbonne
directeur-adjoint de l'École Normale Supérieure

SISMONDI

PAR

ÉLIE HALÉVY

Professeur à l'École Libre des Sciences Politiques

58731



PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN 108,

—
1933

Tous droits de traduction, reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

413
BIBLIOTECĂ CENTRALĂ UNIVERSITARĂ

BUCUREŞTI

COTA 60/94

CONTROL 195

RO 237/02

Collection publiée avec le concours
du Centre de Documentation sociale
de l'École Normale Supérieure

B.C.U. Bucureşti



C58731

INTRODUCTION

Jean-Charles-Léonard Simonde (tel fut d'abord le nom de celui qui devait s'appeler plus tard Sismondi) naquit à Genève le 9 mai 1773. Genève, la vieille ville sainte de Calvin, humanisée par les influences rivales et cependant conjuguées de Voltaire et de Rousseau, patrie du protestantisme libéral. Genève placée au point de rencontre du génie latin et du génie teutonique, foyer d'un bienfaisant cosmopolitisme moral et intellectuel, capitale future de la Société des Nations. La famille de Charles Simonde, dauphinoise par ses origines, s'était réfugiée à Genève au temps des guerres de religion. Son père Gédéon était ministre du culte calviniste. Il n'avait que quinze ans, lorsque, sans avoir achevé de recevoir l'instruction solide et froide qui était celle des Genevois de son temps, il fut obligé, par la ruine des siens, de gagner sa vie au plus tôt. Car, le banquier genevois Necker ayant été appelé par Louis XVI au secours des finances de la France, et ayant ouvert un gros emprunt auquel souscrivirent d'enthousiasme une foule de ses compatriotes, Gédéon fut du nombre, et perdit toute sa mise. Charles Simonde alla donc apprendre la banque à Lyon. Cependant la révolution éclatait à Paris, puis à Genève. De plus en plus à court d'argent, et fuyant la disette, la famille Simonde tout entière (une famille suisse est toujours prête à l'expa-

triation) passa en Angleterre. Charles apprit à parler l'anglais comme un Anglais, à aimer l'Angleterre comme une sorte de seconde patrie, à réfléchir (pour les adopter sans réserve) sur les principes du libéralisme politique, et du libéralisme économique aussi. En 1803, il publia un traité *De la richesse commerciale, ou principes d'économie politique appliqués à la législation du commerce*, ouvrage dépourvu d'originalité, simple vulgarisation des idées d'Adam Smith, mais qui fut très remarqué, à un moment où le traité de Jean-Baptiste Say n'avait pas encore paru, et où il répondait à un besoin dans les pays de langue française. Ajoutons que Genève était à cette date devenue une ville française malgré elle ; et par le détour de l'économie politique Simonde s'attaquait au despotisme administratif de la France consulaire. Il faut citer les phrases finales du livre, où Simonde exprime avec vigueur les idées qu'il devait tant faire plus tard pour ébranler. « Les Législateurs de l'Europe craignent que les acheteurs ne manquent aux fabriques nationales ; et ils ne s'aperçoivent pas que les fabriques nationales ne sont point suffisantes pour pourvoir les acheteurs... Ils se précautionnent contre l'abondance, et c'est la disette qui les poursuit. Enfin ils ne savent point voir cette vérité consolante, savoir que quelque échec que doivent éprouver quelques-unes de nos manufactures, jamais le capital national ne chômera entre les mains de ses propriétaires, et que jamais il ne sera employé par eux autrement qu'à maintenir directement ou indirectement un travail productif, à répandre l'aisance parmi les ouvriers, et à réparer, par l'ouverture d'une nouvelle manufacture, la chute de celles que des circonstances contraires auront abattues. »

Le traité *De la richesse commerciale* n'était pas cependant le premier ouvrage qu'eût publié le jeune Simonde. Deux ans plus tôt, il avait fait paraître un *Tableau de l'agriculture toscane*. Pourquoi l'agriculture toscane ? C'est qu'après le voyage à Londres une nouvelle influence étrangère, l'influence italienne après l'influence anglaise, était venue pénétrer l'âme du Genevois. En 1792, la famille Simonde, ramenée de Londres à Genève par le mal du pays, dut faire de nouveau ses bagages, chassée par le régime de la Terreur. Elle passa les Alpes cette fois, acheta un domaine en Toscane. Simonde se prit de goût pour cette nouvelle patrie, y aima la simplicité des mœurs, l'heureux équilibre des fortunes. Il voulut chanter la félicité du métayer toscan, et le fit avec poésie. Il élabora une philosophie politique, faite de libéralisme à l'anglaise, de républicanisme genevois, et d'admiration pour ce qui subsistait en Italie, à l'en croire, du vieil esprit d'autonomie des communes libres du moyen âge. Toute sa famille devint à moitié italienne ; lui-même partagea désormais son temps entre les environs de Genève et les environs de Pescia, et entreprit d'écrire une *Histoire des Républiques italiennes au Moyen Age*, dont le premier volume parut en 1804, et qui allait faire sa gloire. Il fut dorénavant, à ses propres yeux comme aux yeux de tout le public occidental, un patriote italien en même temps qu'un citoyen genevois. Il fit même, ou crut faire, au cours de ses recherches historiques, une importante découverte. Une des « sept premières familles de Florence », la famille de Sismondi, fuyant la ruine et la guerre civile, s'était, au xv^e siècle, réfugiée en Dauphiné. Or c'est du Dauphiné qu'un siècle plus tard la famille Simonde (qui s'appelait alors Symond) était partie pour

s'établir à Genève. Point de doute, c'était la même famille. Charles Simond devint Simonde de Sismondi, S. de Sismondi, de Sismondi. On riait à Genève de voir l'honnête bourgeois revenir d'outre-monts affublé d'un titre pittoresque. Mais ces naïves supercheries finissent par réussir : il n'y faut que du temps. Combien de gens se doutent aujourd'hui que Sismondi ne portait pas ce nom-là en naissant ?

Revenu de Toscane à Genève, Charles Simonde (que nous appellerons désormais, comme tout le monde, Sismondi) se lia avec Mme de Staël, et devint, avec Benjamin Constant, un des familiers de Coppet. Allait-il après l'Angleterre et l'Italie, découvrir l'Allemagne ? La découverte ne semble guère avoir exercé d'action sur son esprit. Que Jean de Müller ait orienté ses recherches historiques, c'est possible ; mais il n'y a rien de spécifiquement « germanique » dans le génie de Jean de Müller. Quant au très germanique et très encombrant Schlegel, il l'abomine. Et si, dans le même temps où se poursuit la publication des seize volumes de sa monumentale *Histoire des Républiques italiennes*, il se plonge dans des recherches de littérature comparée, forme le projet d'étudier, dans deux ouvrages séparés, la littérature du Midi et la littérature du Nord, c'est seulement le second projet qu'il réalise : il demeure prisonnier du monde latin.

Il lui restait pourtant — si paradoxale que la chose puisse paraître au premier abord — à faire la découverte de la France. Sismondi n'aimait ni la France d'autrefois, celle de la Saint-Barthélemy et de la Révocation de

l'Édit de Nantes, ni la France jacobine et impériale, toujours centralisatrice et despotique, qui venait de priver Genève de sa liberté. « Je n'ai jamais vu Paris, écrivait-il en 1809, mais je le déteste par avance, et de plus je le crains, car je ne voudrais pas qu'un peu de plaisir que j'y trouverais peut-être diminuât mon aversion pour la ville et ses habitants et la nation dont c'est la capitale. » Il devait pourtant bientôt faire, pour des raisons de librairie et d'édition, le voyage de Paris. Tout de suite les salons du faubourg Saint-Germain se le disputèrent et firent la conquête de ce grave Genevois qui aimait fort la société des dames. « Après cinq mois d'une existence si animée, d'un festin continual de l'esprit, écrit-il à peine de retour à Genève, je ne pense qu'à la société que j'ai quittée, je vis de souvenirs, et je comprends mieux que je n'eusse jamais fait ces regrets si vifs de mon illustre amie, qui lui faisait trouver un désert si triste dans son exil. » Mais est-ce seulement qu' « un peu de plaisir » avait amolli sa volonté de résistance ? En réalité cette réconciliation avec la culture française, dont le début fut si foudroyant, dont les suites devaient être si durables, tient à des raisons profondes, sur lesquelles il faut s'arrêter un instant si on veut comprendre la nature de la « conversion » qui s'opère dans son esprit vers cette époque.

Il vient à Paris au moment où les désastres de la Grande Armée commencent, et où les libéraux d'Occident s'aperçoivent, allant comme l'histoire elle-même d'un extrême à l'autre, qu'il leur faut non plus haïr dans la France un foyer d'arrogance guerrière mais aimer en elle le dernier refuge de la liberté. Plus se précipitent les désastres, et plus

Sismondi se sent français. « Il y a un homme pour lequel j'ai une forte aversion qui n'a point changé ; mais il n'y a pas un de ses adversaires pour lequel j'aie de l'affection et de l'estime » ... « Je comprends la haine contre un monarque d'une ambition forcenée, mais elle n'égale pas le mépris pour des souverains imbéciles ; et je ne sais si l'indignation ou le chagrin l'emporte lorsque je vois tant de rois, tant de gouvernements se rétablir par le seul mérite de leur bêtise et de leur profonde incapacité. » Malgré tout sa sympathie pour l'Angleterre persiste. Voulant rendre l'opinion britannique favorable aux libertés de son pays natal, il présente Genève au public anglais comme « une ville anglaise sur le continent... , le champion de la double liberté civile et religieuse, de la liberté anglaise, sage et forte, progressive et cependant conservatrice ». Il déclare ailleurs « n'estimer hautement » parmi les nations « que l'anglaise ». Elle lui semble « hors pair ». La France ne vient qu'après. Mais quand viennent les Cent-Jours, quand Sismondi se rallie, comme Benjamin Constant et presque avec le même éclat, à l'Empire napoléonien du Champ de Mai, comment pourrait-il ne pas être ébranlé dans son culte pour la civilisation britannique ? On peut se rendre compte de la profonde révolution qui s'opère à cette date dans bien des esprits libéraux quand on voit Jean-Baptiste Say, l'adepte des idées d'Adam Smith — le plus obstiné antinapoléonien des idéologues français — consacrer tout un petit livre à la dénonciation des vices de la société britannique : contraste entre une extrême richesse et une extrême pauvreté, déclin de l'instruction dans les classes populaires, de la culture chez les classes moyennes. Seulement Jean-Baptiste Say reste fidèle, mal-

gré tout, à la doctrine d'Adam Smith, et attribue tant de maux au fait que les classes dirigeantes, en Angleterre, trahissant les traditions véritables de la nation, ont versé dans la politique de guerre et dans le protectionnisme agraire. Qu'on allège les dépenses militaires. Qu'on renonce à conquérir des colonies. Qu'on abaisse, qu'on supprime les droits à l'importation des céréales. Et de nouveau la prospérité régnera avec la liberté. Il appartenait à Sismondi, deux ans plus tard, d'aller plus loin que Jean-Baptiste Say dans sa critique de la société anglaise, de constater l'insuffisance des remèdes proposés par l'économie politique classique, la faiblesse théorique de cette économie politique.

L'*Encyclopaedia Britannica* était une publication fameuse en Angleterre, devenue une sorte d'institution permanente, constamment mise à jour par des éditions successives. Pour l'instant, les éditeurs, sans faire les frais d'une refonte totale, décidèrent de se contenter d'un « supplément » en six volumes. Pour écrire l'article « Économie politique », ils s'adressèrent à l'auteur, toujours très populaire en Angleterre, de la *Richesse commerciale* : et Sismondi se mit à l'œuvre. Il revenait pour la première fois à l'économie politique après quinze ans au cours desquels il s'était occupé de sujets bien différents, et, confrontant ses idées vieilles de quinze ans et davantage avec les faits, constatait un désaccord profond entre celles-là et ceux-ci. Il écrivit bien l'article qui lui était commandé et dans l'esprit que désiraient ceux qui le lui commandaient. Mais il travailla en même temps à rédiger tout un traité, dont l'inspiration était différente, et qui, achevé à la fin de 1818, parut au début de 1819. Est-ce par contraste avec le sous-titre

de son ouvrage de 1803 (*Principes d'économie politique appliqués à la législation du commerce*) ou avec le titre de l'ouvrage publié par Ricardo en 1817 (*Principes de l'économie politique et de l'impôt*) qu'il intitulait le sien *Nouveaux principes* (*Nouveaux principes d'économie politique, ou de la richesse dans ses rapports avec la population*) ? Sous la fausse apparence du libéralisme politique de l'Angleterre, il découvrait une constitution économique dont le vrai nom était non liberté mais servitude, et allait se trouver amené de la sorte à juger la civilisation anglaise comme jamais il n'aurait songé auparavant à le faire. « Une seule nation voit contraster sans cesse sa richesse apparente avec l'effroyable misère du dixième de sa population, réduite à vivre de la charité publique. Mais cette nation, si digne sous quelques rapports d'être imitée, si éblouissante même dans ses fautes, a séduit par son exemple tous les hommes d'État du continent. Et si ces réflexions ne peuvent plus lui être utiles à elle-même, du moins estimerai-je avoir servi l'humanité et mes compatriotes en montrant les dangers de la carrière qu'elle parcourt, et en établissant, par son expérience même, que faire reposer toute l'économie politique sur le principe d'une concurrence sans bornes, c'est autoriser les efforts de chacun contre la société, et sacrifier l'intérêt de l'humanité à l'action simultanée de toutes les cupidités industrielles. »

Essayons de définir ces « nouveaux principes » sur les-
quels se fonde l'économie politique de Sismondi ; et de les

définir, pour commencer, par antithèse avec cette « orthodoxie » économique (selon l'expression dont il est l'inventeur), qu'il se proposait d'ébranler.

Il y avait d'abord, à la base de cette orthodoxie, une théorie, latente dans tout le grand ouvrage d'Adam Smith, énoncée en 1803 par Sismondi dans ces phrases finales de sa *Richesse commerciale* que nous avons citées plus haut, et à laquelle Jean-Baptiste Say et James Mill venaient de donner sa forme classique : c'est ce qu'on appelle la théorie des débouchés. Aux termes de cette théorie, les encombremens du marché, les phénomènes de mévente, sont des faits dépourvus de gravité profonde, des désordres fugitifs et partiels, destinés à s'effacer rapidement dans l'ordre de nouveau rétabli. Car les produits s'échangent contre les produits, tous les produits contre tous les produits. Chaque produit apporté sur le marché constitue par lui-même la demande d'un autre produit. Si parfois il y a surproduction générale, ce ne saurait jamais être surproduction générale d'une même marchandise. C'est en ce sens que sur un point du globe certains produits ne trouvent pas d'acheteurs, pendant que sur un autre point d'autres n'en trouvent pas non plus, parce que des droits de douane constituent des obstacles artificiels à la rencontre des uns avec les autres. Supprimez ces obstacles ; laissez toutes choses obéir à la loi naturelle des échanges. La liberté, c'est l'abondance, l'égalité, l'égalité dans l'abondance.

Ricardo incorporait en 1819 cette loi à sa doctrine. Mais il fondait en même temps cette doctrine sur une loi

qu'Adam Smith n'avait pas connue : le principe malthusien de la population. Aux termes de ce « principe », si on le dépouille de son appareil pseudo-mathématique, le genre humain, qui va croissant sans cesse, exerce une pression constante sur les moyens de subsistance, étant donné que son habitat est une terre dont l'étendue et la fertilité sont limitées. Il en résulte, selon la doctrine de Ricardo dans le détail de laquelle nous n'avons pas à entrer ici, la division de la société en trois classes qui sont en lutte les unes avec les autres, dont la lutte, sous certains rapports, s'aggrave à mesure que le genre humain progresse et multiplie : propriétaires, capitalistes et travailleurs. Sismondi va-t-il retenir cet aspect pessimiste de l'économie politique ricardienne, l'opposer à l'optimisme de la théorie des débouchés ? D'autres le feront, mais non pas lui qui n'a pas l'air de s'apercevoir qu'il serait possible de retourner Ricardo contre lui-même. Illusion étrange, mais commune à beaucoup de ses contemporains et dont il faut chercher chez Sismondi les raisons.

parties
Sismondi avoue d'abord que ce qui le rebute chez les économistes de l'école moderne, ce qui le rebute à tel point que Ricardo lui est à peine lisible, c'est le simplisme abstrait de leurs spéculations. « Notre esprit répugne à admettre les abstractions qu'ils nous demandent ; mais cette répugnance même est un avertissement que nous nous éloignons de la vérité lorsque dans les sciences sociales, où tout se lie, nous nous efforçons d'isoler un principe et de ne voir que lui. » Adam Smith procérait tout autrement, en historien qui faisait sans cesse appel à l'expérience : et c'est pourquoi Sismondi ne se lasse pas de se donner pour

un disciple d'Adam Smith, malgré d'inévitables dissidences, tandis qu'il se pose en adversaire irréductible des économistes qui, venus après Adam Smith, ont voulu transformer l'économie politique en une science de principes. Et s'il se plaît à insister sur le caractère complexe de l'objet de la science sociale, c'est qu'étant complexe, il est variable : on peut donc le faire varier à son gré, dans les limites de ce que l'expérience donne comme étant possible. Il pense donc échapper ainsi à ce qu'il considère comme le second vice de la doctrine ricardienne : son fatalisme. La science, entre les mains des économistes orthodoxes, « est tellement spéculative qu'elle semble se détacher de toute pratique ». Le système de Ricardo tend à prouver « que tout est égal et que rien ne fait de mal à rien ». Et fatalisme et simplisme sont peut-être liés ensemble. Aux yeux de l'économie politique orthodoxe, la division de la société en classes se construit en partant de certaines données simples ; il est naturel qu'elle soit simple aussi, et que l'apparition de trois classes séparées de propriétaires, de capitalistes et de salariés, offre le même caractère de nécessité qui appartient aux lois simples de la nature. Sismondi se place à un point de vue tout différent. Il ne conteste pas qu'une économie politique scientifique soit possible ; mais elle a pour point de départ, non pour point d'arrivée, ces distinctions de classes qui sont le produit, toujours changeant, infiniment complexe, de l'histoire. Étant donnée une certaine division de la société économique en classes, on peut établir, en partant de l'existence de ces classes, quelles lois nécessaires gouvernent la société qui en est composée, et établir aussi quel est l'effet de l'opération de ces lois sur le bonheur des individus qui en sont membres. Si l'effet

est mauvais, on devra chercher comment il est possible, en se fondant sur l'expérience, de modifier des relations qui n'ont rien d'immuable. C'est l'art du politique, qui se fonde bien sur la science, mais sur une science moins abstraite, et pour cette raison même moins passive, que ne l'est celle des économistes à la mode.

Or, nous sommes membres d'une société dont la caractéristique, selon Sismondi, par opposition à toutes les formes antérieures de société, c'est sa division en deux classes. L'une de propriétaires, dont le revenu ne représente pas un travail ; l'autre de travailleurs, qui ne possèdent aucune propriété. L'une de capitalistes (et sous cette rubrique il faut inclure également le propriétaire d'un fonds de terre et celui d'un fonds industriel) ; l'autre de prolétaires. Le problème, pour l'économiste qui est placé en face d'un tel état de société, est double : théorique et pratique. Théoriquement, le problème est de savoir comment fonctionnent les lois de l'échange qui sont la base même de la science fondée par Adam Smith, quand elles s'y appliquent. Pratiquement, le problème est de savoir si l'opération de ces lois, abandonnée à elle-même en présence de cet état de société, est favorable aux intérêts du genre humain, et quelles réformes il est désirable et possible d'introduire dans les institutions de la cité, pour corriger les mauvais effets du laisser faire.

Cette division de la société en deux classes est-elle de telle nature que la libre concurrence, les progrès de la libre concurrence, doivent l'atténuer constamment, et en corriger les mauvais effets ? Telle est bien la thèse

soutenue par l'école orthodoxe. Supposons qu'un fabricant ait inventé un procédé qui lui permet de produire à moindres frais sa marchandise, qu'arrivera-t-il selon l'école ? Il ne retirera de cette économie sur les frais de production qu'un bénéfice temporaire. Bien vite, la connaissance de son procédé se divulguera ; d'autres producteurs l'imiteront ; et pour tous indistinctement le coût de production d'une part, le prix de la marchandise d'autre part, s'abaissera. Mais les choses, selon Sismondi, se passeront tout autrement. Adopter le nouveau procédé, cela implique, pour les fabricants, le sacrifice d'une masse de capital fixe et aussi d'habitudes acquises (par eux-mêmes et par leurs ouvriers), sacrifice auquel ils ne se résigneront qu'à la dernière extrémité. Il sera beaucoup plus facile au contraire à l'inventeur du procédé d'étendre l'application du procédé, d'agrandir son usine : c'est lui qui abaissera le prix de sa marchandise et, offrant une quantité capable de satisfaire une demande toujours plus étendue, ruinera ses concurrents. La concurrence, en résumé, au lieu de tendre finalement à rétablir l'égalité entre lui et ses concurrents, le rend maître du marché. Elle aboutit, par la production sur une grande échelle, par la division du travail, par les machines, à la concentration des fortunes entre un nombre d'individus de plus en plus restreint, à la concentration des travaux dans des manufactures toujours plus grandes.

Cette société fondée sur l'inégalité des fortunes, a-t-elle, à défaut d'être juste, l'avantage d'être stable ? Il n'en est rien, selon Sismondi ; et c'est le second point de sa démonstration, et peut-être le plus important. Diminuant le nombre des petits producteurs, des représentants de la classe moyenne, le régime de la concentration ne laisse

subsister qu'un petit nombre d'individus très riches en face d'un grand nombre d'individus très pauvres. Or, par la production en grand, ces ouvriers produisent, à travail égal, une quantité toujours plus grande de produits. Qui les absorbera ? Les ouvriers ? Par l'effet de la nouvelle distribution de la richesse sociale, ils sont de plus en plus pauvres : leur pouvoir d'achat diminue. Les patrons ? Si les produits sont des objets de première nécessité, ils ne peuvent les consommer sans limites, étant très peu nombreux : seuls, les objets de luxe peuvent être achetés, consommés sans limite. Mais la caractéristique de la grande industrie, c'est justement de ne pas produire des objets de luxe, de produire des objets de qualité commune et d'utilité générale. Bref, l'effet de la grande industrie, c'est à la fois d'augmenter, dans la société, la faculté de production et de restreindre la faculté de consommation. La seule ressource des fabricants, pour écouler leurs produits, c'est de chercher des marchés étrangers que n'ait pas envahis encore le régime de la grande industrie. Après qu'un premier marché aura été saturé, ou bien que, le régime de la grande industrie s'y étant implanté, il aura cessé de devenir un marché pour l'exportation, une nouvelle crise de surproduction se manifestera, en attendant la découverte, à l'étranger, de quelque nouveau débouché. Et ainsi de suite jusqu'au jour où, le monde entier se trouvant envahi par les produits de la grande industrie, l'absurdité radicale du système apparaîtra comme évidente. Au rebours de ce que prétendait la « théorie des débouchés », l'engorgement est le trait caractéristique de l'ère économique présente, l'effet normal du régime de la grande industrie.

Voici donc en quoi consiste, selon Sismondi, le vice fondamental de l'économie politique orthodoxe. Elle se place non pas au point de vue de la société prise dans son ensemble et sa complexité, mais à celui du propriétaire qui s'enrichit par la vente des produits de ses terres et de ses usines. Bien qu'elle ait réfuté définitivement l'erreur du mercantilisme, elle constitue un mercantilisme d'un nouveau genre, ne considère que les intérêts du marchand, et pense avoir assuré par là les intérêts de la collectivité tout entière, ce qui serait vrai seulement si elle se composait tout entière de marchands. Elle n'est pas économie politique véritable, art d'aménager la cité dans l'intérêt général, mais art de l'enrichissement individuel, « chrématistique », selon le mot créé par Sismondi. D'où ses incohérences. Il est naturel que tout ce qui intéresse le propriétaire, ce soit l'accroissement du « produit net » du travail humain, alors que ce qui intéresse le genre humain, c'est l'accroissement du « produit brut ». Il est naturel que ce qui intéresse le propriétaire, ce soit, pour parler le langage de la science économique, la « valeur échangeable » des objets qu'il jette sur le marché, le prix auquel ils vont s'échanger contre d'autres objets, alors que ce qui importe à la société, c'est leur utilité, leur « valeur usuelle ». Les doctrinaires de la « théorie des débouchés » ne veulent envisager que des producteurs indépendants, échangeant les uns avec les autres, une fois satisfaite une partie de leurs besoins individuels, l'excédent de leurs productions, afin de satisfaire à d'autres besoins tout en satisfaisant aux besoins d'autres hommes. En quoi ils ne comprennent pas le caractère vrai de la société moderne, de cette société industrialisée dont ils se piquent d'être des interprètes : les chefs de la

production ne travaillent, ou ne font travailler à leurs gages, que pour vendre. Le monde dont la théorie des débouchés est l'expression fidèle, c'est, sans que ses auteurs s'en rendent compte, le vieux monde, le monde désuet de la « richesse territoriale », où la production ne s'effectuait que pour un marché restreint et connu d'avance. Le monde moderne, c'est le monde de la « richesse commerciale », de la production effrénée et aveugle, pour un marché qui fuit, en quelque sorte, devant le marchand, dans la mesure où, mettant sous les ordres des chefs de la production un nombre toujours accru d'ouvriers pauvres, et constamment réduits au chômage, elle ferme normalement ses débouchés.

* * *

A ces maux, quels remèdes ? Sera-ce ce qu'on devait appeler plus tard le remède « socialiste » ? Sismondi a connu les fondateurs du socialisme. Nous savons qu'il vit Robert Owen à Paris en 1818, c'est-à-dire au moment précis où les problèmes économiques l'occupaient de nouveau. Et ne peut-on conjecturer, ou bien qu'il désira le connaître parce qu'il avait été frappé par la lecture des pamphlets, déjà nombreux, dans lesquels Robert Owen affirmait la réalité de la surproduction industrielle, l'urgence d'une limitation légale de la journée de travail, et la nécessité de substituer à une société qui produit pour l'échange une société qui produit pour l'usage, ou bien même que ce fut la connaissance de ces écrits qui opéra la conversion de Sismondi, et le décida à essayer de fonder

l'économie politique sur de « nouveaux principes » ? Puis la doctrine de Robert Owen prit plus de consistance ; et tout un groupe de disciples, s'inspirant de ces idées, préconisa la substitution à la société actuelle, fondée sur l'échange, d'une société « coopérative ». En France, par ailleurs, Fourier commença de trouver des admirateurs. Mais si Sismondi s'intéressa à la propagande des disciples de Robert Owen et de Fourier, ce fut dans la mesure seulement où il adhéra à leur critique de la société actuelle : jamais il ne s'accommoda des remèdes qu'ils préconisaient. Il était pour cela un historien trop prudent, trop persuadé de la complexité des choses humaines. « Qui serait, écrit-il, l'homme assez fort pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore, pour voir l'avenir comme nous avons déjà tant de peine à voir le présent ? » Pour ce qui est des Saint-Simoniens, dont la propagande ne va point tarder à faire tant de bruit, est-il besoin de dire qu'ils n'auront jamais la sympathie de Sismondi ? Car il est un point sur lequel ces adversaires de la concurrence sont d'accord avec les théoriciens de la concurrence illimitée ; ils n'admettent pas l'existence d'un problème de la surproduction. Et pour l'optimisme, à ses yeux délivrant, des uns comme des autres, Sismondi n'aura jamais que méfiance et dégoût.

Il ne veut pas d'une réglementation intégrale des conditions du travail. Bien que ni Fourier ni Saint-Simon ni leurs disciples ne soient au sens propre du mot des égalitaires, il songe surtout, dans ses critiques, à l'Owenisme qui est un égalitarisme. Or, il ne croit pas à la possibilité d'une égalisation absolue des fortunes sans des violences qui rendraient le nouveau régime odieux et précaire. Il se



contente d'une inégalité modérée des conditions, pareille à celle qu'il observe dans certaines régions que l'industrialisme n'a pas encore envahies. Est-ce donc d'un retour en arrière, de ce qu'il faut appeler au sens philosophique de ce mot une « réaction », qu'il rêve ? On le croirait parfois. C'est ainsi que discutant la possibilité d'interventions gouvernementales pour remédier aux maux dont souffre la société moderne, il se heurte à l'objection courante des économistes orthodoxes : toute intervention de la loi dans le monde de la production est mauvaise, parce qu'elle tend à ralentir la production. Mais il répond : qu'importe, si le mal dont souffre la société moderne, c'est un excès de productivité ? Sa pensée se laisse cependant interpréter en un sens moins radicalement réactionnaire. Il déclare expressément n'être pas hostile au progrès du machinisme, à condition seulement qu'il aboutisse à la diminution de la peine des hommes, de tous les hommes, et non pas à l'opulence de quelques-uns, pendant que la foule peine et souffre. Il veut que les riches n'abusent pas de la force accrue que leur donne la possession des machines pour accroître leur profit en faisant pires les conditions d'existence des ouvriers qu'ils emploient. Il veut que, ce faisant, on protège les riches eux-mêmes contre l'étourderie de leur rapacité : car des ouvriers moins pauvres auront un pouvoir d'achat plus grand, et la société sera moins exposée à ces engorgements périodiques du marché qui sont pour tous, riches aussi bien que pauvres, une cause permanente d'insécurité. Il veut que l'accroissement, non point paralysé, mais réglé par la loi, de la production, suive le progrès de la consommation au lieu de la précéder à pas de géant, comme il arrive, pour le malheur général, dans l'état de société monstrueux qui est le nôtre.

Le législateur devra, en matière foncière, favoriser le développement de la petite propriété : et cela moins par des lois nouvelles que par l'abrogation des lois anciennes qui embarrassent ce développement. Il devra en faire autant dans l'ordre de la propriété mobilière. Placé en face d'un monde où un petit nombre de riches commandent à des armées de pauvres, il devra donner aux ouvriers la liberté de former des coalitions qui leur permettent, par l'union de leurs faiblesses individuelles, d'opposer quelque résistance à l'oppression du patronat. Il devra en outre, et par des lois positives cette fois, assurer la limitation de la durée de la journée de travail, l'interdiction du travail des enfants, le repos hebdomadaire, et tendre à l'organisation d'un nouveau régime industriel (inspiré, comme il le reconnaît presque à regret, de l'ancien régime corporatif) qui donne aux ouvriers « un droit à la garantie de ceux qui les emploient », les chefs d'exploitation étant obligés par la loi à protéger les ouvriers contre les risques de leur vie professionnelle, contre le chômage en particulier. Tous ces remèdes, c'est en hésitant, c'est sur un ton d'extrême circonspection, que Sismondi les suggère à ses lecteurs. « Je l'avoue, écrit-il, après avoir indiqué où est à mes yeux la justice, je ne me sens pas la force de tracer les moyens d'exécution. » Mais s'il va jusqu'à considérer la tâche comme étant proprement « au-dessus des forces humaines », rendons-nous compte qu'il se heurte ici à une difficulté qui tient à l'essence de sa philosophie. Sa timidité est une timidité raisonnée.

Quand il avoue devoir se séparer des amis dont il partage les opinions politiques, rendons-nous compte qu'au

fond de son cœur il reste toujours fidèle à leur libéralisme. Ces libéraux ne sont pas des anarchistes, ennemis de toutes les lois. Ils veulent des lois pour protéger l'individu contre les excès de pouvoir du souverain, que ce souverain soit un homme ou une foule. C'est dans le même esprit que Sismondi, ayant vu la servitude naître de la libre concurrence, veut qu'on restreigne la liberté, mais toujours avec prudence, et comme en tâtonnant, puisque c'est toujours en fin de compte pour sauver la liberté qu'on la restreint. Quand Sismondi veut que l'ouvrier ait droit à des « garanties » contre son employeur, n'emprunte-t-il point peut-être ce mot de « garantie » au langage du droit constitutionnel ? Et ne dévoile-t-il pas le fond de sa pensée quand il taxe d'« extra-constitutionnel » le pouvoir exercé par le capitaliste sur le prolétaire ?

Les *Nouveaux Principes d'Économie politique*, dont la première édition avait paru en 1819 eurent une seconde édition en 1827 ; et Sismondi plaçait en tête de cette seconde édition une préface triomphante. Car une nouvelle crise de surproduction venait d'éclater en Angleterre après quelques années d'accalmie ; et la France, qui commençait à s'industrialiser, venait, elle aussi, d'avoir sa première crise. Ainsi se vérifiaient ses pronostics. Les années de gloire allaient-elles donc venir pour lui ? Sûr de sa doctrine économique comme de sa doctrine politique, ayant atteint, en dépassant la cinquantaine, la plénitude de sa maturité, peut-être il l'espéra. Mais en réalité les années qui suivirent furent pour lui des années de déclin.

Il ne retrouva pas le succès de son *Histoire des Répu-*

bliques italiennes du Moyen Age. Les mornes volumes (plus de quarante en tout) de son *Histoire des Français* vinrent sombrer l'un après l'autre dans l'indifférence générale. Il s'intéressait bien à des causes pour lesquelles se passionnait l'opinion libérale : abolition de la traite et de l'esclavage, liberté de l'Italie. Mais les opinions hétérodoxes qu'il avait affirmées dans ses *Nouveaux Principes* faisaient de lui un penseur excentrique, que tous regardaient de travers.

L'insurrection ouvrière de Lyon est, en 1834, écrasée dans le sang. Sismondi, à Genève, « fâche tout le monde contre lui » en déclarant « les massacres de gens inoffensifs par les modérés et les amis de l'ordre, la chose la plus atroce de ces quarante-cinq années de révolution » : le voilà donc classé par la bourgeoisie genevoise parmi les jacobins. Mais les radicaux suisses réclament la transformation de la Suisse en une démocratie une et indivisible : et c'est assez pour rejeter Sismondi, ennemi de toute centralisation, fédéraliste impénitent, dans le clan des aristocrates. Malade, ayant fait par amour un mariage qui fut bon sans être — loin de là — délicieux, il finit ses jours en vieillard solitaire et hypocondriaque. Ses voisins racontent qu'en haine de la surproduction il donne la préférence, pour le labour de son champ, au journalier le plus lent et le plus vieux, et pour la réparation de sa maison, à l'ouvrier le moins en vogue. En France, à Paris qui le comprend ? Villermé, dans un mémoire sur l'état des classes ouvrières, ne cite pas son nom ; et Sismondi en conçoit quelque aigreur. De Villeneuve Bargemont, dans son *Économie politique chrétienne*, lui rend hommage : mais c'est un hommage dont Sismondi se passerait bien.

Car Sismondi a sa manière à lui d'entendre le retour au moyen âge. Pour Sismondi, le moyen âge, c'est la faiblesse du pouvoir central, le fédéralisme, l'autonomie des villes. Pour Villeneuve, comme pour bien d'autres, c'est l'ordre, la hiérarchie, le « sacerdotalisme » que Sismondi déteste. En vue de définir une fois pour toutes l'ensemble de sa philosophie sociale, Sismondi a l'heureuse idée de réunir, et de publier, sous le titre d'*Études sur les Sciences sociales*, un vieux traité sur les constitutions politiques, qui, une quarantaine d'années plus tôt, n'avait pas trouvé d'éditeur, et toute une série d'extraits de ses ouvrages, opuscules et articles d'économie politique : l'ouvrage ne semble guère avoir attiré l'attention. « Je sors de ce monde, écrit-il peu de temps avant sa mort, (il mourut le 25 juin 1842) sans avoir fait aucune impression, et rien ne se fera. »

« Sans avoir fait aucune impression. » Combien il exagère, si vraiment il exprime bien ici le fond de sa pensée ! Mais ne veut-il pas plutôt dire qu'il a exercé une influence autre que celle qu'il voulait, que son influence s'est exercée à contre-sens ? Car il se développe en France ce qu'on peut appeler un sismondisme de gauche, qui exploite son analyse critique du capitalisme pour la tourner au bénéfice du socialisme, alors que Sismondi est l'adversaire du socialisme autant que du capitalisme, ne voyant dans l'un et dans l'autre que l'envers et l'endroit d'une même forme de société, centralisante et oppressive. Quand Proudhon déclare que la propriété, « c'est le vol », qu'elle est en d'autres termes identique à son contraire et constitue une notion contradictoire, qu'elle est non seulement « injuste » mais « impossible », c'est de Sismondi que constamment il s'inspire

sans le dire, sans peut-être en avoir toujours conscience. Quand Louis Blanc explique que « la concurrence est pour le peuple un système d'extermination et pour la bourgeoisie une cause sans cesse agissante d'appauvrissement et de ruine », ce n'est que du sismondisme dramatisé. Or, comment admettre que Sismondi n'aît lu ni le *Mémoire sur la propriété* ni l'*Organisation du travail*, et n'aît pas été alarmé de voir ses dénonciations de l'industrialisme aboutir au triomphe soit de l'anarchisme niveleur soit (pis encore) du robespierriisme égalitaire ?

Sismondi est mort ; et voici qu'arrive de Cologne à Paris, avec le dessein de se mettre à l'école des socialistes français, un jeune philosophe de la gauche hégélienne, un jeune révolutionnaire, qui s'appelle Karl Marx. La tâche qu'il s'est assignée, c'est d'appliquer à la réalité économique et sociale, pour lui faire en quelque sorte prendre pied par terre, cette grande philosophie qui explique le développement de l'univers comme un jeu dialectique de contradictions sans cesse résolues, sans cesse renaissantes. Le sismondisme lui donne la clef du problème qui l'occupe. La société actuelle court à sa ruine, conduit droit au communisme qui en est à la fois la négation et la suite nécessaire, en raison du caractère déséquilibré, contradictoire, de sa structure matérielle. On peut soutenir sans paradoxe que le sismondisme, considéré dans sa partie critique, sert de base au *Manifeste communiste*, publié un peu plus de cinq ans après la mort de Sismondi. Pourquoi ne pas admettre que Sismondi pressentait avec terreur cette interprétation révolutionnaire de sa doctrine, et était consterné de voir que « rien ne dût se faire » pour empêcher

la société d'aller où elle devait fatallement aller si elle était abandonnée à elle-même, c'est-à-dire, aux yeux de Sismondi, vers une catastrophe ?

Près d'un siècle s'est écoulé depuis la publication des *Nouveaux Principes*, près d'un siècle depuis la mort de Sismondi. Une crise économique sans précédent dans l'histoire moderne travaille le genre humain. Elle répond au schéma tracé par Sismondi. C'est une crise de surproduction mondiale, agricole aussi bien qu'industrielle, un engorgement de tous les marchés. Les amis de la paix rendent la guerre responsable de tant de maux, et ils n'ont pas tout à fait tort ; mais la relation n'est pas aussi directe qu'ils le croient entre la guerre et les souffrances économiques qui ont suivi. Car la guerre, prise en elle-même, détruit des capitaux, ralentit la production ; elle devrait avoir pour effet, elle a pour effet direct, la sous-production, la disette. Insistera-t-on, et fera-t-on observer que la guerre, par la création de nationalités nouvelles, par l'intensification des sentiments nationaux, a multiplié les barrières douanières, en a relevé la hauteur, et n'a provoqué l'engorgement de tous les marchés que par les entraves apportées aux échanges ? Ainsi se vérifierait la vieille théorie des débouchés, la thèse de J. B. Say et de Ricardo. Mais ne faut-il pas dire plutôt que, si tous les peuples s'entourent de barrières douanières renforcées, c'est parce que, souffrant chacun chez lui d'une pléthore de produits de toute espèce, ils ne veulent pas agraver un mal

interne par l'invasion des produits étrangers ? que, si la guerre est cause des maux dont nous souffrons, c'est d'une manière indirecte, c'est parce que, l'art de la guerre ayant été industrialisé comme les arts de la paix, la dernière grande guerre a eu cet effet nouveau, dans l'histoire militaire du genre humain, de tendre à la surindustrialisation des nations belligérantes, et de précipiter la venue d'une crise qui, par le progrès normal de la technique industrielle, n'aurait éclaté qu'un demi-siècle, un siècle plus tard ? Les peuples surindustrialisés, comment faire soit pour les ramener en arrière, selon le plan de Sismondi, soit pour les pousser en avant vers un régime nouveau que les marxistes occidentaux semblent trouver l'organisation difficile ? Quelle que doive être l'issue de nos souffrances, voilà, semble-t-il, comment se pose le problème : c'est Sismondi, non Jean-Baptiste Say qui l'a, pour la première fois, il y a plus d'un siècle, formulé.

Élie HALÉVY.

CONSTITUTION DES PEUPLES LIBRES

Complexité du problème politique. Le principe fédératif

COMPLEXITÉ DU PROBLÈME POLITIQUE

Le parti du royalisme pur, abjurant l'ancienne doctrine servile, qui ne proposait aux efforts des sujets que la plus grande gloire de leur monarque, dit aujourd'hui : Tout pour le peuple, rien par le peuple. Ce parti a subi l'influence du libéralisme ; il a marché avec la science sociale, quand il est arrivé à dire tout pour le peuple. Mais est-il possible de faire tout pour le peuple, quand on ne fait rien par lui ? N'est-ce pas au contraire abandonner dès l'abord l'un des deux buts des institutions politiques, le perfectionnement de tous ? De toutes les sciences, la plus relevée, la plus digne de l'attention et de l'étude de tous les hommes, la plus intimement liée avec le développement moral, avec la bienfaisance universelle, c'est celle qui enseigne à rendre les hommes heureux. De toutes les sciences en même temps, celle qui développe le plus l'intelligence, celle qui requiert et qui exerce le plus de connaissance, c'est celle du gouvernement. De toutes les fonctions enfin, celle qui élève le plus le caractère, celle qui donne à l'homme le plus haut sentiment de sa dignité, de la probité qui est atten-

1. *Études sur les Constitutions des peuples libres. Introduction (Études sur les Sciences sociales, vol. I, p. 22 sqq.).*

due de lui, de l'honneur qu'il ne doit jamais compromettre, c'est la participation du citoyen à la souveraineté. Aussi, dire qu'on ne fera rien par le peuple, c'est dire qu'on veut priver l'universalité des hommes de ce puissant stimulant vers la vertu, de cette instruction variée, attachante et toujours nouvelle, de cette dignité de caractère, de cette élévation d'honneur que le peuple ne peut trouver que dans la participation au pouvoir, dans la liberté politique.

Mais à ce cri de guerre, un autre parti, celui de la démocratie, a répondu par un autre cri de guerre. Tout pour le peuple et par le peuple ; et celui-là aussi a perdu de vue un des buts de la science sociale. Tout par le peuple ! Mais comment a-t-on reconnu que le peuple est propre à tout ? La société, pour arriver à son but, le plus grand bien du plus grand nombre, a besoin de toutes les lumières et de toutes les vertus ; comment cependant a-t-on démontré que le savoir des plus éclairés sera adopté par la foule ? que la constance des plus courageux soutiendra son audace, que la prudence des plus habiles réglera son impétuosité ? qu'on pourra trouver en elle l'unité des desseins, la prévoyance, la persistance, la libéralité pour les grandes choses, l'économie pour l'ensemble de la fortune publique, sans lesquelles elle-même sera en souffrance ? Certes ce n'est pas par la théorie, qui nous apprend proverbialement que l'affaire de tout le monde n'est l'affaire de personne ; ce n'est pas par l'expérience, par l'observation des faits, car l'histoire des peuples libres rend témoignage à chaque page des préjugés, de l'inconstance, des terreurs paniques, de la témérité, de la versatilité, de l'imprudence, de la prodigalité et de la lésinerie de la multitude.

Il suffirait, au reste, qu'un axiome politique pût s'exprimer

mer par un si petit nombre de mots, pour qu'on dût se défier de sa vérité. Aucune science, en effet, ne doit autant que la théorie des constitutions, se modifier selon les circonstances, car le législateur doit agir seulement sur le corps politique qui lui est donné ; ce n'est pas lui qui le crée. Il n'en a jamais la puissance, mais il n'aurait pas non plus le génie nécessaire pour le concevoir abstrairement. Le génie seul peut voir les choses qui ne sont point comme si elles étaient, remarquer leurs effets et prévoir toutes leurs conséquences. Cette hauteur de conception n'a jamais été donnée à l'homme dans une telle mesure qu'il puisse l'appliquer à la plus relevée, la plus importante, la plus variée et la plus difficile des œuvres de l'homme : la création de la société. Les peuples existent, et ce ne sont point les législateurs qui leur ont donné la vie ; les peuples existent, et chaque peuple a une constitution, dans le sens le plus large de ce mot, puisqu'il existe. Le législateur ne doit toucher à cette constitution qu'avec la lime, jamais avec la hache. Il doit la modifier de manière à la rendre toujours plus propre au perfectionnement et au bonheur des hommes ; mais en y travaillant, il ne doit jamais oublier qu'il peut ôter la vie et qu'il ne peut pas la rendre ; or cette vie est peut-être attachée à quelqu'un des organes qu'il veut corriger ou supprimer. On dirait que les anciens poètes avaient eu en vue les futurs législateurs, dans l'allégorie de Médée. Avec une science tellement surhumaine qu'on la nommait magie, Médée crut pouvoir renouveler la constitution d'Aeson, et lui donner la vigueur et la jeunesse, en le repétrissant selon les règles de l'art. Elle le coupa en morceaux pour le faire bouillir dans sa chaudière enchantée ; il n'en ressortit que des ossements.

SUR LE PRINCIPE FÉDÉRATIF ¹

De nos jours l'opinion s'est généralement répandue que les fédérations sont faibles à la guerre, parce qu'on ne voit nulle part en elles d'autorité puissante, de commandement illimité ; parce qu'elles ne sauraient éviter les divisions et l'irrésolution dans les conseils, la mollesse dans l'exécution, toutes les fois qu'il s'agit de former un plan d'attaque, et de porter leurs forces au dehors. En effet, de toutes les formes de gouvernement, la fédération est la moins propre à une guerre d'invasion, à une guerre offensive. Cette incapacité est peut-être un avantage ; car les républiques sont naturellement belliqueuses, et il leur convient que la forme de leur gouvernement donne des gages à la conservation de la paix. Mais que l'on consulte l'histoire, et l'on ne trouvera peut-être pas une guerre d'affranchissement, pas une guerre de brillante résistance populaire, qui n'ait pris le caractère d'une guerre de fédération. En effet, pour qu'un peuple présente une résistance énergique, il faut qu'il soit doué de vie, non pas seulement dans son chef, mais dans tous ses membres ; il faut qu'en quelque lieu que l'ennemi se présente, il rencontre, non pas seulement une force matérielle, mais une pensée et une volonté indépendantes. Il faut que chaque ville se défende comme une république qui sent que son tout est en jeu, et que le combat qu'elle va livrer est une épreuve de vie et de mort pour elle.

Les plus anciennes guerres que l'histoire nous fasse connaître sont celles de l'Asie ; nous y voyons aux prises

1. *Études sur la constitution des peuples libres. Huitième Essai (Études sur les Sciences sociales, vol. I, p. 407 sqq.).*

les Assyriens, les Babyloniens, les Mèdes, les Perses. Leurs rois disposaient de grands trésors, de grandes armées, ils comptaient les hommes par centaines de mille, obéissant à une seule volonté. On assure qu'on trouvait parmi eux du talent militaire, même du patriotisme ; cependant leurs monarchies étaient renversées par une ou deux batailles ; jamais la nation ne résistait après que la capitale était prise, encore qu'elle sût bien à quel point le sort des vaincus serait amer : il s'agissait pour eux du pillage, de l'esclavage ou du massacre. Le temps vint enfin où le progrès des conquêtes du *grand Roi* amena ses armées en contact avec les villes libres des Grecs. Celles-ci n'avaient à leur opposer ni troupes nombreuses, ni forteresses construites avec un art supérieur, ni grands trésors, ni armes inconnues, ou tactique plus savante ; mais elles étaient peuplées d'hommes libres qui voulaient rester libres. Elles ne tenaient les unes aux autres que par le langage, par un souvenir de race, et par des alliances temporaires ; la vraie alliance était dans les cœurs, parce que tous voulaient une même chose, l'indépendance. La vie était partout, parce que partout se trouvaient le conseil, la prudence, et la force publique. Chaque cité était une tête qui dirigeait tous ses membres pour sa défense. C'est par leur fédération que les armées du grand roi furent arrêtées, que son orgueil fut humilié, et que la Grèce conserva au genre humain le noble héritage de la liberté, des progrès de l'esprit et de la civilisation.

La ville de Rome fut fondée au contraire au milieu de confédérations belliqueuses et puissantes. La République romaine, animée comme elles de l'esprit de liberté, mais admirablement organisée pour la guerre offensive, triompha à la longue de ces confédérations ; elle s'incorpora celle

des Sabins et des Latins, elle vainquit celles des Étrusques, des Samnites et des Brutiens ; mais chacune de ces luttes fut pour elle aussi longue qu'obstinée et périlleuse. Quand elle eut soumis ces confédérations si vivaces, la conquête de l'Asie, de l'Égypte et de l'Afrique, ne lui coûta plus guère ou de fatigues ou de dangers. Dans toute la suite des destinées romaines, les seules guerres dangereuses, les seules guerres obstinées, furent celles que cette république colossale, déjà maîtresse d'une moitié du monde, soutint contre des confédérations plus éloignées, telles que celles des Ibères, des Gaulois ou des Germains. Les deux systèmes de la centralisation et de la division du pouvoir parurent longtemps aux prises dans le monde connu tout entier. Enfin la centralisation produisit le despotisme, et celui-ci, après des efforts gigantesques, fut cause de la destruction de la civilisation. L'unité romaine, toute civilisée, riche et habile qu'elle était, ne put se défendre contre l'hydre à mille têtes de la barbarie libre, et partout animée de vie. Les confédérations des Suèves, des Francs, des Allemands, des Bourguignons renversèrent le grand Empire.

L'amour de l'unité, ainsi que le culte des souvenirs de Rome, survécurent longtemps à la chute de sa domination. Les parties de ce grand tout avant même d'être séparées, ne conservaient pas un sentiment de vie : on ne désirait plus l'indépendance locale ; on croyait avoir besoin d'ordres pour se défendre ; on demandait un chef, et les membres détachés de l'Empire ne montraient plus qu'un seul symptôme de vitalité, le besoin de se réunir. Bientôt en effet, on vit se former de nouveau de grandes monarchies ; Théodoric, Clothaire, Dagobert, Charlemagne, semblaient avoir rendu au monde l'image de l'Empire romain ; mais

dans ces nouvelles monarchies, de même que dans cet empire, les cités, les provinces, ne se croyaient pas le droit de songer à elles-mêmes : elles attendaient des ordres pour se défendre ; tandis que les bandes indépendantes des Normands, des Sarrasins, des Hongrois, obéissant à une passion commune, mais non à des ordres communs, confédérées seulement par la haine de l'unité, renversèrent également ces monarchies, et montrèrent au monde le spectacle d'un nouveau triomphe du serpent à plusieurs têtes sur le serpent à plusieurs queues.

La renaissance de l'Europe vers l'an 1000 doit être remarquée comme l'époque où l'Empire affaibli invita tous les peuples qui le reconnaissaient à se défendre eux-mêmes, et permit à toutes les cités, à toutes les bourgades, à tous les seigneurs de terre, d'élever des murs d'enceinte et des forteresses. Avec les nouvelles murailles, on vit renaître le vrai esprit municipal, l'esprit d'assistance mutuelle, de patriotisme local, d'indépendance et de confédération. Antée avait besoin de toucher la terre pour recouvrer sa vigueur. Il fallait que les empires retombassent dans la poussière, que la société fût ramenée à ses éléments primitifs, à la solidarité des concitoyens qui se connaissent et qui s'aiment, pour que les peuples se sentissent en état de résister aux invasions étrangères. Dès lors, du onzième au quinzième siècle, durant la grande fédération féodale, il y eut peu de conquêtes. Cependant la lutte entre la pluralité des conseils et l'unité d'un chef ne tarda pas à recommencer. La fédération des villes de Lombardie humilia le grand Frédéric Barberousse ; la ligue des Suisses humilia la maison d'Autriche ; la ligue anséatique humilia tour à tour toutes les couronnes du Nord ; la ligue de Souabe fit

cesser dans la haute Allemagne les brigandages que l'empereur n'avait pu réprimer.

Au XVI^e siècle, la grande question du droit d'examen, en matière de religion, appela plus fortement encore les hommes à mettre en commun leur force pour défendre leur individualité, à s'allier au lieu de se soumettre. L'unité de l'Empire s'appuyait sur l'unité de l'Église. Les partisans de Charles-Quint et de ses descendants ont toujours répété : *Une foi, une loi, un roi.* Mais à l'épreuve, on trouva plus de vigueur dans l'individualité des pensées et des sentiments. La ligue de Smalkalde contraignit Charles-Quint à accorder, pour la première fois, la liberté de conscience. Il est vrai que bientôt elle se laissa surprendre, vaincre et dissoudre ; mais elle reparut tout à coup vivante à Innsbrück, et elle arracha à Charles-Quint, déjà prêt à déposer la couronne, la paix publique de Passau.

La résistance de la ligue des Provinces-Unies contre Philippe II est plus merveilleuse encore ; la disproportion des forces était si grande, les revers étaient si atterrants, que si les insurgés des Pays-Bas avaient été conduits par une seule volonté, cette volonté se serait soumise. Mais chaque ville n'avait pas seulement donné sa foi à l'union d'Utrecht, elle brûlait aussi de son propre patriotisme. Elle versait des larmes de sang sur le sort de ses confédérés, lorsqu'elle les voyait envahis par les Espagnols et livrés à toute la fureur de leurs soldats, mais ces larmes étaient mêlées de cris de vengeance. En vain Élisabeth les pressait de traiter de la paix à l'approche de l'invincible Armada, en vain Henri IV les abandonnait à la paix de Vervins, les confédérés ne consentirent jamais à se soumettre, ils n'avaient point déféré à leur propre gouvernement

le droit de pactiser sur leur liberté et leur indépendance.

Dans toutes les guerres civiles des huguenots, en France, on put reconnaître les efforts héroïques d'un pouvoir confédéré contre un pouvoir central. Quand ils vinrent à se compter, ils reconurent bientôt qu'ils ne formaient qu'une très petite minorité dans la nation. Mais cette minorité qui n'avait ni capitale, ni arsenaux, ni trésors, ni armées, se défendit glorieusement durant le cours de sept guerres civiles, parce qu'elle était vivante en tous lieux, que l'assassinat d'un chef ne la tuait point, qu'une défaite ne livrait point sa capitale, qu'une invasion n'arrivait jamais jusqu'aux lieux où siégeaient ses conseils. Vers la fin de ces guerres, le parti huguenot fut amené à se serrer autour de Henri IV, et à se couvrir de drapeaux royalistes ; il fit triompher le dogme de la légitimité, qui s'était mis sous sa protection ; mais il perdit l'existence avec sa victoire. L'abandon de l'esprit d'une confédération lui fut plus funeste que vingt défaites.

Dans le siècle dernier, c'est une confédération qui a soustrait l'Amérique du Nord à l'Empire britannique, et qui a donné la victoire à trois millions d'hommes sur dix-huit millions. Toutes les guerres de l'Espagne, contre l'Empire français de la Pologne contre l'Empire russe, ont eu le caractère des confédérations ; c'est-à-dire que l'autorité était disséminée, que les conseils étaient partout comme la résistance, que la souveraineté n'était nulle part. Ce sont aussi des confédérations qui ont soustrait les colonies espagnoles à leur métropole ; il est vrai que dans ces colonies l'esprit d'unité continue à lutter contre celui de localité. Elles voulaient se faire grandes dès le berceau ; au lieu de se constituer isolément dans chaque port, dans

chaque cité où se trouvait une population agglomérée, les colonies espagnoles voulurent faire des républiques colossales de tous les espaces marqués sur la carte, comme un seul gouvernement, espaces où des cités et des plantations isolées, de loin en loin, n'avaient aucune communauté ni d'esprit ni d'intérêt. Ces républiques démesurées, qui n'avaient elles-mêmes ni homogénéité, ni patriotisme, ont cependant triomphé de l'Espagne, comme confédération, parce qu'un amour commun de l'indépendance les unissait. Elles n'ont pu ensuite ni se constituer, ni éviter les guerres civiles, parce que le pouvoir central de chacune est entré en lutte avec toutes ses parties ; parce qu'on l'avait voulu faire fort comme on voudrait faire la Suisse forte, en augmentant les attributions du gouvernement, et qu'on l'avait au contraire rendu faible comme on rendrait la Suisse faible, en provoquant, sur tous les points, la résistance ; en somme, c'est comme fédération que les colonies espagnoles ont brisé le joug de l'Espagne, c'est comme républiques unitaires et démesurées qu'elles ne peuvent s'arracher à la guerre civile et à l'anarchie.

En présence de tant d'exemples, il est étrange qu'on ait pu hésiter à reconnaître dans le système fédératif le système de la résistance, le seul système par lequel une nation non organisée puisse échapper à l'oppression. Une grande nation, lorsqu'elle est déjà constituée soit en monarchie, soit en république, lorsqu'elle a des arsenaux, des armées, un trésor, un crédit, des impôts régulièrement perçus, un gouvernement redouté de tous, obéi de tous, peut sans doute, non seulement se défendre, mais remporter de grandes victoires, et en tirer tout le parti possible. Une nation, au contraire, qui est surprise au milieu d'une

révolution, sans trésor, sans arsenaux, sans armée, sans autorité légitimement constituée, et universellement reconnue, périra presque immanquablement, si elle ne se retourne pas vers ses seules autorités vivantes, les autorités municipales, et si elle ne confie pas son salut au patriotisme des localités.

Nous n'avons rien à dire sur la constitution de ces fédérations ; le hasard presque autant que le besoin les fera naître, et dictera les conditions de l'association. Les éléments sociaux, les éléments indestructibles, avons-nous dit, sont dans les municipalités ; nous n'en concluons point cependant qu'il n'y ait de confédérations que celles des villes ou des communes. Des intérêts locaux, des rapports économiques, la communauté de lois, de religion, de langage, de mœurs, mais surtout l'histoire et ses souvenirs, et la gloire passée, donnent à un assemblage d'hommes ou de populations le sentiment qu'ils forment un seul peuple. Ce peuple peut être grand ou petit, il peut être contenu dans une vallée, comme celui d'Ury, ou dans une ville comme celui de Bâle, ou occuper un district puissant comme celui de Berne, ou un duché comme les États d'Italie, ou un royaume comme ceux de l'Espagne. Il suffit qu'il ait vie, unité, organisation politique, amour de son indépendance et de son individualité, pour qu'il soit propre à devenir membre d'une confédération. La tendance de toute civilisation est de réunir, et s'il se formait aujourd'hui une confédération, elle se composerait d'États bien plus considérables que ne l'étaient ceux qui s'alliaient au moyen âge. Seulement point de symétrie, point d'arrondissement des uns aux dépens des autres, point de prétention à faire les États pour l'union, au lieu

de faire l'union pour les États. Le pays divisé en peuples divers qui repoussent le joug ne doit s'organiser que d'après une seule idée, l'indépendance. La nation qui a besoin d'un effort généreux fait un appel à l'individualité des peuples et à leur patriotisme. Qu'elle se garde d'offenser cette individualité, de glacer ce patriotisme en mettant quelque part sa volonté à la place de la volonté de chaque peuple. C'est dans des temps plus heureux et plus calmes que chacun de ces peuples, s'appliquant à lui-même les principes de la science sociale, s'efforcera de balancer sa constitution, de mettre en harmonie la préservation de tous les intérêts avec les droits de tous, de rattacher le temps présent aux souvenirs les plus glorieux du temps passé, et de mettre la patrie à l'abri des révolutions, sous la garantie des vertus publiques, du respect pour la loi, et des longues traditions de l'ordre et de la liberté.

CRITIQUE DE LA CHRÉMATISTIQUE

Valeur usuelle et valeur échangeable. — Produit net et produit brut. — Séparation de la propriété et du travail. Déséquilibre qui s'ensuit entre la production et la consommation. — L'économie politique s'égare en cherchant le grand plutôt que l'utile.

VALEUR USUELLE ET VALEUR ÉCHANGEABLE ¹

Il est temps... de découvrir où se trouve la déception du système de l'industrialisme, de montrer comment il a abandonné la substance pour courir après l'ombre, de substituer enfin à la chrématistique, ou science abstraite des richesses, la vraie économie politique, ou la connaissance de la règle de la maison et de la cité.

Cette recherche nous ramène nécessairement aux notions les plus abstraites de la science, aux définitions les plus contestées, à toute une logomachie que nous avons long-temps cherché à éviter, mais qu'il faut aborder enfin pour montrer combien elle est fallacieuse ; qu'il faut aborder, mais sans espérance d'être beaucoup plus clair que nos devanciers. Aussi, après avoir indiqué le point où nous croyons qu'ils se sont égarés, nous abandonnerons ces

1. *Études sur l'Économie politique. Treizième essai (Études sur les Sciences sociales, vol. III, p. 226 sq.).*

abstractions pour rentrer de nouveau dans le domaine des faits.

Jusqu'ici nous nous sommes occupé des biens que produit la terre, et des hommes qui se les partagent. Ces biens sont utiles, sont nécessaires à ceux mêmes qui les font naître ; aussi leur valeur est *intrinsèque* à plus juste titre que ceux qu'on désigne communément par cette dénomination ; elle est indépendante de tout échange, elle est antérieure à tout commerce. Mais nous arrivons à présent aux biens que l'industriel produit pour l'usage d'autrui, et non pour son propre usage, aux biens qui ne commencent à lui être utiles qu'au moment où il les échange, qui nécessitent par conséquent le commerce ou l'art des échanges. Nous les avons compris sous le nom de richesse commerciale, et nous désignons ainsi tous les biens qui ne sont appréciés que par leur valeur échangeable.

Qu'est-ce que la valeur, cependant ? Les biens n'ont-ils pas une valeur réelle indépendante des fluctuations du marché ? Les biens qui sont le plus nécessaires à la vie, l'air, l'eau, le feu par exemple, sont-ils sans valeur ? C'est ici que s'est présenté à l'esprit des économistes un chaos, une confusion d'idées dont il leur a été impossible de sortir. Il n'y a pas un d'eux qui n'ait donné une définition nouvelle du mot valeur, qui n'ait travaillé à éviter l'inconséquence de ne pas savoir distinguer ce qui est utile à l'homme et ce qui lui est inutile ; qui n'ait analysé séparément, et le prix de production et le prix d'affection, et le prix de monopole et le prix nominal, et le prix réel, et bien d'autres modifications encore qui n'ont servi qu'à rendre les notions plus confuses. Nous nous souvenons d'avoir vu, dans un journal italien, une vingtaine de définitions des mots *prix* et

valeur empruntées aux différents maîtres de la science et comparées. Il n'y en avait pas deux d'identiques, pas deux qui rendissent précisément la même idée. Nous n'essayerons pas d'être plus précis que nous ne l'avons été autrefois, ou plus heureux que nos maîtres. Nous prendrons le mot de valeur tel que l'usage nous le donne, avec le degré d'ambiguïté qui lui reste attaché. Nous remarquerons seulement qu'il y a un de ses sens, le sens étymologique, sur lequel il ne reste aucun doute, c'est la valeur échangeable, c'est l'égalité d'une chose à une autre chose, pour laquelle le commerce est prêt à la troquer.

On a, avec raison, admiré dans le commerce la fraternité qu'il a établie entre les hommes, l'activité avec laquelle il les a fait concourir à l'utilité commune, les notions de justice et d'égalité qu'il a répandues ; mais on n'a pas remarqué à quel point il ôte aux richesses leur caractère primitif d'utilité, caractère que l'imagination continue cependant toujours à leur attacher, et comment il ne leur laisse plus que leur valeur échangeable. C'est l'opposition entre la valeur usuelle dont chacun a le sentiment en soi-même, et la valeur échangeable à laquelle le commerce a réduit toute chose, qui rend impossible de donner une définition satisfaisante de ces mots divers, prix, valeur, richesse. Mais les effets de l'amphibologie ne s'arrêtent point là. C'est la confusion entre l'appréciation d'une valeur usuelle et celle d'une valeur échangeable, qui se trouve au fond de la déception des systèmes modernes de chrématistique.

Tant que les hommes travaillent pour satisfaire à leurs propres besoins, et qu'ils n'échangent entre eux que leur superflu, l'utilité est pour eux la vraie mesure des valeurs, et l'augmentation en quantité d'une chose utile est une

augmentation certaine de richesse. Le cultivateur qui mange son blé lui-même n'hésitera jamais à dire qu'il est deux fois plus riche avec vingt sacs de blé qu'avec dix sacs. Il persistera à compter ainsi, ou à peu près, encore qu'il vende un ou deux sacs de ce blé qu'il se trouve avoir de trop cette année, à un prix inférieur à celui auquel il aurait pu les vendre l'année passée. La ménagère qui file et tisse sa toile elle-même comptera aussi qu'elle est deux fois plus riche avec vingt aunes qu'avec dix, encore qu'il lui arrive de se défaire d'une ou deux de ces aunes à un prix différent. C'est l'état primitif, l'état patriarchal de la société ; le commerce existe bien alors, mais il ne l'a pas absorbée tout entière, il ne s'exerce que sur le surplus des produits de chacun, et non sur ce qui constitue son existence. Il laisse aux richesses leur caractère essentiel de satisfaire aux besoins de l'homme, et il n'empêche point que lorsqu'elles s'accroissent en quantité, elles ne s'accroissent précisément autant en valeur.

Mais la condition de notre siècle, le caractère de notre progrès économique, c'est que le commerce s'est chargé de la distribution de la totalité de la richesse annuellement produite, et qu'il a en conséquence absolument supprimé son caractère de valeur utile, pour ne laisser subsister que celui de valeur échangeable. A mesure que les professions, que les métiers ont fait place aux manufactures, la totalité de leurs produits a été livrée au commerce, pour qu'il les distribuât ; lorsque les grandes fermes ont été substituées aux petites, la consommation du fermier en produits ruraux s'est trouvée si petite en proportion de la quantité qu'il devait en vendre, que la presque totalité des fruits de l'agriculture est devenue partie de la richesse commerciale.

Dès lors la valeur usuelle s'est anéantie pour le fermier comme pour le manufacturier, la valeur échangeable est demeurée seule à sa place. Dès lors aussi, il a été victime, et le public et les philosophes ont été victimes avec lui, d'une illusion fort naturelle ; il a cru augmenter ses produits quand il augmentait leur quantité ou leur utilité, tandis que dans la vérité, comme leur valeur échangeable était toujours la même, il n'avait fait aucun progrès. Le fermier qui avait perfectionné son agriculture, non point seul mais avec toute sa province, de telle sorte que son blé lui rendait désormais huit pour un au lieu de quatre, croyait avoir doublé son revenu ; il n'y avait rien changé cependant, car la mesure qu'il vendait auparavant huit écus n'en valait plus que quatre. Ce mécompte lui paraissait accidentel ; il en accusait les saisons, le commerce étranger, le manque de protection du gouvernement ; il n'aurait dû en accuser que la nature même du commerce. Cette dépréciation, en raison de l'abondance des produits, est bien plus sensible encore dans les manufactures. Cent aunes d'étoffe de coton se vendent aujourd'hui pour un prix qui n'en aurait pas procuré dix aunes il y a trente ans. Il ne faut point y voir une augmentation décuple de cette partie de la richesse nationale ; les dix aunes d'autrefois étaient égales aux cent d'aujourd'hui. Quand la valeur échangeable ne s'augmente pas, le commerce compte l'augmentation de la quantité pour rien.

Dès l'instant que le commerce s'est emparé de tous les produits du travail de l'homme, toute production a été subordonnée à une seule grande circonstance qui en détermine la valeur, c'est la vente ou l'écoulement. Les produits ne sont point encore des quantités positives, des portions

aliquotes de la richesse, tant qu'ils sont entre les mains du producteur ou du commerçant distributeur ; la vente seule à celui qui en a besoin pour les consommer, et qui est en état de donner pour se les procurer une compensation supérieure à ce qu'en a offert tout autre, détermine leur valeur. La vente leur donne le caractère de richesse, et la vente... ne peut s'effectuer d'une manière durable que par l'échange du produit annuel contre le revenu annuel ; c'est donc, en fin de compte, ce revenu qui détermine la vraie valeur des marchandises annuellement produites, et, si la quantité de ces marchandises augmente sans que le revenu contre lequel elles doivent s'échanger augmente aussi, leur valeur n'augmentera pas.

Le vrai office du commerce c'est d'échanger le produit social contre le revenu social, ou bien le produit du genre humain contre son revenu. Quand il s'en tient à cette distribution, il rend service à tous ceux entre lesquels il s'établit des échanges, et il mérite de son côté une rétribution, un profit commercial qui ne saurait lui manquer. Mais il est bien difficile au commerçant d'avoir des vues si larges, ou de se former une idée si juste de ses fonctions. Il ne songe en général qu'à s'approprier la plus grande part qu'il peut du revenu, en échange des produits dont il dispose. Chaque producteur cherche à sous-vendre ses confrères, à attirer par le bon marché l'acheteur à soi de préférence à quelque autre qui ne pourra pas vendre. Son opération prend, dès lors, le caractère d'un jeu et non plus d'un commerce ; son profit est aléatoire, ou fondé sur la perte que fait un autre, et non plus mercantile, ou fondé sur l'avantage de tous ; et la conséquence nécessaire, inévitable, de la sous-vente par quelques-uns, c'est l'encombrement pour

tous, ou l'arrivée sur le marché d'une quantité de marchandises supérieure aux besoins, et qui ne pourra se vendre qu'à perte. L'encombrement est le fléau du commerce, et dans l'état actuel de la société, quand tous les produits sont livrés au commerce, quand toute autre valeur a fait place à la valeur échangeable, l'encombrement est un des grands fléaux de l'humanité.

PRODUIT NET ET PRODUIT BRUT¹

Dans l'état le plus avancé de la civilisation, où non seulement les travaux sont divisés entre les hommes, mais où tous les droits divers qu'on peut avoir à la propriété se trouvent le plus souvent dans des mains différentes, parce que le revenu qui naît de la richesse est habituellement séparé de celui qui naît du travail, le revenu annuel des campagnes, ou la récolte annuelle, se décompose de la manière suivante : une partie des fruits qu'a fait naître le travail est destinée à payer au propriétaire l'assistance que la terre a donnée au travail humain, et de plus l'intérêt de tous les capitaux qui ont été primitivement employés pour la mettre en valeur. C'est celle-là seule qu'on nomme le *revenu net*. Une autre partie des fruits remplace ceux qui ont été consommés pour faire le travail auquel la récolte est due, les semences, et toutes les avances de l'agriculture. Les économistes nommaient cette partie *les reprises*. Une autre reste comme bénéfice à celui qui a dirigé les travaux de la terre, et se proportionne aux capitaux qu'il a avancés

1. *Nouveaux Principes d'Economie politique ou de la Richesse dans ses rapports avec la population*, livre III, chap. I (2^e éd., 1827, vol. I, p. 150 sqq.).

et à son industrie. Le gouvernement prend aussi sa part de tous ces fruits, et, par des impôts divers, il diminue le revenu du propriétaire, le bénéfice de l'agriculteur, le salaire du journalier, pour former un revenu à une autre classe de personnes. Les fruits, qui se partagent entre le manouvrier, le directeur des travaux et le propriétaire, ne leur demeurent point tout entiers en nature : après en avoir gardé ce qui leur convient pour leur subsistance, tous trois également se défont du reste par des échanges, pour obtenir les objets produits par l'industrie des villes ; et c'est au moyen de ces échanges que le reste de la nation est nourri.

Comme nous voyons chaque jour cette division du revenu territorial s'effectuer autour de nous, il est bon de la bien comprendre, pour rapporter chaque espèce de revenu à sa propre origine, et distinguer ceux qui naissent d'un travail passé d'avec ceux qui naissent d'un travail présent. Mais, quoique cette division subsiste dans plusieurs sociétés très civilisées, elle n'est nullement essentielle à la richesse territoriale. Les trois qualifications de propriétaire, de directeur de travaux ou de fermier, et de journalier, peuvent être confondues dans une même personne, sans que la production annuelle en soit le moins du monde arrêtée ou suspendue, et sans qu'il en résulte aucun autre dérangement social ; la division des métiers a eu une influence très active et très avantageuse sur le progrès de l'industrie, et l'augmentation de son produit total. Mais la division des droits à la propriété est née de convenances particulières, du hasard des combinaisons, souvent des passions ou des vanités. La distinction entre le propriétaire, le fermier et le journalier, n'a contribué à donner ni plus de zèle au

premier, ni plus d'intelligence au second, ni plus de vigueur au troisième. Elle n'a point été cause qu'un ouvrage fût toujours fait par la même personne, et par conséquent qu'il fût mieux ou plus promptement fait. Cette classification a été souvent remplacée par d'autres absolument différentes : elle doit être jugée, comme tout le reste des institutions sociales, par le bien ou le mal qui en résulte pour la société humaine ; par la quantité de bonheur qu'elle procure, et le nombre des individus qu'elle y fait participer.

Les propriétaires de terres se figurent souvent qu'un système d'agriculture est d'autant meilleur que leur revenu net, ou la portion des produits territoriaux qui leur demeure après que tous les frais de culture sont payés, est plus considérable. Cependant, ce qui importe à la nation, ce qui doit fixer toute l'attention de l'économiste, c'est le produit brut, ou le montant de la totalité de la récolte. Par lui, la subsistance de la nation entière est assurée, et l'aisance de toutes les classes est garantie. Le premier ne comprend que le revenu des riches oisifs, le second comprend encore le revenu de tous ceux qui travaillent, et de tous ceux qui font travailler leurs capitaux dans l'industrie agricole.

L'accroissement du produit net aux dépens du produit brut peut être en effet, et est souvent, une grande calamité nationale. Si le propriétaire d'un terrain soumis à la culture la plus savante et la plus dispendieuse a loué ce terrain cent écus, quoique son produit brut en vaille mille, et s'il trouve ensuite qu'il en retirera cent dix écus en le laissant en friche, et en le louant sans frais pour la vaine pâture, il renverra son jardinier ou son vigneron, et il gagnera dix écus, mais la nation en perdra huit cent quatre-vingt-dix ; elle laissera sans emploi, et par consé-

quent sans profit, tous les capitaux employés à faire naître cette production si abondante : elle laissera sans travail, et par conséquent sans revenus, tous les journaliers dont ce produit représentait les labeurs ; le fisc lui-même perdra bien plus que le propriétaire ne gagnera, car il participait à tous les revenus du journalier et du fermier, autant qu'à ceux du propriétaire, et la part qui lui en revenait était peut-être plus grande que tout le revenu du dernier.

Mais l'accroissement graduel du produit brut peut à son tour être la conséquence d'un état de souffrance, si la nation n'est pas plus riche, mais seulement plus nombreuse ; car peu importe que la somme totale de la production nationale soit plus considérable, si l'aliquote qui en revient à chacun est plus petite. La richesse d'une nation ne s'exprime pas seulement par le montant de son revenu mais par le rapport de ce revenu avec le nombre de ceux qui en doivent vivre. Or, un mauvais système d'administration de la richesse territoriale peut faire naître une population surabondante, qui par plus de travail réussira bien à obtenir de la terre de plus abondantes récoltes, mais qui les paiera trop cher. Dans ce cas, soit que ceux qui travaillent soient eux-mêmes propriétaires, et qu'ils se laissent tenter de travailler à perte par l'amour de la propriété, soit qu'ils soient de simples journaliers qui, luttant contre le monopole des propriétaires et des fermiers, se contentent d'un trop chétif salaire, la classe des cultivateurs souffrira au milieu de l'abondance. Les récoltes auront beau augmenter, ceux qui les feront naître achèteront par un travail excessif une subsistance insuffisante, et languiront dans la misère. Il n'est aucune branche de l'économie politique qui ne doive être jugée d'après ses rapports avec le bonheur de la masse du

peuple ; et l'ordre social est toujours mauvais, lorsque la plus grande partie de la population souffre.

SÉPARATION DU TRAVAIL ET DE LA PROPRIÉTÉ
DÉSÉQUILIBRE QUI S'ENSUIT ENTRE LA PRODUCTION
ET LA CONSOMMATION¹

M. Ricardo, dont la mort récente a profondément affligé, non pas seulement sa famille et ses amis, mais tous ceux qu'il a éclairés par ses lumières, tous ceux qu'il a échauffés par ses nobles sentiments, s'arrêta quelques jours à Genève dans la dernière année de sa vie. Nous discutâmes ensemble, à deux ou trois reprises, cette question fondamentale sur laquelle nous étions en opposition. Il apporta à son examen l'urbanité, la bonne foi, l'amour de la vérité qui le distinguaient, et une clarté à laquelle ses disciples eux-mêmes ne se seraient pas attendus, accoutumés qu'ils étaient aux efforts d'abstraction qu'il exigeait d'eux dans le cabinet ; mais une discussion orale ne pouvait suffire sur une question qui demande une réunion si difficile de calculs positifs et de considérations en quelque sorte métaphysiques ; aussi me suis-je proposé de reproduire ici, avec un peu plus d'ordre, avec l'aide d'un peu plus de méditation, les arguments dont je fis usage dans ces conférences dont le souvenir m'est précieux.

Nous admptions l'un et l'autre (et comment ne pas l'admettre ?) que tous les genres d'industrie, agricole et

1. *Sur la balance des consommations avec les productions* (*Revue Encyclopédique*, vol. XXII, p. 266 sqq., 279 sqq.) et *Nouveaux Principes d'Économie politique...*, *Éclaircissements...*, article II (2^e éd., 1827, vol. II, p. 410 sqq., 430 sqq.).

manufacturière, se sont plaints alternativement, dans tous les pays de l'Europe, de l'encombrement des marchés, de l'impossibilité de vendre, ou de vendre autrement qu'à perte : j'y voyais l'excès de la production, ou sa disproportion avec la consommation ; mais cet excès ou cette disproportion étant également impossibles, selon M. Ricardo, il attribuait cet effet aux vices de l'ordre social, aux gênes apportées à la circulation des produits et aux impôts.

Nous écartions l'un et l'autre de la question qui nous occupait le cas d'une nation qui vendrait plus aux étrangers qu'elle ne leur achèterait, qui, pour une production croissante au dedans, trouverait un marché croissant au dehors. La plupart des hommes d'État, par un reste d'attachement à l'ancien système mercantile, se sont bien proposé, de même que l'ont conseillé MM. Ricardo et Say, d'augmenter dans cesse la production chez la nation qu'ils administraient ; mais c'était dans un but d'exportation, non de consommation intérieure ; et ces deux systèmes, quoique s'accordant pour quelques opérations, sont opposés dans leurs principes. Ainsi, le ministère anglais a voulu faire de l'Angleterre la manufacturière de l'univers ; il a voulu que les peuples de l'Europe, ceux de l'Amérique, ceux de l'Inde, devinssent les chalands des marchands anglais ; que chaque progrès dans l'industrie nationale se liât avec l'ouverture d'un nouveau marché au dehors. Mais, au lieu de compter, pour la consommation, sur des échanges entre les produits croissants, il s'est flatté d'exclure successivement des marchés étrangers les producteurs étrangers, à mesure que les Anglais y arriveraient avec des produits ou supérieurs en qualité, ou inférieurs en prix.

Dans ce système, les nations sont en rivalité les unes

avec les autres ; la prospérité de l'industrie, chez les unes, cause la ruine de l'industrie chez les autres ; et, si toutes l'adoptent en même temps, si toutes destinent chaque année une plus grande masse d'exportation au marché étranger, si toutes, offrant au rabais leurs marchandises, s'efforcent de s'enlever réciproquement leurs chalands, et de vendre plus qu'elles n'achètent, leur compétition, qui encombrera le marché de l'univers, sera nuisible à toutes ; ou bien une seule pourra réussir aux dépens des autres, et celle-là profitera seule de la liberté de commerce ; les autres, au contraire, devront se mettre en défense contre une industrie qui tue la leur. Aussi, les mêmes ministres qui ont encouragé la production croissante, ont adopté le système prohibitif.

M. Ricardo, au contraire, comme partisan d'une liberté absolue dans les échanges entre les nations, a dû établir que son système, au lieu d'être exclusif, pourrait être suivi par toutes à la fois ; que les producteurs, au lieu d'être en rivalité, se servaient réciproquement de chalands les uns aux autres. Aussi, toute sa théorie repose sur le principe fondamental, qu'une nation ne peut vendre qu'autant qu'elle achète, qu'il y a une balance nécessaire entre la production et la consommation, que la dernière s'accroît toujours avec la première, que le commerce étranger ne dérange rien à l'échange qui se fait entre ces deux quantités, qu'il satisfait seulement, par l'introduction sur le marché de valeurs égales, mais plus variées, les goûts variés des consommateurs. Si, par exemple, la production de draps va croissant en Angleterre de cent mille pièces par année, tout ce que fait le commerce étranger, c'est de permettre aux Anglais, au lieu de consommer en nature ces

cent mille pièces de plus, d'en consommer la valeur en vins, en épiceries, ou sous toute autre forme que le commerce pourra leur présenter. Aux yeux de MM. Say et Ricardo, en créant des objets à échanger, on crée des échanges, et par conséquent des consommations ; et l'égalité des consommations aux productions leur paraît également démontrée, soit que l'on considère le marché de tout l'univers, soit que l'on suppose chaque nation isolée de toutes les autres.

Il est bien essentiel d'avoir ce principe constamment devant les yeux, pour ne pas tirer de fausses conclusions des révolutions survenues de nos jours dans l'état de l'industrie de diverses nations. Les manufactures de tous les pays les plus industriels de l'Europe ont été, il y a quelques années, dans un état de détresse effrayant, parce qu'elles ne trouvaient plus de débit pour leurs produits ; aujourd'hui (en 1824), elles s'en sont relevées, et c'est l'agriculture qui souffre universellement, parce qu'elle ne trouve point à vendre ses récoltes ; mais le soulagement qu'ont obtenu les manufactures n'est point une preuve du système de M. Ricardo : lorsque l'agriculture éprouvera un soulagement semblable, la vérité de sa théorie n'en sera pas mieux démontrée. Nous savons qu'un marché nouveau, qu'un marché immense s'est ouvert aux Européens dans l'Amérique espagnole. Or, la question n'est pas pour nous de déterminer si des chances de guerre ou de politique ne peuvent pas donner à une nation de nouveaux consommateurs ; il faut prouver qu'elle se les crée à elle-même lorsqu'elle augmente sa production. Il y a, tout au moins, de fortes présomptions pour supposer que l'amélioration de l'état des marchés européens tient aux chances de la politique, et non aux progrès naturels de la richesse. Toutes

les grandes demandes sont venues de l'Amérique espagnole, où aucun obstacle n'empêche plus l'introduction des marchandises européennes, où la guerre, allumée dans toutes les provinces, consomme beaucoup et produit peu, où de fortes passions populaires, excitées en même temps, font consacrer les capitaux, au lieu des revenus, à l'achat des armes et des marchandises que fournit l'Angleterre.

Ce n'est point sur la guerre des colonies, sur l'affranchissement de l'Amérique, sur les emprunts de Colombie et du Chili que M. Ricardo comptait pour donner des chalands aux fabricants d'Angleterre ; selon lui, ces fabricants créent eux-mêmes leurs acheteurs. Il disait : « Supposons cent laboureurs produisant mille sacs de blé, et cent fabricants en laine, produisant mille aunes d'étoffe ; faisons abstraction de tous les autres produits utiles à l'homme, de tous les intermédiaires entre eux, ne voyons qu'eux dans le monde : ils échangent leurs mille aunes contre leurs mille sacs ; supposons par les progrès successifs de l'industrie, les pouvoirs productifs du travail accrus d'un dixième ; les mêmes hommes échangent onze cents aunes contre onze cents sacs, et chacun d'eux se trouve mieux vêtu et mieux nourri ; un nouveau progrès fait échanger douze cents aunes contre douze cents sacs, et ainsi de suite ; l'accroissement du produit ne fait jamais qu'augmenter les jouissances de ceux qui produisent. »

A mes yeux, l'abstraction qu'on nous propose de faire dans ce raisonnement est infiniment trop forte : on veut que nous négligions les détails ; mais ce n'est pas simplifier, c'est confondre que de soustraire à notre vue toutes les opérations successives dans lesquelles nous pourrions distinguer la vérité d'avec l'erreur.

Reprenez ce même échange que M. Ricardo exprime en si peu de mots, nous serons étonnés de sa complication ; suivons les marchés divers que fait ou fait faire un seul producteur, en admettant, comme M. Ricardo, que du petit au grand les mêmes opérations sont répétées par tous ; séparons les causes d'avec les effets, et, en négligeant nous-mêmes un grand nombre d'intermédiaires, voyons de combien il s'en faut que les producteurs d'une moitié des richesses soient les consommateurs de l'autre.

Pour étudier ce mécanisme social, nous choisirons l'agriculture comme exemple, et nous ne verrons dans l'agriculture que le labourage, faisant abstraction de ses autres produits ; nous le prendrons dans son enfance, lorsque l'industrie avait encore fait très peu de progrès, et que les pouvoirs productifs du travail laissaient très peu de superflu, après l'entretien de l'ouvrier ; c'est l'hypothèse où le calcul présentera le moins de difficulté, et nous forcera à descendre à moins de détails ; mais en même temps, nous prendrons la société dans son organisation actuelle, avec des ouvriers sans propriété, dont le salaire est fixé par la concurrence, et que leur maître peut congédier, dès qu'il n'a plus besoin de leur travail ; car c'est précisément sur cette organisation sociale que porte notre objection. Enfin, nous ferons abstraction du numéraire comme M. Ricardo.

Supposons un agriculteur qui, sur une étendue donnée de terrain, entretienne dix membres de sa famille, domestiques et ouvriers travaillant pour lui, et qui fasse produire annuellement à son domaine cent vingt sacs de blé. Pour ne pas trop compliquer nos comptes, nous faisons abstraction de tout autre produit de son agriculture, ou nous le

représentons par du blé. Supposons encore que le salaire qu'il donne à chacun de ces ouvriers équivaille à dix sacs de blé : de ces dix sacs, l'ouvrier en consommera trois en nature par année ; il en emploiera sept à se procurer par des échanges les autres produits, ou de l'agriculture ou des manufactures, qui, après le pain, sont nécessaires à la vie ; il restera vingt sacs au chef agriculteur. Pour simplifier toujours plus nos comptes, nous le supposons propriétaire en même temps que fermier. Cependant, dix sacs lui sont nécessaires, trois en nature et sept en nécessités de la vie, pour vivre à l'égal de chacun de ses ouvriers ; dix autres sacs lui fourniront, par des échanges, les jouissances que nous appellerons de luxe, celles qu'il ne partage pas avec tout le reste des hommes travaillant.

Récapitulons : le domaine produit cent vingt sacs de blé, d'entre lesquels trente-trois sont mangés sur place par ceux qui le travaillent, soixante-dix-sept sont échangés contre les nécessités de la vie ; ils sont donc mangés par ceux qui produisent les marchandises qu'achète le pauvre, dix sont échangés contre des objets de luxe ; ils sont donc mangés par ceux qui produisent les marchandises qu'achète le riche ; car nous appelons riche celui qui, après avoir pourvu à ses besoins, peut destiner une partie de ses revenus à ses jouissances.

A cette époque, une découverte dans les mécaniques, une machine nouvelle inventée pour labourer la terre, ou l'art de dompter les animaux domestiques, et de leur faire exécuter un travail humain, augmente de cinquante pour cent les produits du travail de l'homme. Si nous avions pris pour exemple une famille de laboureurs propriétaires, dont tous les membres eussent des droits à peu près égaux, la décou-

verte profiterait à tous également ; huit heures de travail suffiraient, pour les onze membres de cette famille, à obtenir les fruits qu'ils obtenaient auparavant avec douze ; et s'il ne se présentait pour eux aucune demande ultérieure de travail qui leur fût profitable à tous également, ils se reposeraient quatre heures de plus par jour.

Mais nous avons supposé la société avec son organisation actuelle : d'une part, un propriétaire qui dirige seul les travaux, qui en recueille seul les fruits, et qui profite seul des découvertes ; d'autre part, des manouvriers qui n'ont d'autre propriété que leur aptitude au travail, et d'autre revenu que leur salaire. Chacun des ouvriers de notre agriculteur lui avait produit douze sacs de blé ; chacun, d'après la découverte, en pourra produire dix-huit. Cependant, la quantité de blé que l'agriculteur veut produire est limitée, 1^o par l'étendue de ses champs ; 2^o par la valeur de son capital agricole ; 3^o par la demande du marché auquel il destine le surplus de ses récoltes. Il fait son compte : sept ouvriers, à dix-huit sacs par homme, lui produiront cent vingt-six sacs ; c'est six de plus qu'auparavant ; pour les vendre, il fera, s'il le faut, un léger rabais sur le prix. Il renvoie donc trois de ses ouvriers, et il continue à mener sa ferme avec la même étendue de champs, le même capital, mais avec sept ouvriers seulement au lieu de dix, auxquels il conserve d'abord les mêmes gages. Faisons notre compte aussi.

Le domaine produit cent vingt-six sacs ; nous avons sept ouvriers et un maître auxquels nous fournissons les nécessités de la vie à raison de dix sacs par homme, total quatre-vingts sacs. Nous avons de plus quarante-six sacs qui restent au maître pour ses jouissances de luxe. Quant

au premier lot, vingt-quatre sacs seront mangés en nature sur le domaine, au lieu de trente-trois qui s'y consommaient auparavant ; cinquante-six sacs au lieu de soixante-dix-sept, seront échangés contre les nécessités de la vie, et mangés par ceux qui produisent les marchandises qu'achète le pauvre ; quant au second lot, quarante-six sacs au lieu de dix, doivent être échangés contre ce que nous avons appelé des objets de luxe : ils seront donc mangés par ceux qui travaillent aux manufactures de luxe, mais seulement lorsque ces manufactures nouvelles, qu'il faut créer, existeront. Nous avons donc, avec une augmentation très légère du produit, une diminution très notable dans la consommation des deux industries existantes, l'agriculture et la manufacture du pauvre ; nous aurons d'autre part presque quintuplé la demande qui se faisait auparavant à une industrie à peine naissante, la manufacture du riche.

Pour rendre plus sensible ce changement dans la consommation, qui résulte d'un progrès dans l'industrie non déterminé par une plus grande demande de travail, envisageons ce même progrès sous un autre point de vue. Nous avons supposé que dix sacs de blé représentaient le salaire convenable d'un homme, qu'il en mangeait trois, qu'il en échangeait sept, et qu'ainsi une partie considérable de son salaire reparaissait comme salaire des ouvriers qui travaillaient pour lui. La ferme, dans son état primitif, produisant cent vingt sacs de blé, payait donc leur salaire à dix laboureurs, à leur maître, à un ouvrier de luxe, plus quatre-vingt-quatre sacs que ces douze personnes échangeaient avec ceux qui leur fournissaient tous les autres objets nécessaires à la vie, le blé excepté. Cela suppose encore huit ouvriers deux cinquièmes travaillant pour eux.

On conçoit que ceux-ci font à leur tour des échanges des sept dixièmes du blé qu'ils ne mangent pas en nature, que ceux qui travaillent pour eux en font aussi, jusqu'à ce que la totalité du blé se soit distribuée entre quarante personnes, à raison de trois sacs par personne. Sur ces quarante personnes, il n'y en a qu'une qui consomme des objets de luxe ; il n'y en a qu'une aussi qui les produise.

L'industrie fait alors le premier pas que nous avons supposé ; par une découverte en agriculture, le produit du travail des laboureurs est augmenté de cinquante pour cent. Le fermier a congédié trois de ses laboureurs, et a porté sa production à cent vingt-six sacs. Sa ferme paie dès lors un salaire de quatre-vingts sacs, à lui-même et à sept ouvriers laboureurs. Entre eux huit, ils font une demande de travail du pauvre égale à cinquante-six sacs, ou à cinq ouvriers et trois cinquièmes ; ces ouvriers en appellent d'autres, jusqu'à ce que la totalité des quatre-vingts sacs, qui représentent le travail nécessaire pour faire naître toute la récolte ait donné du pain à vingt-six ouvriers et deux tiers, occupés à créer les nécessités de la vie. En comparant cet état à celui qui précède, il y aura donc treize ouvriers et un tiers en souffrance, ou qui n'auront pas encore reçu leur pain. Il est vrai qu'on espère qu'ils le recevront de la manufacture de luxe. En effet, le propriétaire offre quarante-six sacs à échanger contre les produits de la manufacture de luxe, ou de celle qui doit pourvoir à ses jouissances personnelles ; et comme ce travail n'existe pas encore, il doit l'encourager par un plus fort salaire : il offre douze, quatorze, quinze sacs de blé, au lieu de dix, à celui qui lui procure les jouissances que sa nouvelle richesse lui fait désirer ; tout ce que l'ouvrier de luxe perçoit en sus de son salaire

nécessaire, il l'emploie à son tour en jouissances de luxe ; le reste revient à la manufacture du pauvre ; mais ce n'est qu'après que la manufacture de luxe a été créée, ce n'est qu'après que les quarante-six sacs échus en partage au maître auront passé par les mains de ces ouvriers de luxe, et que le surplus aura été échangé par eux ; ce n'est qu'alors, dis-je, que le pain sera rendu à tous ceux qui offrent du travail. Lorsque cette distribution sera accomplie, sur quarante-deux personnes qui désormais auront part à cette récolte, trente-sept trois cinquièmes, au lieu de trente-neuf, travailleront à produire les objets nécessaires à la vie, quatre deux cinquièmes à produire les objets de luxe, et la population sera augmentée de deux personnes.

Nous arrivons donc, comme M. Ricardo, à trouver qu'à la fin de la circulation, si elle n'est nulle part arrêtée, la production aura créé une consommation ; mais c'est en faisant abstraction du temps et de l'espace, comme feraient les métaphysiciens allemands ; c'est en faisant abstraction de tous les obstacles qui peuvent arrêter cette circulation : et plus nous la regardons de près, plus nous voyons que ces obstacles sont multipliés...

Nos raisonnements seraient applicables à toute autre espèce d'industrie, aussi bien qu'à celle qui produit le blé ; mais, si nous avons lieu de craindre que, même pour celle-ci, nos calculs n'aient paru en même temps et trop fatigants et trop hypothétiques, nous aurions dû nous attendre à rebouter encore davantage nos lecteurs, si nous avions pris notre exemple dans une manufacture, parce que la consommation que fait le manufacturier de ses propres produits est beaucoup moins considérable que celle que fait l'agriculteur. Qu'on se figure cependant qu'une découverte qui

épargne un tiers de la main-d'œuvre est introduite successivement dans toutes les manufactures qui produisent toutes les parties des vêtements, des ustensiles, des ameublements du pauvre ; partout ce sera le chef manufacturier qui en profitera ; partout, s'il renvoie trois ouvriers sur dix, il produira une fraction de plus avec un peu moins de monde ; partout il diminuera de trois dixièmes la consommation que ses propres ouvriers faisaient de ses propres articles, et il diminuera dans la même proportion la consommation qu'en faisaient ceux qui travaillaient pour ses ouvriers. En sorte que chaque découverte, dans de telles circonstances, diminue la demande aux ateliers déjà existants, et en crée une, en compensation, qui s'adresse à des ateliers qui n'existent point encore. Chaque découverte fait dépendre le maintien d'une partie de la manufacture du pauvre, de la création d'une manufacture de luxe ; et cependant, on ne peut créer une manufacture de luxe sans capitaux, sans ouvriers, sans une perte de temps que ceux dont on suspend le gagne-pain ne peuvent supporter.

J'entends déjà qu'on se récrie que je me refuse au perfectionnement de l'agriculture, au perfectionnement des arts, à tous les progrès que l'homme peut faire ; que je préfère sans doute la barbarie à la civilisation, puisque la charrue est une machine, que la bêche est une machine plus ancienne encore ; et que, selon mon système, il aurait fallu sans doute que l'homme labourât la terre de ses seules mains.

Je n'ai jamais rien dit de semblable, et je demande la permission de protester, une fois pour toutes, contre toute conséquence qu'on suppose à mon système et que je n'ai point tirée moi-même. Je n'ai été compris ni de ceux qui

m'attaquent ni de ceux qui me défendent, et j'ai plus d'une fois eu à rougir de mes alliés comme de mes adversaires. On m'a représenté comme étant, en économie politique, ennemi des progrès de la société, partisan d'institutions barbares et oppressives. Non, je ne veux point de ce qui a été, mais je veux quelque chose de mieux que ce qui est. Je ne puis juger ce qui est qu'en le comparant avec le passé, et je suis loin de vouloir relever d'anciennes ruines, quand je démontre par elles les besoins éternels de la société.

Je prie qu'on y fasse attention ; ce n'est point contre les machines, ce n'est point contre les découvertes, ce n'est point contre la civilisation que portent mes objections, c'est contre l'organisation moderne de la société, organisation qui, en dépouillant l'homme qui travaille de toute autre propriété que celle de ses bras, ne lui donne aucune garantie contre une concurrence, contre une folle enchère dirigée à son préjudice, et dont il doit nécessairement être victime. Supposez tous les hommes partageant également entre eux le produit du travail auquel ils auront concouru, et toute découverte dans les arts sera alors, dans tous les cas possibles, un bienfait pour eux tous ; car, après chaque progrès de l'industrie, ils pourront toujours choisir, ou d'avoir avec moins de travail un plus long repos, ou d'avoir avec le même travail plus de jouissances. Aujourd'hui, ce n'est pas la découverte qui est un mal ; c'est le partage injuste que l'homme fait de ses fruits.

Nous sommes, et l'on ne l'a point assez remarqué, dans une condition tout à fait nouvelle de la société, sur laquelle nous n'avons point encore d'expérience. Nous tendons à séparer complètement toute espèce de propriété d'avec

toute espèce de travail, à rompre toute clientèle entre le journalier et le maître, à ôter au premier toute espèce d'association dans les profits du second. Cette organisation sociale est tellement nouvelle qu'elle n'est pas même à moitié établie, qu'il n'y a que les pays les plus industrieux, les plus riches, les plus avancés, dans un système que nous essayons à peine, où le travail de l'agriculture, aussi bien que celui des manufactures, soient faits par des ouvriers qu'on peut renvoyer à la fin de chaque semaine ; c'est là que nous tendons ; c'est là où je signale un danger, et non dans les découvertes des sciences.

Nos yeux se sont tellement faits à cette organisation nouvelle de la société, à cette concurrence universelle qui dégénère en hostilité entre la classe riche et la classe travaillante, que nous ne concevons plus aucun autre mode d'existence, même ceux dont les débris nous entourent de toutes parts. On croit me répondre par l'absurde, en m'opposant les vices des systèmes précédents. Deux ou trois systèmes se sont succédé en effet, quant à l'organisation des classes inférieures de la société ; mais, parce qu'ils ne sont pas regrettables, parce qu'après avoir fait d'abord un peu de bien, ils firent peser ensuite d'effroyables calamités sur l'espèce humaine, en peut-on conclure que nous soyons entrés aujourd'hui dans le vrai ? que nous ne découvririons pas le vice fondamental du système des journaliers, comme nous avons découvert celui de l'esclavage, du vasselage, des corps de métiers ? Lorsque ces trois systèmes étaient en vigueur, on ne concevait pas, de même, ce qui pourrait venir ensuite : la correction de l'ordre existant aurait paru, de même, ou impossible, ou absurde. Le temps viendra sans doute où nos neveux ne nous juge-

ront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travaillantes sans garantie, qu'ils jugeront, et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage.

Chacun de ces systèmes avait paru, à son tour, être une invention heureuse, être un progrès vers la civilisation. L'esclavage lui-même, tout odieux que soit son souvenir, succédant à un état sauvage de guerre universelle, où l'homme, sans cesse sous les armes, n'avait point de temps de reste pour donner au travail, point de garantie pour les fruits que le travail lui avait procurés ; l'esclavage, succédant au massacre des prisonniers, fut un progrès dans la société : il permit l'accumulation des richesses, il devint, chez les Grecs et les Romains, la base d'une civilisation presque égale à la nôtre. Tant que les maîtres demeurèrent pauvres, tant qu'ils travaillèrent et mangèrent avec leurs esclaves, la condition de ceux-ci fut supportable et la population s'accrut. Les progrès mêmes du système, la richesse des maîtres, leur luxe, leur ignorance de tous les travaux, leur mépris pour cette partie de la population qui les faisait vivre de ses sueurs, leur dureté, leur avarice qui retranchait sans cesse quelque chose à la subsistance de ce bétail humain, semèrent enfin la mortalité dans la classe travaillante. Ils la firent disparaître à l'époque de la plus grande splendeur de l'Empire romain, lorsque les économistes, s'il y en avait, applaudissaient peut-être aux progrès de l'opulence.

Le chancré rongeur de l'antiquité fut l'esclavage. Ce fut l'état d'oppression et de misère où les esclaves avaient été réduits, qui anéantit la population de l'Empire romain, et qui le livra aux barbares ; ceux-ci, au bout de quelques

siècles, inventèrent un système plus généreux : ils substituèrent des rapports de protection et de clientèle entre le seigneur et son homme, au fouet, qui avait été longtemps la discipline des esclaves.

La féodalité eut son temps brillant et prospère, celui où le vassal armé combattit à côté de son seigneur. Lorsque le seigneur, devenu riche, ne songea qu'à acquérir toujours plus de richesses et à étaler toujours plus de luxe, il appesantit de nouveau son joug sur le pauvre, et le système féodal devint intolérable.

Les peuples conquirent alors le système de liberté où nous sommes entrés ; mais, au moment où ils brisèrent le joug qu'ils avaient longtemps porté, les hommes de peine ne se trouvèrent point dépouillés de toute propriété. Dans les campagnes, comme métayers, comme censitaires, comme fermiers, ils se trouvèrent associés à la propriété du sol. Dans les villes, comme membres des corporations, des métiers qu'ils avaient formés pour leur défense mutuelle, ils se trouvèrent associés à la propriété de leur industrie. C'est de nos jours, c'est dans ce moment même que le progrès de la richesse et de la concurrence rompent toutes les associations. La révolution n'est pas même à moitié accomplie. Mais le fermier, devenu riche, cesse de travailler de ses mains ; il se sépare du journalier, et il traite avec lui au rabais. Le chef d'atelier, devenu riche, au lieu de travailler sur le même banc avec un compagnon et un apprenti, renonce au travail manuel, rassemble des milliers d'ouvriers dans sa manufacture et traite avec eux au rabais. Certes, notre expérience est bien récente dans cet ordre social qui met en lutte tous ceux qui possèdent avec tous ceux qui travaillent ; car cet ordre social ne fait que commencer.

L'espèce d'encombrement des produits de l'industrie humaine que j'ai cherché à expliquer, pouvait à peine se présenter dans les périodes précédentes de la société. Dans l'état de barbarie, lorsque chaque homme ne travaillait que pour lui-même, chaque homme aussi connaissait ses besoins, et il n'était pas à craindre qu'il s'imposât une inutile fatigue pour créer des biens qu'il ne désirait pas. Dans le système de l'esclavage, qui lui succéda, et qui admit le développement d'une assez grande civilisation, le maître ne demandait de même à son esclave que les produits industriels dont il avait d'avance déterminé l'usage. Sa demande avait précédé et alimenté le travail, sa consommation le suivait immédiatement ; l'encombrement ne devint possible que lorsque le maître d'esclaves se fit manufacturier et marchand, comme l'est aujourd'hui le planteur de la Jamaïque. Dans le système féodal, le seigneur demandait à ses vassaux bien plus de services et de combats que de travaux lucratifs : l'industrie, loin d'être excitée, était fortement découragée, et ce n'était pas d'encombrement qu'on était menacé. Dans le système d'association, tous les progrès de l'art profitant à celui même qui l'exerçait, chacun proportionnait ses efforts au marché qu'il devait approvisionner ; le cultivateur aimait mieux encore se reposer que de produire du blé qu'il ne pouvait pas vendre, et l'on a souvent reproché aux corporations des villes de n'avoir jamais eu d'autre politique que de restreindre le produit, pour demeurer maîtresses du marché, et de tendre toujours à faire moins de travail qu'on ne leur en demandait, pour le mieux vendre. L'état où nous entrons aujourd'hui est complètement nouveau ; la population travaillante est libre ; mais aucune garantie n'a été donnée à sa subsis-

tance : elle doit vivre de son travail ; mais elle ne voit point, elle ne connaît point celui qui consommera les produits de ce travail ; elle n'a aucun moyen de mesurer ses efforts avec la récompense qu'elle en peut attendre. Lorsque le sort de tant de millions d'hommes repose sur une théorie qu'aucune expérience n'a encore justifiée, il est juste de la considérer avec quelque défiance.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE S'ÉGARE
EN CHERCHANT LE GRAND PLUTOT QUE L'UTILE¹

Il ne faut pas qu'une admiration aveugle pour un des développements de la puissance humaine nous empêche de soumettre à une juste appréciation les diverses circonstances sociales qui l'accompagnent, d'indiquer le rapport des unes avec les autres, et de ramener l'attention sur le grand but de l'association humaine. Celle-ci, en effet, ne s'était point proposé de chercher comment les hommes pourraient accomplir les choses, mais comment les choses serviraient les hommes.

Il nous convient de nous tenir en garde contre une disposition commune à tous les hommes, et qui leur fait souvent illusion. Ils sentent si vivement leur faiblesse et leur impuissance, qu'ils ne peuvent voir produire des effets disproportionnés avec cette faiblesse, sans s'abandonner à l'enthousiasme. Tout ce qui porte un caractère de grandeur et de puissance est sûr d'obtenir leur admiration, lors même que quelquefois cette grandeur s'exerce

1. *Études sur l'Economie politique, quatorzième essai (Études sur les Sciences sociales, vol. III, p. 276 sq.).*

aux dépens de celui qui admire. La superbe volonté et la puissance d'un despote frappent ses sujets d'un respect involontaire, quelque danger qu'il y ait pour l'espèce humaine à ne point limiter cette volonté, quelque déraisonnable que soit souvent l'usage de cette puissance ; mais les témoins qui les admirent ne sont frappés que du contraste entre la faiblesse de l'individu qui commande, et la force qu'il exerce sur des millions. Souvent on a entendu des sujets se vanter de ce que leur monarque était absolu, de ce qu'il pouvait disposer de leurs biens et de leurs vies, de ce qu'il n'était pas obligé d'écouter même leurs propres remontrances. Le trône des tyrans de l'Asie ne doit peut-être sa stabilité qu'à cette admiration que ressentent leurs sujets pour une volonté humaine à laquelle rien ne résiste. Les œuvres produites par cette volonté excitent peut-être plus d'admiration encore, parce qu'on y voit empreinte seulement leur grandeur, et non la souffrance de ceux qui les ont exécutées. Les pyramides d'Égypte recueillent depuis quatre mille ans l'admiration de toutes les générations successives, quoiqu'elles n'aient ni beauté, ni utilité, uniquement parce qu'elles sont un monument, qui semble éternel, du triomphe d'un des plus faibles entre les êtres sur les forces immenses de la nature.

Puisque ce sentiment élève l'homme, et qu'il augmente sa confiance en lui-même, sans doute, comme tous les sentiments naturels, il a son utilité ; l'enthousiasme, même déraisonnable, a toujours en soi quelque chose de noble : mais il ne faut pas s'y abandonner jusqu'à se laisser aveugler par lui ; surtout, il ne faut pas lui confier la conduite de la destinée des nations. On ne devrait pas s'y attendre, mais l'économie politique s'est souvent égarée à la recherche du

grand plutôt que de l'utile. Ainsi, par exemple, l'imagination a été flattée par cette haute pensée du commerce qui lie les extrémités de la terre, qui fait concourir les régions les plus éloignées à satisfaire les besoins ou les goûts même du plus humble individu ; qui fait entreprendre des expéditions aventureuses, dans les climats les plus redoutables, sur les mers les plus orageuses, au milieu des peuples les plus barbares, pour servir des consommateurs inconnus. Ne refusons jamais notre admiration à ce qui porte un caractère de grandeur ; tel est le commerce, ou dans sa pensée qui embrasse l'univers, ou dans son esprit d'entreprise qui en brave les dangers ; mais n'en concluons point que le commerce soit d'autant plus utile qu'il s'étend plus au loin ; il n'est au contraire jamais plus avantageux que lorsqu'il se fait de porte à porte, ou entre la ville et la campagne. Nous voyons encore chaque jour que l'imagination est flattée par toute apparence de grandeur dans les travaux qui servent l'homme, par la vaste étendue des magasins d'un seul marchand, lorsqu'ils rassemblent sous vos yeux toutes les richesses qui peuvent flatter vos goûts, ou exciter vos désirs ; par l'ordre et la régularité qu'un seul directeur de travaux maintient parmi des centaines d'ouvriers, lorsqu'il les fait tous concourir à l'exécution de sa pensée ; par l'étendue et l'opulence des bâtiments d'une vaste ferme, où l'on voit rentrer de nombreux troupeaux, et autour de laquelle des champs à perte de vue sont soumis à un seul système de culture. Nous ne nions point la beauté, la grandeur de ces aspects divers, mais c'est la beauté des choses et non celle des hommes. Or, nous demandons à l'économiste de ramener sans cesse ses regards sur l'homme, d'estimer ce qui promet à l'homme le plus de

bonheur, ou du seul magasin où un marchand opulent réunit tous les trésors d'une province, ou des centaines de modestes boutiques, dont chacune nourrissait un ménage indépendant ; de juger si tous ces bras qui exécutent la pensée d'une seule tête développent autant d'intelligence humaine que s'ils obéissaient à autant de têtes qui s'exerçassent à combiner et à réfléchir ; de compter enfin si l'opulente ferme qui couvre un mille carré d'étendue donnera autant de braves à la patrie que quarante maisons rustiques, appartenant à autant de paysans propriétaires, prêts à défendre les lois qui les rendent heureux.

Cette même admiration pour tout développement de la puissance de l'homme a eu une grande part à l'enthousiasme avec lequel on a célébré les progrès récents des manufactures. Parmi les victoires que l'homme a remportées sur la matière, il en est en effet peu de plus admirables que celles qu'il a dues à l'application de la science aux arts. L'homme qui, par lui-même, se sentait faible, a demandé de la force à tout ce qui, dans la nature, lui paraissait en posséder. Il en voyait une agissante dans la chute des eaux, dans le souffle des vents, et il a commencé par maîtriser ces mouvements préexistants, il les a contraints d'obéir pour exécuter un ouvrage humain. Mais bientôt le génie de l'homme lui a fait découvrir des forces latentes en quelque sorte, qu'il pouvait à volonté ou créer ou suspendre par l'application des lois de la matière, qu'il pouvait exciter en tout lieu et augmenter presque sans limites. Avec la pesanteur il a fait du mouvement ; puis il s'est emparé de la force expansive des vapeurs, il l'a soumise à sa volonté mieux que n'avaient pu l'être l'eau ou le vent, et tandis que la puissance infatigable de cet agent

aveugle ne demande aucun repos, l'ingénieur qui la dirige l'a douée d'intelligence et presque d'adresse. Sans doute l'homme peut, à bon droit, être fier de l'empire qu'il a exercé sur la nature, et de tout l'ouvrage humain qu'il a forcé celle-ci à accomplir ; mais ni la force qu'il a empruntée aux éléments, ni l'habileté avec laquelle il l'exerce, ne sont des preuves qu'il en soit résulté un plus grand bien pour la société. L'être humain est devenu plus puissant, mais sa puissance s'exercera-t-elle pour ou contre ses semblables ? Se proposera-t-il seulement le bonheur et le perfectionnement d'un individu entre mille, ou bien le bonheur et le perfectionnement de tous, comme doit le désirer l'économiste politique ?

VICES DE LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE MODERNE

La grande ferme. — La grande usine. Division du travail et machines. — L'aristocratie de richesse et le prolétariat. — Les crises et l'engorgement des marchés. — La légende de Gandalin.

LA GRANDE FERME¹

Lorsqu'une fois le système des grandes fermes commence à s'introduire, les petits fermiers ne peuvent plus soutenir leur concurrence ; les petits propriétaires eux-mêmes se voient ruinés par des rivaux qui font toujours leurs travaux avec plus d'économie, qui vendent toujours leurs denrées dans un temps plus opportun. Lorsque les impôts se sont fort multipliés, chaque propriétaire n'est plus en quelque sorte que le fermier du fisc. On remarque en Angleterre que ceux qu'on y nomme les petits *free-holders* (francs-tenanciers) y sont généralement dans un état de souffrance. Ainsi, le système qui rend le peuple plus misérable tend par ses propres forces à l'emporter sur tous les autres.

Cet avantage s'explique aisément ; les bénéfices d'un fermier sont le résultat de trois luttes très différentes qu'il

^{1.} *Nouveaux Principes d'Economie politique...*, livre III, chap. VIII (2^e éd., 1827 ; vol. I, p. 227 sqq.).

est appelé à soutenir, avec les consommateurs, avec les propriétaires de terres, et avec les ouvriers qui travaillent pour lui. Il peut augmenter ses profits, soit en vendant plus cher ses denrées, soit en payant moins de fermage, soit en contraignant les journaliers à se contenter d'un moindre salaire. Pour chacune de ces opérations, le gros fermier, le fermier qui dispose de gros capitaux, est placé plus avantageusement que le petit.

Vis-à-vis des consommateurs, plus le nombre des fermiers est réduit, et plus il leur est facile de s'entendre pour donner à leurs denrées un prix de monopole. On rencontre dans l'État Écclésiastique plus d'une ville qui se trouve enclavée dans une ferme. Il est bien certain que les habitants de Nepi, ou ceux de Ronciglione, sont dans une dépendance absolue du fermier qui les entoure de toutes parts, ils achètent de lui seul toutes les denrées qui ne peuvent pas souffrir de longs transports ou se garder longtemps, comme le laitage, les herbages, la volaille. Si la ville de Velletri confine avec quatre fermiers, ou celle de Tivoli avec dix, la condition des consommateurs y sera d'autant moins mauvaise qu'ils auront plus de pourvoyeurs ; et plus les fermes seront petites, moins les fermiers pourront exiger un prix de monopole.

Vis-à-vis des journaliers, les fermiers exercent un monopole tout semblable. Les habitants de Nepi ou de Ronciglione, lorsqu'ils offrent leur travail contre un salaire, n'ont à traiter qu'avec un seul homme, qui est maître absolu de les réduire au plus bas terme possible. Ceux de Velletri peuvent espérer une concurrence un peu plus grande entre quatre voisins, ceux de Tivoli une concurrence un peu plus grande encore entre dix ; il s'en faut bien cepen-

dant qu'ils se sentent assurés que leur ouvrage sera payé à son prix.

D'ailleurs, le gros fermier fait une économie immédiate par l'état de misère auquel il a réduit les familles de laboureurs. Mille arpents étaient cultivés, dans le système des petites fermes, par cinquante familles vivant dans une honnête aisance ; un gros fermier, pour faire du même terrain une seule ferme, leur substituera d'abord cinquante familles de journaliers qui vivront dans la pauvreté ; il gagnera par conséquent toute la différence entre leur consommation et celle de leurs prédécesseurs. Peut-on considérer un tel bénéfice comme avantageux à la nation ?

Cependant le fermier en fera bientôt un second de même nature ; il congédiera ses journaliers, il mettra en culture leur village, et il comptera, pour accomplir son ouvrage, sur des ouvriers appelés de loin, dans la saison des travaux ruraux.

Après avoir mieux vendu ses denrées, et moins payé ses travailleurs, le fermier de mille arpents sera certainement en état de payer une plus grosse ferme au propriétaire que les cinquante petits fermiers qu'il aura déplacés. Il commencera par le faire, il rasera les humbles cabanes qui sont devenues inutiles à son exploitation, il fera passer la charrue dans le jardin, dans le verger d'où chaque petit ménage tirait ses jouissances ; il arrachera les clôtures qui n'ont plus de but, et soumettra ses mille arpents à une rotation uniforme de récoltes. Mais alors le propriétaire aurait beau vouloir revenir à la petite culture, il n'en aura plus les moyens. Il lui faudrait une avance nouvelle et considérable de capitaux pour tout remettre dans l'état primitif. La grande ferme ne convient plus qu'à de grands

farmiers. Personne ne peut y songer s'il n'a un capital suffisant pour faire valoir mille arpents de terre. Le nombre de tels entrepreneurs est tout autrement limité que celui des fermiers laboureurs qu'ils ont remplacés. Ils sont aisément à portée de s'entendre, ils évitent de se faire une concurrence dangereuse ; bientôt ils se trouvent en état de dicter la loi au propriétaire, et le gros fermier qui a plus gagné que le petit sur la vente de ses denrées, qui a plus gagné que le petit sur l'entretien de ses travailleurs, gagne encore plus que le petit dans son marché avec le propriétaire.

C'est ainsi que, lorsque le système des grandes fermes se trouve en collision avec celui des petites, sans que le dernier soit protégé ni par la loi ni par l'opinion, le premier doit l'emporter quoique la société n'y trouve aucun avantage. Le petit fermier, le petit propriétaire peuvent se trouver dans l'impossibilité de soutenir la concurrence de leur riche voisin, sans que ce fait, assez fréquemment remarqué, doive faire rien conclure en faveur du système victorieux, considéré sous le point de vue de la prospérité nationale.

Les avantages dont nous venons de parler tiennent tous aux conditions que les gros fermiers sont en état d'imposer à ceux avec qui ils traitent. Quelques autres résultent d'un accroissement réel de richesse. Le petit fermier, ou le petit propriétaire, emploie rarement un capital suffisant même pour sa petite exploitation ; il est toujours pressé de vendre, il est rarement en état d'acheter à temps. D'autre part le grand fermier épargne beaucoup de temps qui est perdu par le petit. La direction d'un ouvrage demande à peu près le même degré d'attention et de fatigue sur quelque échelle qu'il soit entrepris, et

I'on conduit quarante ouvriers aussi facilement que quatre. Mais dix fermiers faisaient autrefois en même temps la même opération qu'un seul fait aujourd'hui ; tout ce qui pouvait être alloué comme gages, pour le travail de neuf de ces dix fermiers, peut être épargné aujourd'hui. En réunissant dix champs en un seul, autant de clôtures et de chemins vicinaux peuvent être supprimés ; le village même, avec tout le terrain qu'occupaient ses maisons et ses cours, peut être rendu à la culture.

L'exploitation en grand permet de faire faire dans le même temps, à un même nombre d'hommes, une plus grande masse d'ouvrage ; elle tend surtout à faire obtenir, par l'emploi de gros capitaux, le bénéfice qu'on obtenait auparavant par l'emploi de beaucoup de main-d'œuvre. Elle introduit l'usage des instruments dispendieux qui abrègent et facilitent le travail de l'homme ; elle invente des machines, où le vent, la chute des eaux, l'expansion des vapeurs remplacent la force des bras ; elle fait faire par des animaux l'ouvrage auparavant fait par des journaliers : elle pourchasse ceux-ci d'occupations en occupations, et finit par rendre leur existence inutile. L'économie des forces humaines est un avantage prodigieux dans un pays neuf, dans une colonie où l'on peut toujours employer profitamment leur surabondance. On sollicite avec raison, au nom de l'humanité, l'emploi des machines aux Antilles, pour suppléer au travail des nègres qui ne peuvent suffire à ce qu'on demande d'eux, et qu'on recrutait sans cesse par un infâme commerce. Mais dans un pays où la population surabonde déjà, c'est un grand malheur que le renvoi de plus de la moitié des ouvriers de la terre, dans le temps même où un perfectionnement analogue des machines fait

renvoyer des villes plus de la moitié des ouvriers des manufactures. La nation n'est autre chose que la réunion des individus dont elle se compose, et les progrès de sa richesse sont illusoires, s'ils sont obtenus au prix de la misère commune et de la mortalité.

LA GRANDE USINE. DIVISION DU TRAVAIL ET MACHINES¹

L'accumulation des capitaux et la réduction du taux de l'intérêt déterminent presque toujours le fabricant à employer deux expédients, qui marchent ordinairement ensemble, la division du travail et les machines. Tous deux tendent à réduire son prix de fabrique, et par conséquent à étendre son débit. La division du travail suppose que l'entreprise est faite sur une beaucoup plus grande échelle, puisque chaque ouvrier réduit à une seule opération trouve moyen de s'en occuper constamment ; elle exige donc plus de capital circulant : d'autre part la multiplication des machines qui remplacent ou abrègent le travail de l'homme, demande toujours un premier établissement coûteux, une première avance qui ne rentre qu'en détail : elle suppose donc aussi la possession de capitaux oisifs qu'on peut ôter au besoin présent, pour en fonder une sorte de rente perpétuelle.

La division croissante du travail est, comme nous l'avons déjà vu, la plus grande cause de l'accroissement de ses pouvoirs productifs. Chacun fait mieux ce qu'il fait uniquement ; et lorsqu'enfin tout son travail est réduit

^{1.} *Nouveaux Principes d'Economie politique...*, livre IV, chap. VII (2^e éd., 1827, vol. I, p. 394 sqq.).

à l'opération la plus simple, il arrive à la faire avec tant d'aisance et de rapidité, que les yeux ne peuvent le suivre, et que l'on comprend à peine comment la main de l'homme peut parvenir à ce degré d'adresse et de promptitude.

Souvent cette division fait reconnaître que l'ouvrier n'équivalant plus qu'à une machine, une machine peut en effet le remplacer. Plusieurs grandes découvertes dans les mécaniques appliquées aux arts, ont été le résultat d'une semblable observation de l'ouvrier ou de celui qui l'emploie. Mais par cette division l'homme a perdu en intelligence, en vigueur de corps, en santé, en gaîté, tout ce qu'il a gagné en pouvoir pour produire la richesse.

C'est par la variété de ses opérations que l'âme se développe ; c'est pour en faire des citoyens qu'une nation veut avoir des hommes, non pour en faire des machines à peu près semblables à celles que le feu ou l'eau font mouvoir. La division du travail a donné du prix à des opérations si simples que des enfants dès le plus bas âge en sont capables ; et des enfants, avant d'avoir développé aucune de leurs facultés, avant d'avoir connu aucune des jouissances de la vie, sont condamnés en effet à faire mouvoir une roue, à tourner un robinet, à dévider une bobine. Plus de galons, plus d'épingles, plus de fils et de tissus de soie et de coton sont le fruit de cette grande division du travail ; mais à quel prix odieux ils ont été achetés, si c'est par le sacrifice moral de tant de milliers d'hommes !

A l'occasion de la division du travail, une partie du capital national a toujours été fixée, non pas dans une machine, mais dans l'ouvrier lui-même qui en fait les opérations. Il lui a fallu un certain apprentissage, un certain emploi de son temps, une certaine consommation de

subsistance sans revenus, pour acquérir cette habileté, par laquelle il est supérieur au commun des hommes. L'épinglier, le tisserand, l'ouvrier dans une filature, savent faire quelque chose de plus que le manœuvre ordinaire ; ils ont acquis la connaissance de leur métier par plus de travail et de plus longues privations. On ne remarque point l'emploi et la déperdition du capital qui les a formés, parce qu'il est pris sur leurs petites avances ou sur les petites économies de leurs parents. Cependant ils ont réellement coûté une certaine somme, et leur travail devrait en rapporter la rente à fonds perdu, en sus du salaire commun. Il arrive souvent, dans toutes les crises du commerce, tout le contraire ; on voit le manufacturier travailler à plus bas prix que ne ferait l'ouvrier de terre, ou le manœuvre des maçons ; l'habileté qu'il a acquise n'a servi qu'à compléter la valeur insuffisante de son travail, de manière à la rendre égale au prix de sa subsistance.

Quoique l'uniformité des opérations auxquelles se réduit toute l'activité des ouvriers dans une fabrique semble devoir nuire à leur intelligence, il est juste de dire cependant que, d'après les observations des meilleurs juges, en Angleterre, les ouvriers des manufactures sont supérieurs en intelligence, en instruction et en moralité, aux ouvriers des champs. Ils doivent ces avantages aux moyens nombreux d'instruction, qui, dans ce pays, ont été mis à la portée de toutes les classes du peuple. Vivant sans cesse ensemble, moins épuisés par la fatigue, et pouvant se livrer davantage à la conversation, les idées ont circulé plus rapidement entre eux ; dès qu'elles ont commencé à être excitées, l'émulation les a bientôt mis fort au-dessus des ouvriers de tout autre pays. Cet avantage moral est bien

autrement important que l'accroissement de la richesse ; tout comme d'autre part la dégradation morale qu'on a vue suivre l'établissement de plusieurs manufactures, est un mal qu'aucun accroissement de production ne pourrait compenser. C'est un malheur que d'avoir appelé à l'existence un homme qu'on a privé en même temps de toutes les jouissances qui donnent du prix à la vie, que d'avoir donné à la patrie un citoyen qui n'a aucune affection pour elle, et aucun attachement à l'ordre établi ; c'est en même temps une mauvaise spéculation économique, si cet homme ne fait pas naître par son travail un revenu égal à sa dépense, s'il ne remplace pas le capital qui avait été accumulé pour le former lui-même.

L'emploi des machines pour remplacer le travail de l'homme, est une opération analogue à l'appel et à la formation de nouveaux ouvriers. De la même manière, la baisse du taux de l'intérêt engage à chercher quel emploi productif on pourra faire d'un capital surabondant. De la même manière, l'augmentation de production qui en résulte est un avantage si elle est excitée par la demande, et si elle ne fait que correspondre à une augmentation de consommation ; mais elle est une cause de souffrance générale, si elle n'est déterminée que par l'accroissement des capitaux et non par celui des revenus, si elle donne seulement à l'inventeur un moyen de faire la guerre à ses confrères, et de leur enlever leurs pratiques.

Au renouvellement des arts et de la civilisation, il se présenta tant d'ouvrages à faire et si peu de bras ; l'oppression avait tellement réduit la classe pauvre ; il restait tant de terres incultes dans les champs, tant de métiers abandonnés dans les villes, et les souverains réclamaient

tant de soldats pour la guerre, qu'il semblait qu'on ne pouvait jamais assez épargner la main-d'œuvre, et que tout artisan renvoyé d'un métier en trouverait toujours dix autres qui s'offriraient à lui. Les circonstances ne sont plus les mêmes aujourd'hui, et le travail ne suffit plus aux travailleurs. Nous en avons déjà indiqué quelques causes, et nous en verrons d'autres encore ; en attendant personne ne contestera sans doute qu'il n'y a de l'avantage à substituer une machine à un homme, qu'autant que cet homme trouvera de l'ouvrage ailleurs, et qu'il vaut mieux que la population se compose de citoyens que de machines à vapeur, lors même que les étoffes fabriquées par les premiers seraient plus chères que celles que fabriquent les seconds...

* * *

En Angleterre le commerce et les manufactures occupent 959.632 familles, et ce nombre est suffisant à pourvoir de tous les objets manufacturés, non pas seulement l'Angleterre, mais encore la moitié de l'Europe et la moitié des habitants civilisés de l'Amérique. L'Angleterre est une grande manufacture qui pour se maintenir est obligée de vendre à presque tout le monde connu. Faudrait-il offrir une récompense à celui qui trouverait le moyen de faire accomplir le même ouvrage par 90.000 familles, de le faire accomplir par 9.000 ? Si l'Angleterre réussissait à faire accomplir tout l'ouvrage de ses champs et tout celui de ses villes par des machines à vapeur, et à ne compter pas plus d'habitans que la république de Genève, tout en conservant le même produit et le même

revenu qu'elle a aujourd'hui, devrait-on la regarder comme plus riche et plus prospère ? M. Ricardo répond positivement que oui ; et quoique ce soit la conséquence nécessaire du système qu'il suit, je suis encore confondu qu'en la voyant en face il n'ait pas reculé devant une semblable conclusion... Quoi donc ? la richesse est tout, les hommes ne sont absolument rien ? Quoi ? la richesse elle-même n'est quelque chose que par rapport aux impôts ? En vérité, il ne reste plus qu'à désirer que le roi, demeuré tout seul dans l'île, en tournant constamment une manivelle, fasse accomplir, par des automates, tout l'ouvrage de l'Angleterre¹.

L'ARISTOCRATIE DE RICHESSE ET LE PROLÉTARIAT²

La quatrième des distinctions sociales [après l'antiquité de la race, l'élégance des manières, la distinction des talents et de l'éducation], c'est la richesse. Le plus souvent l'aristocratie de richesses se trouve unie aux trois précédentes. Ainsi la noblesse n'est souvent autre chose que la richesse transmise de générations en générations. On voit souvent en Angleterre le propriétaire de terres laisser dans le dénuement sa veuve et ses filles, pour transmettre sa terre et ses richesses à un parent de même nom que lui, quelquefois à un parent qu'il n'aime pas. Le château, la terre ne sont pour lui que des moyens de perpétuer son nom et son souvenir, de frapper la postérité par l'image d'une longue

1. *Nouveaux Principes d'Économie politique...*, livre VII, chap. VII (2^e éd., 1827, vol. II, p. 329 et note).

2. *De l'élément aristocratique dans les pays libres (Revue mensuelle d'Économie politique, 1835, vol. IV, p. 297 sqq.).*

suite d'ancêtres. La richesse encore s'unit bien plus aisément que la pauvreté à la distinction des manières ; elle facilite toute élégance extérieure ; aussi, pour peu que le riche soit doué de tact, il acquiert bien vite ce poli de l'esprit qu'il trouve dans tous ceux avec lesquels il vit, et qui s'arrête à la surface. La constante moquerie qui accable les parvenus n'atteint réellement que quelques originaux, qu'une incapacité toute particulière a rendu rebelles à tous les enseignements du monde. Enfin la distinction de l'éducation a presque toujours été, dès la seconde génération, mise à la portée des riches, elle ne suppose que du loisir et de la fortune, et de notre temps il est rare qu'elle manque complètement même à celui qui s'est le plus rapidement enrichi.

Mais, considérée en elle-même, la distinction de la richesse est un pouvoir extra-constitutionnel, un pouvoir qui devient tous les jours plus grand dans la société. L'organisation économique qui prévaut aujourd'hui a ôté au pauvre presque tout moyen de travailler sans se mettre dans la dépendance absolue du riche ; elle l'a détaché de la terre, et a rompu tous les droits perpétuels qu'il avait autrefois sur elle ; elle a permis au propriétaire du sol de congédier le cultivateur avec sa famille, tout au moins à la fin de son bail, après sept ans, mais souvent aussi tous les ans, toutes les semaines, même tous les jours, comme son nom de journalier l'indique. Le cultivateur auquel les propriétaires refusent de l'ouvrage offre en vain le service de ses bras et de son activité, aucun travail ne lui est possible, il faut qu'il meure de misère. Les industriels qui dans les villes, se rassemblent dans de grands ateliers sont, s'il est possible, dans une plus grande dépendance encore

des maîtres des manufactures. Là aussi ils sont engagés à l'année, à la pièce, ou à la semaine ; mais, si les chefs des manufactures refusent de les recevoir chez eux, tout travail leur est impossible. D'ailleurs ils ne risquent pas, comme les agriculteurs, d'être congédiés seulement pour manque de respect ou pour inconduite ; d'un jour à l'autre ils risquent d'être victimes non seulement des revers mais aussi des succès de l'art dans lequel ils sont engagés. Si la manufacture est en décadence, si la mode ne demande plus ses produits, ils sont congédiés parce que leur maître ne vend plus ; si au contraire l'application des sciences à leur art a enseigné à faire tout leur ouvrage avec beaucoup moins de mains, ils seront congédiés encore parce que leur maître réserve pour lui seul tout le profit de ses ventes. Jamais pouvoir plus absolu n'a été donné à l'homme sur l'homme, et jamais il n'a été exercé plus durement. C'est de la vie ou de la mort de milliers d'individus, hommes, femmes et enfants, que le chef industriel décide dans son comptoir en additionnant des chiffres ; et il en décide sans colère comme sans compassion, sans connaître ses victimes, sans les voir sans en savoir même le nombre. Son principal agent lui apporte un compte figuré. « Votre manufacture de glaces, lui dit-il, ou votre manufacture de porcelaine n'a plus d'écoulement ; mais vous pouvez destiner vos fourneaux à la préparation des produits chimiques ; avec une avance d'un million, vous suffirez à la consommation de toute la France. — Comment donc, à quoi monte la consommation de la France ? — A tant. — Qui l'approvisionne aujourd'hui ? — Telles ou telles fabriques, dans telles et telles provinces. — Ne poursuivront-elles pas leur industrie ? — Non, vous pourrez vendre à 10 % meilleur marché

que leur prix de revient. — Que feront-elles donc ? — Elles succomberont. — Que feront leurs ouvriers ? — Eux aussi. — Commencez l'ouvrage, vous aurez le million. »

Dans les temps de la plus grande oppression féodale, dans les temps de l'esclavage, on a vu sans doute, de la part des maîtres, des actes de férocité qui font frémir l'humanité ; mais du moins quelque motif avait excité leur colère ou leur cruauté ; quelque espérance restait à l'opprimé d'éviter de provoquer son oppresseur. D'ailleurs les ministres d'un acte féroce pouvaient en adoucir l'exécution. La femme, les enfants, le prêtre pouvaient implorer grâce, et l'obtenaient quelquefois. Mais dans la froide et abstraite oppression de la richesse, il n'y a point d'injure, point de colère, point de ministre connu, point de rapport d'homme à homme. Souvent le tyran et la victime ne se connaissent pas de nom, n'habitent pas le même pays, ne parlent pas la même langue. L'opprimé ne sait où porter ni ses prières, ni son ressentiment ; l'opresseur, loin d'être un homme dur, est peut-être généreux et sensible ; il ne se rend point compte du mal qu'il fait, il cède lui-même à une sorte de fatalité qui semble gouverner aujourd'hui le monde industriel. C'est cette fatalité qui, malgré les promesses de la liberté, de l'égalité, accable d'une effroyable oppression des millions de créatures humaines.

Telles sont les aristocraties, telles sont les distinctions que l'on retrouve en toute société. La jalousie de ceux qui sont exclus des classes distinguées, contre les exclusifs, peut être violente, peut être passionnée ; la multitude peut se porter contre le petit nombre aux excès les plus effrayants ; le nom d'aristocratie et d'aristocrates peut être un cri de mort contre ceux qu'il désigne, n'importe, le même

orgueil qui nous révolte contre le rang d'autrui, nous rendra empressés à faire valoir le nôtre, dès que nous pourrons prétendre à en avoir un...

...L'aristocratie des richesses grandira... par l'abaissement de toutes les autres, car elle les comprend toutes en soi, et son joug s'appesantit, tandis que les autres paraissent se briser. Des philosophes ont pu rêver un ordre social dans lequel toutes les distinctions seraient anéanties, dans lequel tous les hommes demeureraient égaux ; mais ils n'ont pu donner d'application à leur théorie qu'en imaginant une société qui abjurerait tous les avantages sur lesquels sont fondées les distinctions ; une société sans souvenir du passé, sans élégance de manières, sans instruction et sans richesses ; une société où, tous travaillant pour le fonds commun, tous perdraient les avantages que la vie civilisée a fait acquérir à l'homme ; où, tous n'ayant plus de motifs pour l'émulation qui soutient aujourd'hui le courage, chacun opposerait son indolence privée au besoin social, et n'accomplirait sa tâche qu'avec répugnance, sous l'empire d'une autorité qui deviendrait bientôt tyrannique et détestée.

Le changement fondamental qui est survenu dans la société, au milieu de la lutte universelle créée par la concurrence et par l'effet immédiat de cette lutte, c'est l'introduction du prolétaire parmi les conditions humaines, du prolétaire, dont le nom emprunté aux Romains est ancien, mais dont l'existence est toute nouvelle. Les prolétaires étaient, dans la République romaine, les hommes sans bien, qui ne

payaient point de cens, et qui ne tenaient à la patrie que par la progéniture (*proles*) qu'ils lui donnaient ; car les Romains avaient observé comme nous que ceux-là ont les familles les plus nombreuses qui, n'ayant rien, ne se donnent aucun souci pour les élever. Au reste le prolétaire romain ne travaillait pas ; car, dans une société qui admet l'esclavage, le travail est déshonorant pour les hommes libres ; il vivait presque uniquement aux dépens de la société, des distributions de vivres que faisait la République. On pourrait dire presque que la société moderne vit aux dépens du prolétaire, de la part qu'elle lui retranche sur la récompense de son travail. Le prolétaire, en effet, selon l'ordre que tend à établir la chrématistique, doit seul demeurer chargé de tout le travail de la société, et doit être étranger à toute propriété, et ne vivre que de son salaire¹.

LES CRISES ET L'ENGORGEMENT DES MARCHÉS²

De même qu'il n'est pas indifférent, pour le bonheur des citoyens, que la part d'aisance et de jouissances de tous se rapproche de l'égalité, ou qu'un petit nombre ait tout le superflu, tandis qu'un grand nombre est réduit juste au nécessaire, ces deux distributions du revenu ne sont point indifférentes non plus aux progrès de la richesse commerciale. L'égalité des jouissances doit avoir pour résultat de donner toujours plus d'étendue au marché des producteurs ;

1. *Études sur l'Économie politique. Introduction (Études sur les Sciences sociales, vol. II, p. 34 sqq.).*

2. *Nouveaux Principes d'Économie politique..., livre VI, chap. IV (2^e éd., 1827 ; vol. I, p. 357 sqq.).*

leur inégalité, de le resserrer toujours davantage. Le même revenu est bien employé par le riche et par le pauvre, mais il n'est pas employé de la même manière. Le premier remplace beaucoup plus de capital et beaucoup moins de travail que le second ; il favorise beaucoup moins la population, et sert par conséquent bien moins à la production de la richesse.

Lorsque la grande culture a succédé à la petite, plus de capitaux ont peut-être été absorbés par les terres et reproduits par elles, plus de richesses qu'auparavant ont pu se trouver réparties entre la masse entière des agriculteurs ; mais la consommation d'une famille de riches fermiers, unie à celle de cinquante familles de journaliers misérables, ne vaut pas pour la nation celle de cinquante familles de paysans, dont aucune n'était riche, et aucune n'était privée d'une honnête aisance. De même, dans les villes, la consommation d'un chef d'atelier millionnaire, qui fait travailler sous ses ordres mille ouvriers réduits à l'étroit nécessaire, ne vaut pas pour la nation celle de cent fabricants bien moins riches, qui ne font travailler chacun que dix ouvriers bien moins pauvres.

Il est bien vrai que cent mille livres de revenu, soit qu'elles appartiennent à un seul homme ou à cent, seront toujours également destinées à la consommation ; mais cette consommation n'est point de même nature. L'homme très riche ne peut pas employer pour son usage infiniment plus de choses que le pauvre, mais il en emploie d'infinitement meilleures ; il veut de l'ouvrage beaucoup plus fini, des matières beaucoup plus précieuses et tirées de beaucoup plus loin ; c'est lui qui encourage surtout le perfectionnement de quelques ouvriers, qui achèvent un petit nombre

de travaux avec une habileté rare ; et c'est lui qui leur paye des salaires exorbitants. C'est encore lui qui récompense surtout ces ouvriers que nous avons nommés improductifs, parce qu'ils ne lui procurent que des jouissances fugitives, qui ne peuvent jamais, en s'accumulant, faire partie de la richesse nationale.

Cent familles aisées se seraient nourries du meilleur pain et de la meilleure viande, elles auraient bu le meilleur vin, ou la meilleure bière du pays, et elles auraient ainsi encouragé l'agriculture nationale ; elles se seraient encore vêtues des meilleures étoffes manufacturées dans le pays ; elles auraient fait consister leur luxe à avoir plusieurs habits, et une provision suffisante de linge de rechange ; en sorte qu'elles auraient donné un puissant encouragement aux manufactures nationales.

Si le même revenu est distribué entre quatre-vingt-dix-neuf familles très misérables, et une très opulente, l'encouragement qu'elles donneront à l'industrie nationale sera infinitémoindre. Les premières vivront de pommes de terre et de laitage, et consommeront, par conséquent, les fruits d'une portion de terre dix fois moins étendue ; elles s'habilleront des étoffes les moins chères, de celles, par conséquent, qui demandent le moins de main-d'œuvre, et elles auront beaucoup moins d'habits de rechange ; elles occuperont donc les manufactures nationales beaucoup moins de temps que les premières.

Pour qu'il n'y ait pas interruption de travaux et souffrance générale, il faut que la seule famille opulente qui a réuni tout le revenu partagé auparavant entre les cent compense, envers la terre et les manufactures, toute la consommation que quatre-vingt-dix-neuf d'entre elles ne

font plus. Sans doute elle maintiendra un certain nombre de domestiques qui l'aidera à consommer les fruits de la terre : cependant ce sera bien moins l'agriculture du pays qu'elle encouragera par sa subsistance, que celle des climats les plus éloignés. Elle fera venir ses vins des vignobles célèbres de France, d'Espagne, de Hongrie et d'Afrique ; ses liqueurs des îles ; ses épiceries de l'Inde ; et, au lieu d'employer les terres dont les quatre-vingt-dix-neuf autres familles ne peuvent plus consommer les fruits, elle en détachera seulement une portion où des jardiniers habiles déploieront toute leur industrie : le reste aura besoin de chercher de nouveaux consommateurs. De même pour ses habilements et ses ameublements, la famille opulente ne pourra jamais employer pour son usage toutes les étoffes que les quatre-vingt-dix-neuf autres n'achèteront plus ; mais elle fera venir des tapis de Perse et de Turquie, des châles de Kachemire, des mousselines de l'Inde ; elle occupera des brodeuses et des marchands de modes ; elle récompensera magnifiquement l'industrie, l'élégance et le goût d'un seul ouvrier, et elle laissera sans emploi les neuf dixièmes des manufactures nationales, que les familles aisées ont cessé d'occuper.

Il est assez digne de remarque que, tandis que l'effet de l'augmentation des capitaux est en général de concentrer les travaux dans de très grandes manufactures, l'effet des grandes richesses est d'exclure presque absolument les produits de ces très grandes manufactures de la consommation des riches. Chaque fois qu'un objet, auparavant produit par l'habileté d'un ouvrier, devient l'ouvrage d'un mécanisme aveugle, il perd quelque chose de sa perfection, comme aussi de son crédit aux yeux de la mode. L'invention

des tulles peut être bonne pour les fortunes médiocres, mais elle ne remplace point la dentelle pour les riches ; et il en est de même de tous les produits des machines.

Ainsi donc, par la concentration des fortunes entre un petit nombre de propriétaires, le marché intérieur se resserre toujours plus, et l'industrie est toujours plus réduite à chercher ses débouchés dans les marchés étrangers, où de plus grandes révolutions la menacent.

Tous les États dont la production surpassé la consommation tournent également leurs regards vers ce marché étranger, et comme ses bornes sont inconnues, son étendue paraît illimitée. Cependant, depuis que la navigation s'est perfectionnée, que les routes se sont ouvertes, que la sûreté a été mieux garantie, on a commencé à s'apercevoir que le marché de l'univers était borné comme l'était auparavant celui de chaque nation ; qu'une confiance générale de tous les producteurs, qu'ils vendraient aux étrangers, avait partout élevé la production au-dessus de la demande ; et que l'offre d'un grand rabais que les producteurs d'un pays viennent faire aux consommateurs d'un autre, étant en même temps un arrêt de mort qu'ils lancent contre les producteurs de ce même pays, la résistance à cette guerre de commerce a été violente et désordonnée, mais presque toujours populaire, quelque contraire qu'elle fût, au premier aspect, à l'intérêt des consommateurs, qui comprennent cependant tous les habitants du pays.

Ainsi, ce que nous avons vu au commencement de ce chapitre, que le marché intérieur ne pouvait s'étendre que par la prospérité nationale et l'augmentation du revenu national, redevient vrai du marché de l'univers pour toute nation qui destine ses produits aux étrangers, et qui se

propose le commerce du monde ; l'augmentation du débit universel ne peut résulter que de la prospérité universelle. Ce n'est qu'autant que les hommes acquerront de nouveaux revenus, qu'ils pourront satisfaire à de nouveaux besoins, et acheter ce que nous voudrons leur vendre.

Le marché du fabricant peut donc s'étendre, et c'est le vœu le plus noble de l'homme d'État, par le progrès de la civilisation, de l'aisance, de la sûreté et du bonheur chez les nations barbares. L'Europe est arrivée au point d'avoir dans toutes ses parties une industrie et une fabrication supérieure à ses besoins ; mais si une fausse politique ne lui faisait pas arrêter sans cesse chez ses voisins les progrès de la civilisation ; si l'Égypte avait été laissée aux mains d'un peuple qui eût besoin des arts de l'Europe ; si la Grèce et l'Asie Mineure étaient tirées de l'oppression sous laquelle elles gémissent ; si les victoires remportées sur les Barbaresques avaient été mises à profit, en rendant les côtes d'Afrique à la vie sociale ; si l'Espagne n'avait pas été soumise à un despotisme qui en détruit et en ruine la population ; si les indépendants de l'Amérique espagnole étaient protégés, de manière à les faire jouir des avantages auxquels la nature les appelle ; si les Indiens sujets de l'Europe étaient amalgamés avec les Européens ; si les Francs étaient encouragés à s'établir parmi eux, au lieu d'en être repoussés ; la consommation dans ces diverses contrées s'augmenterait assez rapidement pour employer tout ce travail surabondant, dont l'Europe ne sait aujourd'hui que faire, et pour mettre un terme à cette détresse dans laquelle les pauvres sont plongés.

Que l'on parcoure les rapports du commerce, les journaux, les récits des voyageurs, partout on verra des preuves

de cette surabondance de production, qui passe la consommation ; de cette fabrication qui se proportionne non point à la demande, mais aux capitaux qu'on veut employer ; de cette activité des marchands qui les porte à se jeter en foule dans chaque nouveau débouché, et qui les expose tour à tour à des pertes ruineuses, dans chaque commerce dont ils attendaient des profits. Nous avons vu les marchandises de tout genre, mais surtout celles de l'Angleterre, la grande puissance manufacturière, abonder sur tous les marchés de l'Italie, dans une proportion tellement supérieure aux demandes, que les marchands, pour rentrer dans une partie de leurs fonds, ont été obligés de les céder avec un quart ou un tiers de perte au lieu de bénéfice. Le torrent du commerce, repoussé de l'Italie, s'est jeté sur l'Allemagne, sur la Russie, sur le Brésil, et y a bientôt rencontré les mêmes obstacles...

Aucun fait ne se représente à nous en plus de lieux, sous plus de faces, que la disproportion des moyens de consommation avec ceux de production ; que l'impossibilité des producteurs de renoncer à une industrie parce qu'elle décline, et que la certitude que leurs rangs ne sont jamais éclaircis que par des faillites. Comment se fait-il que les philosophes ne veuillent pas voir ce qui de toutes parts saute aux yeux du vulgaire ?

L'erreur dans laquelle ils sont tombés tient tout entière à ce faux principe, c'est qu'à leurs yeux la production annuelle est la même chose que le revenu. M. Ricardo, d'après M. Say, le répète et l'affirme. « M. Say a prouvé, de la manière la plus satisfaisante, dit-il, qu'il n'y a point de capital, quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse être employé dans un pays, parce que la demande des

produits n'est bornée que par la production. Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite, et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate, ou qui puisse contribuer à la production à venir. Le producteur devient donc consommateur de ses propres produits, ou acheteur et consommateur des produits de quelque autre personne. »

Avec ce principe, il devient absolument impossible de comprendre ou d'expliquer le fait le plus démontré de tous dans l'histoire du commerce ; c'est l'engorgement des marchés. Avec ce principe, il est également impossible de se tirer de ces contradictions que MM. Say et Ricardo se reprochent réciproquement sur le sens qu'il faut donner au mot valeur et au mot richesse ; il est impossible d'expliquer comment le profit des capitaux et le taux des salaires baissent souvent en même temps que la fabrication augmente. La confusion du revenu annuel avec le produit annuel jette un voile épais sur toute la science ; tout s'éclaircit, au contraire, tous les faits s'accordent avec la théorie dès qu'on les dégage l'un de l'autre...

Sept ans se sont écoulés depuis la première publication de cet ouvrage, et les révolutions commerciales qui se sont succédé dans cet intervalle ont à mes yeux confirmé toujours plus la doctrine que chez les nations opulentes la production était souvent déterminée, non par les besoins, mais par l'abondance des capitaux, et qu'alors, dépassant bientôt la consommation, elle produit une détresse cruelle...

La crise est... revenue plus forte que jamais ; point de commandes dans les manufactures, point de débit, des salaires insuffisants offerts aux ouvriers, dont un grand

nombre ne peut même trouver aucun ouvrage ; les capitaux des manufacturiers entièrement engagés dans leurs produits ouvrés, qui encombrent tous leurs magasins ; tels sont les signes de la détresse actuelle et de la disproportion croissante entre la production et la consommation. La souffrance infligée au peuple est grande, et peut-être sera longue, car la fausse prospérité de l'année passée a beaucoup aggravé la situation de l'Angleterre... Je suis loin de dire que le mal soit sans remède : la nation a de grandes ressources, et le ministère est fort habile. Seulement une expérience si chèrement achetée doit enfin répandre de la lumière ; elle doit faire reconnaître que la consommation n'est point la conséquence nécessaire de la production ; que l'engorgement des marchés est au contraire le résultat inévitable du système où l'on se précipite.

LA LÉGENDE DE GANDALIN¹

Nous nous souvenons d'avoir entendu conter, dans notre enfance, qu'au temps des enchantements Gandalin, qui logeait un sorcier dans sa maison, remarqua qu'il prenait chaque matin un manche à balai, et que, disant sur lui quelques paroles magiques, il en faisait un porteur d'eau qui allait aussitôt chercher pour lui autant de seaux d'eau à la rivière qu'il en désirait. Gandalin, le matin suivant, se cacha derrière une porte, et, en prêtant toute son attention, il surprit les paroles magiques que le sorcier avait prononcées pour faire son enchantement ; il ne put entendre

1. *Études sur l'Économie politique. Premier essai. Balance des consommations avec les productions (Études sur les Sciences sociales, vol. II, p. 60 sqq.).*

cependant celles qu'il dit ensuite pour le défaire. Aussitôt que le sorcier fut sorti, Gandalin répéta l'expérience ; il prit le manche à balai, il prononça les mots mystérieux, et le manche à balai porteur d'eau partit pour la rivière et revint avec sa charge, il retourna et revint encore une seconde, une troisième fois ; déjà le réservoir de Gandalin était plein et l'eau inondait son appartement. C'est assez, criait-il, arrêtez ; mais l'homme-machine ne voyait et n'entendait rien ; insensible et infatigable, il aurait porté dans la maison toute l'eau de la rivière. Gandalin, au désespoir, s'arma d'une hache, il en frappa à coups redoublés son porteur d'eau insensible ; il voyait alors tomber sur le sol les fragments du manche à balai, mais aussitôt ils se relevaient, ils revêtaient leur forme magique et couraient à la rivière. Au lieu d'un porteur d'eau, il en eut quatre, il en eut huit, il en eut seize. Plus il combattait, plus il renversait d'hommes-machines, et plus d'hommes-machines se relevaient pour faire, malgré lui, son travail. La rivière toute entière aurait passé chez lui si, heureusement, le sorcier n'était revenu et n'avait détruit le charme.

L'eau cependant est une bonne chose ; l'eau, non moins que le travail, non moins que le capital, est nécessaire à la vie. Mais on peut avoir trop, même des meilleures choses. Des paroles magiques prononcées par des philosophes, il y a bientôt soixante ans, ont remis le travail en honneur. Des causes politiques, plus puissantes encore que ces paroles magiques, ont changé tous les hommes en industriels ; ils entassent les productions sur les marchés bien plus rapidement que les manches à balai ne transportaient l'eau sans se soucier si le réservoir est plein. Chaque nouvelle application de la science aux arts utiles, comme la hache de Gandalin,

abat l'homme-machine que des paroles magiques avaient fait mouvoir, mais pour en faire relever aussitôt deux, quatre, huit, seize à sa place : la production continue à s'accroître avec une rapidité sans mesure. Le moment n'est-il pas venu, le moment du moins ne peut-il pas venir, où il faudra dire : C'est trop ?

VUES D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Lyon et Londres en 1834. — Le paradis perdu. Félicité du paysan toscan. — Désolation de la campagne romaine. Où va le monde moderne.

LYON ET LONDRES EN 1834¹

Les riches et les puissants savent que, malgré la disproportion du nombre, ils peuvent maintenir la guerre contre les pauvres, parce qu'avec de l'argent ils trouvent des soldats, et que la science leur offre ses ressources tout aussi bien pour la destruction des hommes que pour la création des richesses ; mais ils n'en doivent pas moins trembler à l'idée d'une guerre servile, guerre que des bouches éloquentes prêchent aujourd'hui même, en signalant *celui dont le nom n'est connu qu'en enfer* à la vengeance des opprimés. Il ne suffit pas que la victoire leur demeure, car leurs richesses pourraient être anéanties, et des flots de leur sang pourraient couler pendant le combat.

Les événements du mois d'avril de cette année ont donné à ces pressentiments un degré effrayant de réalité. On n'a voulu voir dans la crise de Lyon que les efforts et peut-être l'agonie du parti républicain. Quoique ceux qui prirent les

^{1.} *Du sort des ouvriers dans les manufactures (Revue mensuelle d'Économie politique, 1834, vol. V, p. 5 sqq.).*

armes se rassemblaient au nom de la république, c'était une question de propriété bien plus que de constitution pour laquelle ils se passionnaient. Les républiques comme les monarchies admettent non seulement les distinctions de richesses, mais celles de rang, et ceux qui, en se confessant républicains, ont présente à leur mémoire l'histoire de l'univers, ne fondent point leur république idéale sur une égalité qui n'a existé nulle part. Un parti cependant qui se dit républicain, aigri contre le désordre actuel, au lieu de le réformer, veut détruire l'édifice de fond en comble. Autant qu'on peut entendre ses théories, elles attaquent les distinctions de fortune aussi bien que celles de rang ; et ce sur quoi on ne peut éllever de doute, c'est que ce parti regarde les prolétaires comme son armée, et que sa force consiste dans cette masse d'hommes si nombreuse, qui souffre, qui est menacée dans son avenir, qui se sent injustement dépouillée, et qui demande vengeance. Si la guerre déclarée par les prolétaires à l'ordre établi devait inspirer un juste effroi, il faut le dire, la manière dont les défenseurs de cet ordre ont triomphé d'eux n'est pas faite pour inspirer moins de terreur. C'est peut-être à un historien, que ses études appellent à comparer dans des temps divers l'explosion des passions populaires, à prononcer avec force sa réprobation contre le caractère de férocité que la colère et la peur ont imprimé au combat. Dès le premier choc, on n'a voulu ni apaiser, ni concilier, mais détruire ; pour être sûr d'atteindre le coupable, on a sacrifié l'innocent, l'inconnu qui passait dans les rues, celui qu'un besoin urgent de pain, d'eau, de secours y faisait descendre ; on a foudroyé les maisons, les magasins, quoiqu'on sût bien que les prolétaires n'avaient ni maisons ni boutiques ; enfin le

Rhône a roulé dans ses flots, de son confluent avec la Saône jusqu'à Arles, huit cents cadavres de Français tués par des Français ; c'est précisément le nombre dont il fut chargé à la Saint-Barthélemy ; mais alors trois guerres civiles avaient déjà partagé la France en deux camps, qui avaient de terribles représailles à exercer l'un contre l'autre ; d'ailleurs le fanatisme religieux, tant redoutable qu'il est, est une passion plus noble que l'amour de l'argent et la peur.

Dans le même temps, d'autres événements se sont passés en Angleterre, dont le caractère est tout opposé, et qui cependant répètent aux deux nations à la fois une leçon presque identique. Les ouvriers de toutes les manufactures qui emploient sous un seul chef un grand nombre de bras, se sont formés en une seule société d'assurance mutuelle en quelque sorte, qu'ils ont nommée *The Union of Trades* ; elle s'étend d'un bout de l'Angleterre à l'autre, et l'on prétend qu'elle compte un million d'associés ; tous, pendant qu'ils travaillent, doivent payer à la bourse commune une souscription hebdomadaire ; et, sur ce fonds, des pensions alimentaires sont accordées aux ouvriers, lorsque ceux-ci, après une délibération entre eux, ont reconnu que leurs salaires étaient insuffisants, et se sont résolus à refuser leur travail à leurs maîtres, ce qu'ils nomment *a strike*, pour les forcer à leur accorder quelque nouvel avantage. La procession de l'union des métiers à Londres, vers l'époque des combats de Lyon, frappa de terreur la capitale ; cependant, elle ne manifesta autre chose que la puissance d'une seule pensée qui amène l'union, l'ordre et la discipline à laquelle elle sait se soumettre, son respect pour la paix et les lois, et d'autre part le mélange admirable

de modération et de fermeté que déploya le gouvernement. Le rassemblement se sépara, sans être satisfait sur aucun point, et sans avoir commis le moindre désordre. Mais le sort des ouvriers est aussi déplorable qu'avant qu'ils proférassent leurs plaintes, et lorsqu'on voit de telles causes de ressentiment, et de tels éléments de guerre civile, il est impossible de ne pas trembler.

La condition de l'ordre social est en effet compromise dans toute l'Europe ; la circonstance est grave ; la multiplication des prolétaires menace les pays les plus civilisés d'une guerre que les Anglais ont d'avance nommée servile et qui peut en effet présenter tous les effroyables caractères de celle qui, sous la direction de Spartacus, mit la République romaine dans le plus imminent danger. La situation est grave sans doute, mais elle n'est nullement désespérée. Qu'au lieu de réunir tous nos efforts pour accélérer nos mouvements sur la pente rapide le long de laquelle nous roulons, nous contemplions le précipice qui est au bas, et nous ayons la ferme volonté de nous arrêter, bientôt nous redeviendrions maîtres de l'impulsion qui nous entraîne.

LE PARADIS PERDU. FÉLICITÉ DU PAYSAN TOSCAN¹

Le contrat qui constitue le *mezzaiuolo* ou métayer est tellement le plus commun, que tout autre n'est considéré dans le pays que comme une exception. Le propriétaire confie au métayer une maison et une métairie déjà en état

1. *Etudes sur l'Economie politique, Sixième essai (Etudes sur les Sciences sociales, vol. II, p. 289 sqq., 299 sq., 314 sqq.).*

de rapport avec le bétail et le capital agricole nécessaires pour les faire valoir. Dans les districts où l'agriculture est la plus soignée, dans le val de Nievole surtout, cette métairie ne passe pas en étendue dix arpents. Le métayer s'engage en retour à exécuter sans frais, avec sa famille, tous les travaux de la terre, et à se contenter, au lieu de salaire, de la moitié des récoltes, tandis qu'il consignera l'autre moitié au propriétaire. Cette convention est souvent l'objet d'un contrat, pour préciser certaines redevances et certains services auxquels le métayer s'oblige ; cependant les différences entre les obligations de l'un et celles de l'autre sont minimes ; l'usage règle également tous ces contrats ; il supplée aux stipulations qui n'ont pas été exprimées, et le maître qui voudrait s'écartier de l'usage, qui exigerait plus que son voisin, qui prendrait pour base autre chose que le partage égal des récoltes, se rendrait tellement odieux, il serait tellement sûr de ne pouvoir trouver de métayer honnête homme, que le contrat de tous les métayers peut être considéré comme identique tout au moins dans chaque province, et qu'il ne donne jamais lieu à aucune compétition entre les paysans qui cherchent à se placer, à aucune offre de travailler la terre à meilleur prix l'un que l'autre.

C'est le sort de ces métayers qu'il s'agit de comparer avec celui des autres paysans de l'Europe ; c'est le bonheur et la sécurité que la culture à moitié fruits a réussi à garantir à la classe d'hommes qui non seulement fait tous les plus rudes travaux des champs, mais qui encore n'a point de propriété foncière et presque point de propriété mobile. Que les paysans propriétaires vivent en général dans une plus grande abondance, on doit s'y attendre par le seul

fait qu'ils sont propriétaires ; que les fermiers puissent eux-mêmes prospérer davantage, nous ne devons pas en être surpris, car pour prendre une terre à ferme il faut posséder un capital que n'a point le métayer ; mais il est inutile de souhaiter que le métayer soit plus riche, puisque personne ne demande le partage des biens ; ce qu'il nous importe de savoir, c'est à quel point sa seule richesse, le travail, profite à son bonheur, par comparaison avec ceux qui, de même que lui, n'ont que leurs bras pour toute richesse.

Le métayer toscan reçoit des mains de la nature toute sa subsistance ; il n'a presque aucun besoin d'argent, il n'a presque aucun paiement à faire ; il ne s'aperçoit pas de l'existence des impôts, car ils sont tous à la charge des propriétaires ; et comme il n'a jamais rien à démêler avec le gouvernement, il lui est en général fort attaché. Il n'a pas davantage d'intérêts à démêler avec l'Église, toutes les subventions qu'il lui paie sont volontaires. Il y a fort long-temps que la dîme est abolie en Toscane, quoique son nom subsiste encore pour désigner quelques redevances légères et invariables dont sont grevés certains fonds. Toutes les propriétés de l'Église sont en biens de terre, ou plutôt encore en rentes perpétuelles sur des biens de terre qui ne peuvent donner lieu à aucune contestation. Le métayer enfin, dans ses relations avec son propriétaire, se considère comme un associé en communauté d'intérêt, et il n'a presque rien à discuter avec lui ; l'usage a fixé invariablement ses droits et ses obligations ; son contrat pourrait, il est vrai, être rompu chaque année pour mauvaise conduite de sa part, mais l'expérience a appris à tout propriétaire qu'il perd toujours à renvoyer un paysan, tandis qu'il ne

peut guère gagner, car aucun paysan nouveau ne lui donnera plus de la moitié des récoltes ; à aucun il ne pourra demander davantage. Aussi le métayer vit sur sa métairie comme sur son héritage, l'aimant d'affection, travaillant à la bonifier sans cesse, se confiant dans l'avenir et comptant bien que ses champs seront travaillés après lui par ses enfants et les enfants de ses enfants. En effet, le plus grand nombre des métayers vivent de génération en génération sur la même terre ; ils la connaissent en détail avec une précision que le sentiment seul de la propriété peut donner. Les collines du val de Nievole sont plantées d'oliviers, de vignes, de mûriers, de figuiers, d'arbres fruitiers de tout genre, et l'on cultive à leur pied le froment, plus encore pour entretenir la terre propre et meuble, que pour le profit que le blé peut rendre. Les champs élevés en terrasses les uns au-dessus des autres n'ont souvent pas plus de quatre pieds de largeur, mais il n'y en a pas un dont le métayer n'ait étudié en quelque sorte le caractère. Celui-ci est sec, celui-là froid et humide ; ici la terre est profonde, là ce n'est qu'une croûte qui couvre à peine le roc ; le froment prospère mieux sur l'un, le seigle sur l'autre ; ici ce serait peine perdue de semer du blé de Turquie, ailleurs la terre se refuse aux fèves et aux lupins, plus loin le lin viendra à merveille, et le bord de ce ruisseau sera propre au chanvre : ainsi l'on apprend du métayer, avec étonnement, que dans un espace de dix arpents, le sol, les aspects et l'inclinaison du terrain, présentent plus de variété qu'un riche fermier n'en sait en général distinguer dans une ferme de cinq cents acres d'étendue. C'est que le dernier sent qu'il n'est là que de passage, que de plus il doit se conduire par des règles générales et négliger les

détails. Mais le métayer, avec l'expérience du passé, a senti son intelligence éveillée par l'intérêt et l'affection pour devenir le meilleur des observateurs, et avec tout l'avenir devant lui, il ne songe pas à lui seulement, mais à ses enfants et à ses petits enfants. Aussi lorsqu'il plante l'olivier, arbre séculaire, et qu'il ménage au fond du creux qu'il fait pour lui un écoulement aux eaux qui pourraient lui nuire, il étudie toutes les couches du terrain qu'il est appelé à défoncer.

Tandis que l'heureuse condition du métayer l'attache à la terre, et la donne pour objet à ses affections, ses espérances et ses études, cette condition n'a presque laissé aucun objet de contestation entre lui et les autres hommes... Le métayer a les avantages de la propriété sans l'inconvénient de la défendre. C'est au propriétaire qu'avec la terre appartient la guerre ; pour lui il vit en paix avec tous ses voisins ; il n'a à leur égard aucun motif de rivalité ou de défiance ; il conserve la bonne harmonie avec eux, comme avec son maître, avec le fisc et avec l'Église ; il vend peu, il achète peu, il touche peu d'argent, mais personne ne lui en demande. On a souvent parlé du caractère doux et bienveillant des Toscans, mais on n'a point assez remarqué la cause qui a le plus contribué à préserver cette douceur ; c'est celle qui a soustrait tous les agriculteurs, formant plus des trois quarts de la population, à presque toute occasion de querelle...

La variété, la liberté et l'espérance, sont en effet le charme et le soutien du travail des champs, pour le père et la mère, comme pour les enfants. Le travail commence à la première aube du jour, et ne finit que lorsque l'obscurité couvre déjà la terre. Mais ce travail n'est dirigé que par la

volonté et l'intelligence de celui qui l'exécute ; il est toujours lié dans la pensée de celui-ci avec le résultat qu'il en attend pour lui-même et pour ses enfants. Il change chaque jour, et le plus souvent plusieurs fois dans le jour. Il y a sans doute une certaine habileté de la main, une régularité et une aisance dans le même travail, qui naissent de l'habitude et qui se perdent quand on fait tour à tour un grand nombre d'ouvrages ; mais cet avantage tout corporel est plus que compensé par le développement de l'intelligence, quand tous les mouvements du corps sont le résultat de l'attention et de la volonté. Il y a pour la santé, pour la beauté de la race, un prodigieux avantage à développer tour à tour tous les muscles, au lieu de fatiguer tout le jour toujours les mêmes, et de recommencer tous les jours suivants. Il est reconnu que, dans une certaine mesure, un travail délasse d'un autre presque aussi bien que le repos. Enfin c'est de cette variété qu'on voit naître dans la vie du pauvre métayer un intérêt, un amusement constants. Dans les autres pays, l'homme de peine est si constamment pressé par le besoin, qu'on ne tient aucun compte pour lui de l'amusement ou de l'ennui de son travail, qu'il n'oserait pas même confesser que la monotonie de celui-ci l'ennuie. Cependant c'est de l'amusement ou de l'ennui que dépendent la jouissance ou la fatigue de la vie ; et nous devrions mesurer le bonheur du pauvre, bien autant par l'amusement ou l'ennui qu'il éprouve, que par les aliments dont il se nourrit...

Le travail du paysan du val de Nievole a été immense, mais il a été glorieusement récompensé. Il n'y a point de pays peut-être où la classe qui accomplit tous les travaux des champs soit mieux nourrie, mieux vêtue, mieux logée, où

elle fasse plus joyeusement son travail ; où ce travail intelligent et assidu soit cependant entremêlé d'un repos plus complet et plus doux. En même temps il n'y en a point où le déploiement des forces physiques ait moins nui à l'intelligence, où la pensée ait été plus constamment associée au travail corporel pour le diriger, où le sentiment moral ait été préservé plus entier par la suppression de presque toutes les luttes d'intérêt qui divisent et aigrissent les hommes, où l'imagination elle-même, la faculté de luxe, en quelque sorte, du genre humain, ait été mieux ménagée, et où le sentiment où les jouissances d'artistes, en musique, en peinture, en poésie, aient été mieux réservées à l'homme du peuple.

Que peut-on vouloir autre chose ? Le but de l'économie politique n'est-il pas de procurer le plus de bonheur possible au plus grand nombre, avec les moyens matériels dont le travail de l'homme dispose ? Quand ce but est obtenu, peut-on se demander encore si un tel système d'agriculture donne pour résultat le plus grand produit net, s'il anime le mieux le commerce, s'il offre le plus de matière imposable au gouvernement ! Oui, peut-être on le demandera, et nous sommes préparés à répondre.

Pour qu'une nation atteigne le but des associations humaines, pour qu'elle s'élève à la civilisation, pour qu'elle cultive le développement de la pensée et de toutes les facultés de l'âme, aussi bien que de celles du corps, pour qu'elle soit complète enfin, il faut qu'elle contienne des riches, des hommes de moyenne condition, et des pauvres. Il faut, pour le progrès national, des hommes de loisir et des hommes de peine ; des hommes qui demandent et qui récompensent les efforts les plus relevés de l'esprit humain,

comme des hommes qui encouragent le travail du corps. Mais la Toscane présente en effet cette heureuse gradation des conditions humaines : on n'y trouve presque aucun point où l'homme des travaux manuels soit soustrait à l'exemple et à l'influence des hommes de la pensée et des hommes de loisir. Le même trajet qu'il faut faire en France pour aller d'un château à un autre suffit en Toscane pour aller d'une petite ville, d'un petit centre de civilisation à un autre. En France, le château est habité par un seul gentilhomme campagnard qui vit du revenu de ses terres, à une assez grande distance des autres seigneurs de châteaux pour limiter les effets de la société, et pour le disposer plutôt à la chasse et aux autres exercices du corps qu'à ceux de l'esprit. En Toscane, chaque petite ville contient de vingt à trente familles qui jouissent de toute l'indépendance du gentilhomme campagnard français, et sur lesquelles l'esprit d'association a exercé une influence plus civilisante. En Angleterre il est vrai, on trouve, comparativement à la population ou à l'espace de terrain, autant de familles aisées qu'en Toscane ; mais le plus grand nombre d'entre elles ne tirent point leur revenu de la terre ; enrichies par l'industrie et le commerce, ayant leurs capitaux dans les fonds publics, ou vivant des riches traitements que l'État et l'Église accordent à leurs fonctionnaires, ces familles sont étrangères à l'agriculture ; le sol de l'Angleterre est presque en entier partagé entre quelques seigneurs qui ont réuni des fortunes colossales, et que leur opulence même maintient à une immense distance des cultivateurs.

DÉSOLATION DE LA CAMPAGNE ROMAINE
OU VA LE MONDE MODERNE¹

Nous avons été appelé à faire à Rome un séjour assez prolongé, au moment où nous venions de faire paraître notre second volume sur les sciences sociales. Trente ans s'étaient écoulés depuis notre première visite à cette ancienne capitale du monde, vingt ans depuis la dernière ; l'impression que nous avons reçue de toutes trois a été cependant à peu près la même sous la réserve des changements survenus dans l'objet même de nos observations.

La plupart des voyageurs qui chaque année arrivent en foule à Rome considèrent cette grande ville, non point comme une capitale comme la demeure d'une portion nombreuse de la race humaine, qui a droit aux jouissances et aux développements de l'homme, mais comme un musée, où des tableaux, des statues, des monuments d'antiquité, et tous les produits divers des beaux-arts, sont exposés à leur curiosité. Les cent soixante ou cent quatre-vingt mille habitants qui vivent dans l'enceinte des murs de Rome, ne leur paraissent qu'un accessoire. La plupart d'ailleurs se croient appelés à exciter leur imagination, pour ne rien voir que sous son aspect poétique ; aussi ils s'affligerait si la ville des tombeaux, la ville où l'on signale tour à tour à leurs regards les monuments et les ruines de tant de civilisations successives, des Égyptiens et des Étrusques, des Grecs et des Romains, des races barbares qui vainquirent tour à tour les uns et les autres

^{1.} *Études sur l'Économie politique. Sixième essai (Études sur les Sciences sociales, vol. III, p. 5 sqq., 71 sqq.).*

et qui les opprimèrent, des grands hommes du moyen âge, et des grands prêtres qui imprimèrent longtemps leur caractère à tout l'Europe, ne portait pas en quelque sorte le deuil du genre humain. Au yeux des voyageurs poétiques, les hommes couverts de haillons qui errent lentement dans les rues de Rome, qui se chauffent au soleil sur ses places publiques, qui, avec tant de vivacité dans le regard et dans la gesticulation, ne se pressent cependant jamais, parce qu'ils n'ont jamais rien à faire, paraissent bien plus pittoresques que les artisans des villes modernes. Dans leur zèle d'amateur, ils regrettentraient les haillons des mendians, leur désœuvrement, leur misère ; et peut-être entre-t-il dans ce sentiment une aversion secrète, inconnue à celui même qui la ressent, pour cette servitude et cet état constant d'effort et de gêne, auquel l'industrialisme a condamné l'homme pauvre dans les cités modernes. Les processions de prêtres qu'on rencontre de toutes parts dans les rues, sont l'accompagnement convenable des trois cent soixante églises qui s'élèvent dans cette cité longtemps réputée sainte, et ils lui conservent son caractère. La dégradation même de tous les édifices publics et privés, la fange accumulée dans les rues, les pavés rompus, la négligence universelle, les troupeaux de bœufs rassemblés dans les promenades, avec leurs cornes démesurées, leur coup d'œil hagard et leur maigreur, la volaille qui erre en liberté et sans crainte dans la ville des Césars, comme elle le ferait dans le hameau le plus solitaire, augmentent le charme que ces enfants de l'imagination trouvent à Rome, parce que chacune de ces circonstances atteste la cessation de l'empire de l'homme ; parce que chacune contribue à persuader, sans raison, il est vrai, au passager qui vient

rêver entre ces ruines, qu'il n'est plus, comme dans les autres capitales, sous les yeux d'une police soupçonneuse et inquiète. Les peintres et les amateurs, et les voyageurs sentimentaux admirent davantage encore la campagne de Rome, ces immenses déserts qui s'étendent à perte de vue, qui ne sont plus parcourus que par le berger de la Pouille, le laboureur de l'Abruzze ou le moissonneur de la Marche, mais où l'on ne trouve pas une maison, pas un habitant né sur le sol, pas une trace de l'affection de l'homme pour la terre, pas un ouvrage humain qui n'ait au moins trois siècles d'antiquité, et qui de plus ne tombe en ruines. Ces voyageurs exprimeraient volontiers leur enthousiasme et leur reconnaissance pour ce sol qui, malgré sa richesse, demeure stérile, comme s'il ne voulait plus se couvrir de moissons, d'arbres et de vignes, depuis qu'il n'est plus cultivé par des mains consulaires. Les peintres en même temps s'extasient sur les teintes chaudes et riches que reflètent ces champs déserts, et sur les beautés qu'elles prêtent au paysage.

Nous devons l'avouer, toutes ces sensations, toutes ces émotions nous sont étrangères ; le défaut de nos organes nous a interdit presque toutes les jouissances qu'on trouve dans les arts. Nous portons envie à l'enthousiasme qu'excitent les merveilles de la sculpture et de la peinture, mais il nous est refusé de le ressentir. Les riches teintes de la campagne de Rome, dont nous entendons parler, échappent même entièrement à nos yeux, pour lesquels il n'existe point de rayon rouge ; nous sommes plus frappé des chefs-d'œuvre de l'architecture ; mais parmi les monuments antiques, si quelques-uns nous rappellent des temps glorieux de sagesse et de vertu, le plus grand nombre et les

plus imposants par leur masse, ou même par leur beauté, ne redisent que cette opulence des maîtres de la terre, qui avaient asservi la nature parce qu'ils avaient asservi l'homme, et qui ne croyaient point l'œuvre de cent mille bras mal employée, si elle leur procurait les jouissances d'un moment.

Ainsi, nos mauvais yeux, et les pensées auxquelles nous sommes plus habituellement livrés, s'accordent à détruire pour nous tout le charme qui séduit à Rome tous les autres voyageurs. Nous ne pouvons pas jouir de ses vraies beautés, et nous sentons, plus vivement peut-être que d'autres, ce qui lui manque. Il en résulte que Rome nous paraît un des séjours les plus tristes que nous connaissons ; Rome est triste pour nous, non point seulement de cette douce mélancolie à laquelle on aime à se livrer, parce qu'elle égare la pensée bien loin de nous, parce qu'elle nous élève au-dessus de notre race, dont elle nous fait voir tout ensemble la grandeur et la misère ; ce n'est pas que nous ne sentions cette mélancolie à Rome ; au contraire, elle s'y trouve plus qu'en nul lieu du monde ; mais à peine il nous est donné de l'apercevoir au travers du spectacle d'une pauvreté, d'une destitution, d'une dégradation, présentes, immédiates, qui affectent tout à la fois une portion nombreuse de l'humanité. Entre tant de tombeaux, nous voyons avant eux les lits des agonisants, nous croyons entendre leurs gémissements, et la réalité est trop rapprochée, trop instante, pour que nous puissions nous livrer en sa présence, aux rêveries des souvenirs.

La population agricole, la population des campagnes a disparu dans les quatre provinces qui entourent la capitale, *l'Agro Romano, la Sabina, la Campagna marittima*, et le

Patrimonio di San Pietro. Ces quatre provinces qui couvrent entre elles un espace de trois mille huit cent quatre-vingt-un milles carrés, ne contiennent pas peut-être un seul vrai paysan. Dans quelque sens qu'on se dirige, en partant de la capitale, on fait au moins vingt ou trente milles, souvent cinquante et soixante sans trouver un champ cultivé par celui qui l'habite. De la mer jusqu'aux collines qui s'élèvent au pied des montagnes de l'Abruzze, s'étend le triste désert qu'on nomme plaine, quoique le terrain y présente presque partout de gracieuses ondulations, que, en d'autres pays, on nommerait collines ou montagnes ; l'air en été y est pestilentiel, sans que l'œil en puisse assigner la cause, car on n'y voit nulle part ni marais, ni eaux stagnantes ; le sol s'y montre d'une fertilité admirable, presque partout on voit les traces de la charrue, qui ne le retourne cependant à peine qu'une fois en dix ans, et les travaux qu'exigent les semaines et les moissons sont faits par des étrangers qui arrivent de loin, et qui s'en retournent après peu de semaines. La Campanie est d'une surface plane, et couverte d'herbes seulement ; dans le Patrimoine, de hauts genêts et des bruyères ombragent en partie le terrain ; le long de la mer s'étendent de vastes forêts ; et comme on se rapproche de l'Ombrie, de grands chênes semblent plantés comme les arbres d'un verger au milieu du pâturage ; mais partout, également, on chercherait en vain l'habitation de l'homme...

Au levant de Rome, à une distance qui varie de dix jusqu'à trente milles, s'élèvent les collines autrefois habitées par les Sabins, les Éques, les Herniques et les Albains ; elles sont, il est vrai, en partie couvertes d'oliviers, de

vignes et d'arbres fruitiers entremêlés avec les champs, et leur élégante culture, qui reporte l'âme à des idées de bonheur domestique, ajoute encore à leur ravissante beauté; une étude plus attentive nous fera cependant reconnaître que là aussi on ne trouve pas de paysans, et que les travaux qui fertilisent la terre ne seraient point accomplis sans l'aide d'ouvriers qui chaque année arrivent de l'étranger.

Ainsi la destruction ou l'expulsion de l'ordre entier des paysans, de tout le territoire où Rome fonda sa première grandeur, au centre de l'Europe, dans le plus beau climat, sur le sol le plus fertile, est le premier fait surprenant, inouï, qui frappe le voyageur à son arrivée dans la capitale de l'ancienne civilisation, dans celle du monde chrétien, dans la ville qui pendant plus de deux mille ans a levé des tributs sur une grande partie du monde connu.

Au travers des déserts, le voyageur arrive cependant à la ville superbe qui se dessine au loin dans l'horizon, et, dans certaines directions, le dôme de Saint-Pierre frappe sa vue à une distance à laquelle tous les autres ouvrages humains disparaissent. La cité des papes, depuis plusieurs siècles, continue à s'accroître en population, au milieu de la ruine de son territoire; mais cette population parasite ne comptait autrefois pour vivre que sur les tributs que la chrétienté payait à ses pontifes, sur les gages que les grands seigneurs séculiers ou ecclésiastiques distribuaient aux nombreux domestiques, et au cortège dont ils faisaient pompe, sur les aumônes enfin, que la charité accordait, ou que le devoir imposait, à de nombreuses fondations pieuses. Or ces trois sources des revenus du pauvre se sont taries presque en même temps; tous les souverains ont travaillé à restreindre les tributs que leurs sujets payaient à Rome;

et quand l'Espagne et le Portugal, l'Amérique et les Indes ont retranché leurs subsides, la détresse a été grande. Les familles nobles ont en même temps congédié la plupart de leurs serviteurs, qui ne leur étaient plus nécessaires comme autrefois pour soutenir leurs querelles ; les couvents appauvris ont supprimé une partie de leurs distributions journalières. La population privée de toutes ses anciennes ressources, ne trouvant à sa portée ni l'industrie des villes ni celle des campagnes, est repoussée vers une misère toujours croissante ; elle mendie, mais les aumônes diminuent ; elle souffre, mais elle est menacée de souffrir bien plus encore ; elle est destinée à périr, et déjà ses habitations, les portiques sous lesquels elle s'abrite, les pavés sur lesquels elle se traîne, se confondent dans leur ruine récente avec les ruines antiques sur lesquelles la Rome d'aujourd'hui s'était élevée. La population urbaine s'accroît simultanément avec son désœuvrement et sa misère. C'est le second fait économique que Rome présente au voyageur...

Nous ne croyons point être descendus à trop de détails dans cet aperçu de l'histoire des propriétés rurales autour de Rome, parce que nous sommes persuadé qu'une tendance universelle en Europe nous menace des mêmes calamités, même aux lieux qui semblent aujourd'hui suivre un système tout contraire ; seulement les Romains ont parcouru toute la carrière, tandis que nous y entrons à peine. Cette tendance est celle de la centralisation. Les hommes sont aujourd'hui, plus que jamais admirateurs de la force, de la puissance, de l'ordre ; ils croient les voir attachés à une volonté unique et intelligente qui dirige tout. L'indépendance des petites nations a été sacrifiée la première à ce désir de grandeur ; elle succombe sous la

centralisation politique ; tous les droits provinciaux ont été sacrifiés de même à la centralisation législative ; tous les droits municipaux à la centralisation administrative ; tous les corps armés indépendants, toutes les milices locales, à la centralisation militaire. Un même principe domine aujourd'hui dans l'économie politique : là aussi, on veut soumettre toute industrie à une volonté unique, éclairée et rendue puissante par d'immenses capitaux ; et l'on veut que tous les bras qui la servent agissent par une seule impulsion, sans que les têtes de la multitude s'en mêlent. L'érection des grandes manufactures n'est autre chose que la centralisation de l'industrie, ou la suppression de métiers au profit des factories. La centralisation du commerce s'opère au moyen de l'accumulation d'immenses capitaux, rendus plus disponibles encore par le crédit ; elle tend à supprimer tous les marchands de province, tous les boutiquiers, et elle est secondée par tous les perfectionnements apportés aux moyens de transport, par les canaux, les machines à vapeur locomotives et les chemins de fer ; chacun d'eux facilite l'atteinte du but, et ce but, c'est de mettre le grand débitant, le débitant cent-millionnaire, en rapport immédiat avec les consommateurs les plus éloignés, c'est d'anéantir tous les intermédiaires. Le système des grandes fermes, enfin, est l'application de la centralisation à l'agriculture ; il supprime tous les petits cultivateurs, pour faire place à un grand directeur des travaux ruraux. A mesure que l'inspection de celui-ci s'étend sur un plus vaste territoire, ce système met à sa disposition de plus énormes capitaux, il lui promet aussi toute l'assistance de la science ; et comptant alors sur son intelligence supérieure, il lui soumet des milliers de bras,

auxquels on ne demande plus d'être dirigés par leur propre raison, ou d'être animés par un sentiment moral.

Mais le but de la société humaine doit être le progrès des hommes, non celui des choses. La centralisation perfectionne tout dans les choses, il est vrai ; en revanche, elle détruit tout dans les hommes. Sur les ruines de Rome, comment ne pas songer à la centralisation de l'Empire romain ? Quel pays au monde pourrait présenter sous un jour plus éclatant et ses merveilles et ses effets désastreux ? Là une seule volonté, une volonté humaine, disposait des forces et de l'industrie de milliers, de millions d'hommes ; là une richesse recueillie de l'Euphrate au mur des Calédoniens, ou du mont Altas à la mer Baltique, était mise au service de cette volonté et dominait la nature ; aux ordres de ce pouvoir s'élèverent les monuments qui couvrent de toutes parts le sol. Nous admirons la grandeur, la puissance qui créa le Colisée ou les thermes de Caracalla ; l'immensité de ces ruines nous semble attester le triomphe de l'homme sur la nature ; mais c'était plus encore le triomphe de l'homme sur l'homme. Le caprice ou le faste qui imposèrent de tels travaux avilirent l'humanité, dépeuplèrent l'Italie, et hâtèrent, bien plus que les invasions des barbares, la ruine du monde romain.

La centralisation moderne, qui a incorporé tous les petits États du moyen âge dans de grands royaumes a fait briller sans doute la puissance de l'esprit humain dans leurs capitales ; mais elle a fait disparaître des provinces tout ce qui portait le caractère de l'intelligence, de la vigueur, de la grandeur et du patriotisme. Un instinct nous avertit de ce sacrifice de l'individualité à la grandeur abstraite, et cet instinct nous fait reporter avec amour nos regards vers les

souvenirs du moyen âge, qui représentent à l'un les sénats des villes libres avec leur patriotisme ; à l'autre les châteaux des barons avec leur fière indépendance. La centralisation législative a rendu les codes de lois plus uniformes, et peut-être plus parfaits ; mais elle a ôté aux provinces leur caractère, leur nationalité, et la carrière qu'ouvriraient autrefois à la distinction et aux talents les parlements et les états provinciaux. La centralisation administrative française a établi un ordre admirable et uniforme dans les finances de quarante mille municipalités ; mais elle a fermé les écoles où les hommes pouvaient s'instruire dans l'application des sciences sociales, et s'habituer à se compter pour peu de chose à côté de l'intérêt public. La centralisation militaire a fait cesser toute rivalité entre les corps, a anéanti toute idée d'indépendance dans leurs commandants, a simplifié la discipline, a permis à une seule volonté de faire agir comme un seul homme toute l'armée et toute la milice d'un grand empire ; la bravoure nationale en France n'a point été affaiblie par cette centralisation ; mais qu'on ne demande plus aux milices cet ardent patriotisme qui leur aurait fait faire des prodiges autour des murs de leurs cités quand ces cités étaient à elles. La centralisation industrielle dans les villes, dans les campagnes, ne sacrifie pas moins les hommes aux choses, les individus qui peuvent souffrir aux abstractions. Elle a fait avancer la science appliquée à tous les arts, mais elle l'a rendue étrangère au plus grand nombre de ceux qui les pratiquent ; elle a accumulé les capitaux, mais elle a diminué le nombre des riches ; elle a multiplié les produits dont se compose la richesse et les a fait naître à meilleur marché, mais elle a retranché sur le revenu de ceux qui peuvent les acheter ; elle a créé enfin

les merveilles de l'art, mais, à côté d'elles, elle a créé aussi les prolétaires et le paupérisme.

En effet, la centralisation de l'industrie, soit à la ville, soit aux champs, a pour premier effet, on pourrait même dire a pour but, l'économie sur les frais de production : elle a fait plus de choses avec moins d'avances, elle offre plus à vendre en même temps qu'elle offre moins de salaires et moins de profits à ceux qui font toutes les choses vénales, mais ceux-là sont en même temps la grande masse des consommateurs. Elle a donc pour effet médiat d'encombrer le marché, d'encombrer, si ce n'est celui de l'industrie qui travaille à plus bas prix que les autres, du moins celui de l'univers. Ainsi le capitaliste, par une conséquence nécessaire de la centralisation, se propose d'abord d'épargner sur les frais de production, puis de diminuer le nombre des hommes qui concourraient auparavant à ses travaux et enfin de diminuer la masse des choses qu'il portait auparavant sur le marché. Le noble romain, le propriétaire de ces immenses patrimoines dont chacun répond à une république puissante dans l'antiquité, a parcouru cette progression. Il a cherché d'abord à épargner sur les frais de culture, à se retenir une plus grosse part dans les produits de la terre, à en laisser une moindre aux colons ; puis il a expulsé peu à peu ces colons qui lui semblaient une dépense ; puis enfin il s'est attaché à l'exploitation qui, sur une étendue donnée de terrain, rendait le moins de produit brut, le pâturage, et il a trouvé que c'était celle qui lui laissait le plus de produit net. Nous avons vu ce qu'on a appelé en Irlande, ce qu'on a appelé en Écosse *the clearing of an estate* : là, par la même route, on s'avance vers le même but. On y marche aussi en Angleterre, sans le

reconnaître encore. Dans d'autre pays, où la grande culture prévaut, beaucoup de propriétaires, excités par des sociétés savantes, se sont voués à la direction des travaux champêtres ; ils ont repris les fermes à leurs mains, ils ont introduit des charrues, des outils perfectionnés qui épargnent le travail ; réunissant plusieurs exploitations en une seule, ils ont économisé sur les faux frais, ils ont fait plus avec moins de main-d'œuvre ; mais, en même temps, ils ont fait leur compte, et ils y ont vu avec surprise qu'ils perdaient, tandis qu'ils apportaient à l'agriculture des soins si bien entendus ; que la cherté de la main-d'œuvre les ruinait, encore que la science rurale eût fait entre leurs mains tant de progrès. En France, le résultat de ces calculs a été de déterminer beaucoup de grands propriétaires à vendre leurs terres par parcelles, à des paysans que des circonstances politiques mettaient en condition de les acheter. Dans les autres pays, la noblesse se défait mal volontiers de son patrimoine héréditaire ; elle a peu de foi aux fonds publics, et ne leur confie pas sa fortune ; de leur côté, les paysans sont moins empressés à acheter ; les grands propriétaires cherchent donc à retrouver leur revenu par une plus grande économie encore du travail humain, par des méthodes plus ingénieuses pour augmenter leurs produits et diminuer leur consommation ; ils marchent dans la route où les princes romains ont marché, ils sont entraînés de conséquence en conséquence, ils courrent, et le terme est devant eux : ce terme, c'est Rome et la campagne romaine.

LES REMÈDES

Le passé et l'avenir. Législation commerciale et jurandes. — Fonctions économiques du gouvernement. — Protection légale du travailleur. — Garanties à accorder aux travailleurs.

LE PASSÉ ET L'AVENIR LÉGISLATION COMMERCIALE ET JURANDES¹

Il n'est point vrai que le gouvernement n'ait aucun besoin de se mêler du développement de la richesse commerciale ; en l'abandonnant aux libres effets de la concurrence, il n'est point certain qu'il n'en résultât pas une oppression et une souffrance excessives pour plusieurs individus, et peut-être, par le progrès même de la richesse, une gêne universelle et la ruine finale de ceux qui s'étaient le plus élevés. Si le gouvernement exerce sur la poursuite de la richesse une action régulatrice et modératrice, elle peut être infiniment bienfaisante : seulement il ne lui est pas facile, dans l'état d'obscurité où se trouve encore la science, ou de connaître nettement le but qu'il doit se proposer, ou de modifier sa marche suivant des circonstances qui peuvent exiger une conduite opposée ; et lorsque l'on

¹. *Nouveaux Principes d'Économie politique...*, livre IV, chap. IX et X (2^e éd., 1827, vol. I, p. 413 sqq., 427 sqq.).

examine ce que les divers gouvernements ont fait pour l'avancement de cette richesse, rarement peut-on y reconnaître autre chose que les conséquences de faux systèmes ou les effets du hasard.

En général, les gouvernements, dans la richesse commerciale, n'ont vu que les marchands ; ils ont cru l'intérêt de ceux-ci constamment conforme à celui de la nation ; et c'est presque toujours d'après leurs conseils qu'ils ont réglé leur législation. Ils ont cherché à les rendre riches le plus tôt possible ; ils leur ont souvent accordé un monopole direct, ou le droit exclusif d'acheter et de vendre, pour leur assurer mieux l'avantage d'acheter bon marché et de vendre cher ; et lorsque les clamours de ceux qui voulaient vendre plus cher, de ceux qui voulaient acheter meilleur marché, et de ceux qui regretttaient de ne pouvoir ni acheter ni vendre, ont forcé les gouvernements à renoncer à des lois aussi partiales et aussi impolitiques, il est néanmoins toujours demeuré, dans la partie de la législation commerciale qu'ils ont laissé subsister, quelques restes du monopole.

Tout ce système de législation était constamment annoncé comme destiné à favoriser l'accroissement du commerce, de l'industrie et des capitaux qui les alimentent. Sous ce point de vue, il n'y a presque aucune des lois, même des nations qui passent pour les plus habiles, dont on ne pût prouver qu'elle opérait justement à fin contraire. Mais nous venons d'annoncer que si le gouvernement pouvait être en même temps assez éclairé, assez bienveillant et assez impartial pour qu'on pût entièrement s'en fier à lui, il se présenterait des cas où en modérant la marche de l'industrie, et arrêtant un accroissement désordonné, il rendrait un grand service à la société. Quelques-uns des

règlements de commerce, aujourd’hui proscrits par l’opinion universelle, s’ils méritent leur condamnation comme aiguillon à l’industrie, peuvent être justifiés peut-être comme frein...

Les jurandes furent abolies en France par la Révolution, et leur rétablissement n’est, en général, demandé que par ces défenseurs des anciens préjugés, des anciens abus, qui interdisent l’examen, et qui, dans les questions politiques aussi bien que religieuses, sont toujours prêts à dire : *placet quia absurdum*. Cependant, l’influence de tous ces priviléges, comme obstacle à l’accroissement de la population, et au développement accéléré de l’industrie, n’a jamais été examinée, et n’est pas si facile à juger. Ces institutions sont nées dans de petites républiques libres et marchandes, et dans des communautés affranchies, où les législateurs exerçaient eux-mêmes les professions qu’ils soumettaient à ces lois. Ils étaient intéressés, il est vrai, dans les monopoles qu’il établissaient ; mais l’expérience d’hommes libres mérite toujours un examen plus sérieux que la législation de ministres étrangers aux affaires qu’ils prétendent régler...

Lorsque l’artisan a une propriété dans son travail, qu’il en résulte un revenu fixe, il le connaît, il y proportionne sa famille ; lorsqu’au contraire, la valeur de ce travail doit être établie par la concurrence, cette valeur peut décroître à l’infini ; il ne connaît que le travail lui-même, sur lequel il compte et qu’il lègue à ses enfants ; mais il est trompé dans son estimation : la journée de ses deux fils ne vaudra pas deux fois la sienne, et, en croyant les laisser dans la même position que lui, il les placera dans une condition beaucoup pire.

L'intérêt de l'artisan exige que son gagne-pain ne lui soit pas disputé par celui qui, n'ayant que des bras et du zèle, offrira de faire son métier à meilleur marché que lui : tout comme l'intérêt du paysan propriétaire exige que son champ ne lui soit pas disputé par celui qui, n'ayant que des bras et du zèle, offrira de tirer de ce champ plus de subsistance que lui. L'intérêt de la société n'est point de mettre tout à l'enchère, et de tirer le plus de travail possible du métier, le plus de subsistance possible du champ ; car la société se compose de ses membres mêmes qui enchériraient les uns contre les autres, et qui se réduiraient tous finalement au dernier degré de misère, pour partager une somme quatre fois plus forte entre un nombre dix fois plus grand.

L'intérêt, il est vrai, de celui qui voudrait être artisan et qui n'a point de métier, ou de celui qui voudrait être paysan et qui n'a point de terre, se trouve contraire à cette garantie donnée par la loi contre une concurrence infinie. La société a dû choisir entre ces intérêts opposés ; mais son meilleur motif pour se décider en faveur de la propriété, c'est qu'en le faisant, elle ne nuit qu'à ceux qu'elle empêche de naître, tandis qu'en établissant une concurrence universelle, elle nuit à ceux qu'elle fait mourir.

Il est bien certain, et comme fait et comme théorie, que l'établissement des corps de métier empêchait et devait empêcher la naissance d'une population surabondante. Il est de même certain que cette population existe aujourd'hui et qu'elle est le résultat nécessaire de l'ordre actuel...

Ce ne sont point les jurandes qu'il s'agit de rétablir ; ce n'était que par hasard en quelque sorte qu'elles pro-

duisaient un effet avantageux que le législateur n'avait pas eu en vue. D'ailleurs, depuis le grand perfectionnement des machines, tous ceux qui travaillaient eux-mêmes presque comme des machines avaient été soustraits à leur influence. Mais c'est dans les effets que produisaient les jurandes qu'il faut puiser des leçons sur la manière de combattre la calamité dont la société est aujourd'hui affligée. C'est dans cette expérience qu'il faut étudier les bornes que l'autorité législative peut mettre à la concurrence ; de telle sorte qu'elle assure à chaque ouvrier une propriété certaine dans son travail, qu'à une époque de sa vie il puisse compter sur un revenu, et qu'il sache les chances qu'il court, lorsqu'il élève une famille.

FONCTIONS ÉCONOMIQUES DU GOUVERNEMENT¹

Nous voudrions pouvoir convaincre les économistes, aussi pleinement que nous sommes nous-mêmes convaincus, que leur science suit désormais une fausse route. Mais nous n'avons point assez de confiance en nous pour leur indiquer quelle serait la véritable ; c'est un des plus grands efforts que nous puissions obtenir de notre esprit, que de concevoir l'organisation actuelle de la société. Quel serait cependant l'homme assez fort pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore, pour voir l'avenir quand nous avons déjà tant de peine à voir le présent ? Toutefois, si tous les esprits éclairés s'accordent enfin à chercher quelle est la

^{1.} *Nouveaux Principes d'Économie politique..., Éclaircissements relatifs à la balance des consommations avec les productions*, article 11, (2^e éd., 1827, vol. II p. 448 sqq.).

garantie que la société doit aux classes chargées de la nourrir, ce qu'un seul ne pourrait faire, peut-être la réunion des lumières de tous pourra l'accomplir.

Achevons donc l'analyse du système dans lequel nous sommes entrés, avant de songer à celui qui devra le remplacer ; étudions sa marche, jugeons-le, sans nous laisser distraire par la comparaison avec une théorie toute idéale. Si je présentais ici ce que je jugerais un remède pour les maux actuels de la société, la critique abandonnerait l'examen ou l'appréciation de ces maux pour ne plus apprécier que mon remède, probablement pour le condamner, et la question de la balance des consommations avec les productions ne serait nullement jugée.

Je me permettrai seulement d'annoncer, qu'à supposer que j'eusse porté dans les esprits une conviction assez complète pour pouvoir obtenir dans la législation tous les changements que je désirerais, encore je n'aurais nullement la pensée, ou de gêner les progrès de la production, ou de retarder l'application des sciences aux arts et l'invention des machines. Je chercherais seulement les moyens d'assurer les fruits du travail à ceux qui font le travail, de faire profiter la machine à celui qui met la machine en œuvre. Si j'obtenais enfin ce résultat, je me reposerais ensuite sur l'intérêt des producteurs pour ne pas faire un ouvrage qui ne leur serait pas demandé. Tant que le producteur peut être considéré comme une seule personne, et qu'il est mû par un seul intérêt, il est toujours dirigé par cette maxime proverbiale, qu'il vaut mieux se reposer que de travailler pour rien. Ainsi toutes les facilités qui lui seront données pour son travail ne le détermineront jamais à produire plus qu'on ne lui demande ; il se reposera,

il jouira, quand il aura fait son ouvrage, soit qu'il l'accomplice en douze heures ou en deux. C'est, au contraire, l'opposition d'intérêt entre les producteurs qui concourent au même ouvrage, entre les maîtres et les manouvriers, qui cause seule l'encombrement des marchés ; la balance entre eux distrait de l'autre balance plus importante entre les producteurs et les consommateurs. Les maîtres sont déterminés à entreprendre un ouvrage, non point parce que les consommateurs le leur demandent, mais parce que les ouvriers leur offrent de le faire au rabais.

La tâche d'associer de nouveau les intérêts de ceux qui concourent à la même production, au lieu de les mettre en opposition, appartient au législateur : elle est difficile sans doute ; mais je ne crois point qu'elle le soit autant qu'on pourrait le supposer. On aurait beaucoup fait déjà, si l'on empêchait la législation d'agir dans une direction diamétralement opposée à cet intérêt social. Si l'on supprimait toutes les lois qui contrarient la division des héritages, et qui, favorisant la formation ou la conservation des grandes fortunes, empêchent que le capital ou la propriété de la terre se trouvent distribués en petites parties à ceux qui exercent le travail manuel ; si l'on supprimait toutes les lois qui protègent les coalitions des maîtres contre les ouvriers ; toutes celles qui ôtent aux ouvriers leurs moyens naturels de résistance ; l'examen des unes et des autres, l'examen de celles qui pourraient obliger le maître à garantir la subsistance de l'ouvrier qu'il emploie, serait long, difficile, et nous n'y entrerons point, aujourd'hui. Il nous suffit d'avoir indiqué que c'est là que nous chercherions un remède aux maux dont la société souffre et à ceux dont elle est menacée.

En attendant l'époque, peut-être bien éloignée, où la réunion des vœux des économistes pourra indiquer à l'autorité souveraine un changement dans le système des lois, il nous semble que la discussion dans laquelle nous venons d'entrer peut avoir dès aujourd'hui quelques résultats pratiques. Nous croyons que, dans la société humaine, la demande croissante de travail est le résultat constant, régulier, annuel des progrès de l'homme. Cette demande est, à son tour, la cause bienfaisante de tous les développements de l'industrie, de tous les perfectionnements des arts. Lorsqu'il y aura demande d'un travail nouveau, c'est-à-dire moyen nouveau de le payer, et besoin nouveau de le consommer, tous les progrès que fera la société pour satisfaire cette demande seront avantageux à tous. D'une part, il y aura appel à un accroissement de la population ; il y aura plus de mariages, plus d'enfants sauvés dans leur jeune âge, plus d'activité dans leur apprentissage, plus de main-d'œuvre employée par ceux qui sont déjà grands. Tous ces résultats ne s'obtiennent cependant que successivement, dans un espace de temps assez long, de manière à ne point troubler l'équilibre, à ne point causer d'encombrement, et à ce que la population nouvelle, qui, dans le cours de dix, quinze et vingt ans, entrera dans la vie active, y arrive, non pour faire les travaux demandés aujourd'hui, mais pour servir ceux que les travaux d'aujourd'hui enrichiront dans la suite.

D'autre part, il y aura un appel à l'accroissement des pouvoirs mécaniques de l'homme. Le travail demandé aujourd'hui ne saurait être accompli que par les hommes existant aujourd'hui ; il faut donc ou qu'ils consacrent plus d'heures chaque jour à leur ouvrage, ou qu'ils s'aident

de tous les moyens que la science leur donne pour faire plus qu'ils ne faisaient auparavant : chaque accroissement dans leurs pouvoirs productifs, pourvu qu'ils ne dépassent pas la mesure de ce que ceux qui ont demandé le travail peuvent payer et consommer, chaque accroissement, dis-je, créera une richesse nouvelle, qui, à son tour, excitera une nouvelle demande. Le salaire de ces ouvriers, plus habiles ou plus productifs, sera élevé, leurs jouissances croîtront avec leur revenu ; ils demanderont à leur tour qu'un plus grand nombre d'ouvriers travaillent pour eux, ou que les mêmes fassent plus d'ouvrage ; car ils auront moyen de payer cette augmentation. La même somme qui a demandé et servi à payer un nouveau travail, reparaitra dans une suite de marchés, pour activer tous les anciens travaux. Malgré le progrès des mécaniques, les hommes existants ne suffiront pas à faire tout ce qui leur sera demandé ; les êtres nouveaux qui ont reçu la vie à cette époque trouveront en grandissant des métiers qui les attendent ; la population s'accroîtra et l'agriculture devra s'accroître aussi pour la nourrir.

PROTECTION LÉGALE DU TRAVAILLEUR¹

On a souvent réussi à faire considérer comme un avantage national le bas prix de la main-d'œuvre, sans vouloir examiner s'il était nominal ou réel ; on a loué de leur patriotisme les fabricants qui refusaient d'augmenter les gages de leurs ouvriers, et les gouvernements les ont

^{1.} *Nouveaux Principes d'Économie politique...,* livre IV, chap. V (2^e éd., 1827, vol. I. p. 376 sqq., 382 sqq., 385 sqq.).

quelquefois secondés, en fixant le taux des salaires et en le maintenant par la force. Il est difficile de porter une loi en même temps plus impolitique et plus injuste. Ce n'est pas le profit du fabricant qui constitue l'intérêt national, c'est le bénéfice que la fabrication répartit entre toutes les classes qui y concourent ; c'est la participation de toutes au revenu national qui naît du travail. Si l'administration devait se proposer pour but l'avantage d'une des classes de la nation aux dépens des autres, ce sont justement les journaliers qu'elle devrait favoriser. Entre ceux qui participent au prix de la production, ils sont les plus nombreux ; et assurer leur bonheur, c'est rendre heureuse la grande masse de la nation. Ils ont moins de jouissances que tous les autres, ils retirent moins d'avantages que tous les autres de l'ordre social ; ils font naître la richesse, et n'y ont eux-mêmes presque pas de part : obligés de lutter pour leur subsistance avec ceux qui les emploient, ils ne sont point leurs égaux en forces. Les maîtres et les ouvriers sont, il est vrai, réciproquement nécessaires les uns aux autres ; mais cette nécessité presse chaque jour l'ouvrier, elle donne du répit au fabricant ; le premier doit travailler pour vivre, le second peut attendre et vivre encore sans faire travailler. Qui ne serait pénétré d'une profonde douleur, quand il voit les ouvriers d'une ville manufacturière abandonner en corps leur ouvrage, parce que leurs maîtres sont résolus à ne point augmenter de nouveau des salaires qu'une année d'affreuse détresse avait fait baisser ; quand il les voit se résigner à toutes les privations, dans l'espérance de lasser enfin l'obstination des manufacturiers, et qu'il calcule en même temps que chaque jour détruit le petit capital d'une malheureuse famille, que la nudité, le froid

et la faim menacent déjà, pendant que des années d'interruption ne feraient pas encore sentir au manufacturier les étreintes du besoin ? Et tandis que ces infortunés disputent un gage duquel dépend leur vie et celle de leurs enfants, et que dans leur désespoir ils respectent encore une organisation qui les écrase, des soldats et des archers les veillent ; ils attendent impatiemment le premier désordre pour les livrer aux tribunaux et les punir sévèrement ; qui sait même si quelques traîtres ne se mêlent pas parmi eux pour les exciter au crime qu'on est si impatient de châtier ?

Les nations s'enrichissent quand elles augmentent leur revenu, mais non pas quand le revenu de l'une de leurs classes est usurpé par l'autre : elles s'enrichissent quand elles vendent une plus grande quantité de leurs produits au même prix, parce qu'alors, produisant davantage, le revenu du pauvre s'accroît aussi bien que celui du riche ; mais non pas quand le riche ne gagne que ce que le pauvre perd, quand le profit du commerce n'est autre chose que la diminution du salaire. Lors même que la diminution du prix de la main-d'œuvre permettrait de donner plus d'éten-due au commerce national, la production nouvelle qu'elle exciterait serait payée trop chèrement, si elle faisait naître une classe malheureuse et souffrante. Il ne faut point oublier que la richesse n'est que la représentation des douceurs et des commodités de la vie ; et c'est prendre le mot pour la chose, que de créer une opulence factice en condamnant la nation à tout ce qui constitue réellement la souffrance et la pauvreté.

Le salaire n'est pas seulement une compensation du travail, calculée à tant par heure d'après sa durée ; c'est le revenu du pauvre ; et en conséquence il doit suffire non

seulement à son entretien pendant l'activité, mais aussi pendant la rémission du travail : il doit pourvoir à l'enfance et à la vieillesse comme à l'âge viril, à la maladie comme à la santé, et aux jours de repos nécessaires au maintien des forces, ou ordonnés par la loi ou le culte public, comme aux jours de travail.

Loin d'être avantageux, il est contraire à la prospérité de l'État d'encourager un travail dont le salaire ne pourvoit pas à tous ces besoins divers. Ce travail nouveau fera toujours naître une population qui consentira à l'accomplir. Cette population malheureuse et souffrante sera toujours inquiète et ennemie de l'ordre public ; elle sera aussi dangereuse aux autres qu'à charge à elle-même. Quand elle existe, il faut bien la sauver du désespoir ; mais il faut se garder de l'appeler à l'existence...

En général, on croit avoir fait quelque chose pour la prospérité d'une nation, quand on a trouvé moyen d'employer l'activité des enfants, et de les associer, dès leur plus bas âge, au travail de leurs pères, dans les manufactures. Cependant, il résulte toujours de la lutte entre la classe ouvrière et celle qui la paye, que la première donne, en retour du salaire qui lui est alloué, tout ce qu'elle peut donner de travail sans dépit. Si les enfants ne travaillaient point, il faudrait que leurs pères gagnassent assez pour les entretenir, jusqu'à ce que leurs forces fussent développées ; sans cela les enfants mourraient en bas âge, et le travail cesserait bientôt. Mais depuis que les enfants gagnent une partie de leur vie, le salaire des pères a pu être réduit. Il n'est point résulté de leur activité une augmentation de revenu pour la classe pauvre, mais seulement une augmen-

tation de travail, qui s'échange toujours pour la même somme, ou une diminution dans le prix des journées, tandis que le prix total du travail national est resté le même. C'est donc sans profit pour la nation que les enfants des pauvres ont été privés du seul bonheur de leur vie, la jouissance de l'âge où les forces de leur corps et de leur esprit se développaient dans la gaîté et la liberté. C'est sans profit pour la richesse ou l'industrie qu'on les a fait entrer, dès six ou huit ans, dans ces moulins de coton, où ils travaillent douze et quatorze heures au milieu d'une atmosphère constamment chargée de poils et de poussière, et où ils périssent successivement de consomption avant d'avoir atteint vingt ans. On aurait honte de calculer la somme qui pourrait mériter le sacrifice de tant de victimes humaines ; mais ce crime journalier se commet gratuitement.

De même on a quelquefois pensé qu'on soulagerait la classe ouvrière, en la dispensant de l'observation du jour de repos établi par la législation religieuse ; on ne ferait encore qu'aggraver sa situation. Contrainte comme elle est d'échanger tout le travail qu'il lui est permis de faire contre sa subsistance, elle donne six jours de son labeur pour ce qui la fait vivre sept, parce qu'il ne lui est pas permis d'en donner davantage ; dès que l'observation du jour du repos ne lui serait plus imposée, elle serait réduite à travailler sans discontinuation pour le prix hebdomadaire qu'elle reçoit aujourd'hui. Le premier pays qui supprimerait le jour du repos, aurait, il est vrai, l'avantage d'étendre son débit en baissant les prix ; il ferait la guerre à tous les ouvriers des autres pays, et les priverait de leur gagne-pain, jusqu'à ce qu'ils se fussent soumis à la même condition. Mais dès que les ouvriers des autres pays auraient renoncé

à leur seule jouissance, l'avantage du novateur cesserait, le marché se resserrerait, et le travail serait seulement devenu plus rude pour tous...

Mais, dira-t-on, si tous les ouvriers d'une nation travaillaient sept jours au lieu de six, ils feraient plus d'ouvrage et produiraient plus de richesse. Si chaque homme au lieu de dix heures en travaillait douze ou quatorze par jour ; si au lieu de travailler à la journée il travaillait à la tâche, et par conséquent avec toute l'activité et le zèle que l'intérêt peut lui faire mettre à l'ouvrage ; si chaque enfant commençait dès le plus bas âge ; si chaque vieillard continuait jusqu'au dernier terme de la vieillesse, la production en serait infiniment augmentée. C'est ainsi à peu près qu'Arthur Young jugeait la France à laquelle il reprochait son oisiveté, et qu'il calculait le temps perdu, ou plutôt le temps gagné pour la jouissance, par les petits propriétaires, comparés aux grands fermiers et aux journaliers d'Angleterre.

Ce sophisme tient à l'oubli d'un principe essentiel que nous avons reconnu en faisant l'histoire de la formation de la richesse : l'homme travaille pour que l'homme se repose ; il faut toujours un repos correspondant au travail qui lui a préparé ses jouissances. On doit au progrès de la civilisation d'avoir fait qu'un homme puisse se reposer pour dix, pour cent, pour mille ; c'est-à-dire, d'avoir fait qu'en se reposant il puisse consommer en un jour ce que d'autres auront fait par dix, par cent, par mille journées de travail.

Cette disproportion n'est ni le but de la société, ni celui de l'économie politique et de la garantie donnée aux richesses ; c'en est au contraire l'abus. Si vous privez

l'enfance et la vieillesse du pauvre de leur repos, si vous retranchez sur les nuits du journalier des heures que vous donnerez au travail, si vous ôtez à sa religion et aux solennités de son culte des heures que vous ajouterez à la lutte par laquelle il gagne sa subsistance, de la même main vous serez obligé d'ajouter au luxe du riche de nouvelles jouissances et une nouvelle mollesse, afin qu'il puisse consommer ce que ce travail nouveau aura produit. Certes lui-même ne vous remercierait pas de lui avoir procuré ces nouvelles jouissances, si chèrement achetées et si peu senties ; il ne s'aperçoit pas même que son linge est un peu plus fin, que l'acier dont il se sert est un peu plus brillant, parce que quelques centaines de créatures humaines ont été privées de leur sommeil, pour faire naître en lui, et satisfaire ensuite, cette nouvelle fantaisie.

Au reste, ce n'est pas le riche qui est le but de l'ordre social ; la richesse n'est désirable dans la société que pour l'aisance qu'elle répand sur toutes les classes. Autant que l'augmentation du travail contribue à augmenter cette aisance, ce travail est lui-même une bénédiction nationale : aussitôt, au contraire, qu'on ne considère plus ceux qui l'accomplissent, mais seulement ceux qui doivent en jouir, il peut se changer en effroyable calamité.

DES GARANTIES A ACCORDER AUX TRAVAILLEURS¹

Il existe une solidarité naturelle entre le gros fermier et tous les ouvriers nécessaires à faire valoir sa ferme.

^{1.} *Nouveaux Principes d'Économie politique...*, livre VII, chap. IX (2^e éd., 1827, vol. II, p. 353 sqq., 358 sqq.).

Si elle est une fois reconnue, si le fermier sait qu'il sera appelé seul à fournir à leur entretien dans leurs maladies, leur vieillesse ou leur misère, il cherchera quelle est la manière de les entretenir qui sera le moins à charge à lui-même ou à la société ; et il trouvera bientôt que c'est celle qui leur donnera l'intérêt le plus permanent dans la vie, qui les associera le mieux à leur propre économie, qui leur conservera le plus de gaïté, le plus de santé, le plus de forces corporelles, qui par conséquent se rapprochera le plus de la propriété.

Aujourd'hui il cherche à réduire leur salaire au taux le plus bas possible, à obtenir pour ce salaire le plus de travail possible. Si ce travail les épouse et qu'ils tombent malades, la paroisse y pourvoira ; si, dans l'intervalle des travaux, il y a des saisons mortes, la paroisse y pourvoira ; si les champs ne présentent point de travaux propres aux femmes, aux enfants, aux vieillards, la paroisse y pourvoira. Au moyen de la concurrence, le gros fermier obtient le plus fort travail possible des hommes les plus robustes, dans la meilleure saison, et pour le moindre prix ; tandis qu'il partage avec les petits fermiers et les petits propriétaires le soin de fournir la compensation aux familles des journaliers, pour tout le travail qu'il ne met pas en œuvre. Il est impossible, dans cette condition, que le petit fermier supporte la concurrence des gros ; et le système des grandes fermes doit s'étendre.

Mais si le gros fermier ou le gros propriétaire sait qu'il demeurera seul chargé, pendant toute l'année, de la famille du journalier dont il a besoin, il n'a plus d'intérêt à réduire son salaire au plus bas terme, ou à tirer de lui plus de travail que ses forces n'en comportent ; il ne lui convient plus de

choisir la saison la plus avantageuse pour faire l'ouvrage tout à la fois, mais au contraire de le répartir dans le cours de l'année, pour qu'il y ait moins de temps perdu. Il ne lui convient plus de faire travailler l'ouvrier le plus robuste, mais au contraire toute la famille également et selon ses forces. A ce compte, il vaudra mieux avoir des domestiques que des ouvriers, engager les familles à l'année plutôt que les hommes à la semaine. Il vaudra mieux pour le propriétaire avoir des métayers ou des fermiers laboureurs, que des gros fermiers ; et peut-être il vaudra mieux encore aliéner une partie des terres à ceux qui les cultiveront eux-mêmes. Ainsi une direction diamétralement opposée à celle que suit aujourd'hui l'Angleterre serait imprimée à toute l'exploitation rurale ; et chacun, n'écoutant plus que son intérêt bien entendu, se rapprocherait des systèmes que nous avons montrés précédemment être les plus propres à répandre le bonheur dans toutes les classes de la nation.

Nous n'avons point la prétention de présenter un projet de loi sur les pauvres, pour un pays étranger, que nous ne connaissons qu'imparfaitement et qui d'ailleurs serait fort peu disposé à recevoir des conseils semblables ; nous nous bornons à indiquer l'exemption de la taxe des pauvres, comme pouvant servir d'encouragement pour la petite culture, et son aggravation sur les grands propriétaires comme devant compenser au contraire l'avantage ruineux pour l'État que ceux-ci trouvent au système des grandes fermes.

L'administration des pauvres attachés à l'agriculture devrait être complètement indépendante de celle des pauvres attachés aux arts et à l'industrie. Si l'étendue du marché où chaque pauvre journalier offre son travail est

la même que celle des paroisses, la circonscription des pauvres ruraux par paroisse pourrait être conservée. L'entretien de ces pauvres serait exclusivement affecté à la charge des gros fermiers qui les emploient : ceux-ci devraient fournir tout ce dont les pauvres ruraux auraient besoin, mais ils seraient complètement exemptés de contribuer en rien au maintien des pauvres que les arts industriels rejettent sur la société. Tout homme qui cultiverait lui-même un héritage de moins de vingt-cinq acres, qui serait à lui en toute propriété, devrait être exempt de la taxe des pauvres. Tout fermier qui cultiverait de ses mains, par sa famille ou par ses domestiques, une ferme de moins de cinquante acres, en devrait être également exempt ; et toute facilité devrait être donnée par des lois nouvelles, aux grands propriétaires, pour aliéner, par des amodiations parcellaires, par des emphytoses, et par des ventes à long terme, une partie de leurs propriétés en faveur de leurs journaliers. Ces derniers sont déjà en partie à leur charge ; mais ils y retomberaient d'une manière plus immédiate encore, lorsque quiconque fait valoir sa terre par journaliers, serait obligé d'entretenir seul, dans leur misère, les journaliers dont il a besoin pour ce funeste système de culture. D'autre part, quiconque aurait en propriété dix acres de terre, ou en tiendrait vingt à ferme, n'aurait aucun droit à être assisté par la paroisse ; et, s'il venait à diviser ce petit patrimoine entre ses enfants, ceux-ci, à quelque faible portion qu'ils fussent réduits, n'y auraient aucun droit non plus.

Une telle proposition révolterait probablement les grands propriétaires, qui exercent seuls aujourd'hui, en Angleterre, le pouvoir législatif ; elle n'est pourtant que juste. Les

fermiers et les petits propriétaires qui cultivent leurs petites fermes de leurs mains, n'ont que faire des journaliers ; les grands propriétaires seuls en ont besoin pour leur usage ; ils les ont faits, qu'ils les maintiennent. Bientôt ils trouveraient que la manière la plus économique de les maintenir serait de les faire rentrer dans le rang des propriétaires ; que le système des grandes fermes n'est avantageux qu'en raison du partage injuste qui s'était établi entre celui qui travaille et celui qui fait travailler, et en raison de ce que les gages réels de ceux qui travaillent leur sont payés, non pas seulement par ceux qui les font travailler, et qui avancent leur salaire journalier, mais par le reste de la société, qui est contrainte à suppléer, dans tous les moments de gêne, à la médiocrité de ce salaire. On verrait presque immédiatement l'amodiation parcellaire, et la vente en détail des grands domaines, aujourd'hui si fréquentes en France, succéder en Angleterre à la réunion journalière des petites fermes aux grandes...

Le même principe de solidarité entre celui qui travaille et celui qui fait travailler, peut s'étendre à l'industrie des villes. Dans l'origine des sociétés, chaque homme possède le capital sur lequel son travail s'exerce, et presque tous les artisans vivent d'un revenu qui se forme également de profit et de salaire. Le forgeron fournit lui-même le fer et le charbon qu'il met en œuvre ; le cordonnier fournit ses cuirs, le charron ses bois. La division des métiers ne rendrait pas même nécessaire la séparation des ouvriers d'avec les maîtres : on voit des manufactures où chacun traite pour son compte les matières premières sur lesquelles il opère. Mais enfin, cette division des métiers, si elle n'a pas forcé celle des conditions, l'a du moins naturellement

amenée. Dès lors, dans la production de chaque marchandise, au lieu de comparer simplement les frais de production à ceux de consommation, pour voir s'il convenait ou non de faire la chose demandée, le capitaliste a été appelé à calculer s'il ne pourrait point trouver sur les ouvriers producteurs le profit que ne lui offraient pas les consommateurs.

C'est en mettant ainsi les producteurs en opposition avec eux-mêmes, qu'on leur a fait suivre une route diamétralement contraire à celle de l'intérêt de la société. Pour celle-ci, une manufacture ne vaut la peine d'être exploitée que quand elle peut maintenir ses ouvriers dans un état de tolérable aisance : pour le chef de la manufacture, il suffit qu'elle rapporte des profits, dussent ses ouvriers languir et périr enfin de misère.

Les manufacturiers de coton ont réduit successivement leurs ouvriers, d'un salaire de vingt sous par jour, à quinze, à douze, et enfin à huit sous. Leurs intérêts ayant été absolument séparés de ceux de leurs ouvriers, ils n'ont eu à s'occuper, en traitant avec eux, que des moyens de s'assurer leurs services au plus bas prix possible, au moment où ils en avaient besoin ; ils les renvoient dans leurs maladies, leur vieillesse ou dans les saisons mortes, pour que la charité publique, les hôpitaux, en Angleterre la paroisse, pourvoient à leur misérable existence. Ils luttent, de concert les uns avec les autres, contre leurs ouvriers, à qui rejettéra le plus complètement ce fardeau sur la société : chaque métier s'engage dans la même espèce de lutte ; tous agissent pour l'intérêt de leurs corps contre l'intérêt social, et chacun d'eux oublie qu'il devra à son tour pourvoir par ses charités privées, par ses contributions aux

hôpitaux, ou par la taxe des pauvres, à maintenir les misérables qu'il travaille à faire.

Dans cette lutte constante pour faire baisser les salaires, l'intérêt social, auquel chacun participe cependant, est oublié par tous. Mais que chaque métier se charge de son propre fardeau, et chaque fabricant reconnaîtra bientôt s'il est ou non de l'intérêt de sa manufacture de faire baisser les salaires ; si, lorsque l'entretien permanent d'un homme exige vingt sous par jour, il ne vaut pas cent fois mieux les lui donner à lui-même, en récompense immédiate de son travail, que de lui en donner huit, comme gages, et de lui faire en recevoir douze à titre d'aumône.

Il faut convenir cependant que, quoique le principe soit le même, il est beaucoup plus difficile à mettre en pratique pour l'industrie des villes que pour celle des champs ; mais il est aussi beaucoup plus essentiel et beaucoup plus urgent d'y recourir. Jusqu'à présent, l'Angleterre est le seul pays où les agriculteurs aient besoin d'être soutenus par la charité publique, tandis qu'il n'y a pas un pays en Europe, et c'est, il est vrai, en partie l'ouvrage de l'Angleterre, dans lequel les ouvriers de toute manufacture ne se voient sans cesse menacés d'être privés de leur gagne-pain, ou d'être réduits à un salaire insuffisant pour leurs besoins.

Il est bien évident que si les métiers pouvaient être rétablis en corporation, pour un but de charité seulement, et si les chefs du métier étaient soumis à l'obligation de fournir des secours à tous les pauvres de leur métier, précisément sur le pied où les paroisses les leur fournissent en Angleterre, on mettrait aussitôt un terme aux souffrances auxquelles se trouve exposée la classe ouvrière tout comme

à cet excédent de production qui fait aujourd'hui la ruine du commerce, et à cet excédent de population qui réduit au désespoir les classes pauvres.

Aujourd'hui, le manufacturier croit gagner, soit qu'il vende plus cher au consommateur, soit qu'il paye moins de salaire à l'ouvrier ; il apprendrait alors qu'il ne peut gagner que sur la vente, et que tout ce qu'il retranche à l'ouvrier, ce ne sera plus la société, mais lui-même, qui devra le lui rendre comme secours. Aujourd'hui le manufacturier séduit l'ouvrier par un misérable salaire, et lui fait exposer sa santé dans un air méphitique, dans la poussière du coton, ou les vapeurs du mercure ; il apprendrait alors que toutes les infirmités qu'il lui fait gagner, il devra les lui payer en autant de journées d'hôpital. Aujourd'hui le manufacturier, après avoir appelé à lui de nombreuses familles, les laisse tout à coup sans emploi, parce qu'il a découvert qu'une machine à vapeur peut accomplir tout leur ouvrage ; alors il apprendrait que la machine à vapeur ne produit aucune économie, si tous les hommes qui travaillent ne trouvent pas moyen de travailler encore, et s'il est obligé de les maintenir à l'hôpital pendant qu'il chauffe ses fourneaux. Cette charge qui retomberait sur lui seul, serait de la plus stricte justice ; car il fait aujourd'hui un profit sur la vie des hommes, et tous les dommages qui en résultent, il les repousse à la charge de la société. Si les salaires qu'il paye sont suffisants, s'ils pourvoient non seulement à l'âge viril de ses ouvriers, mais à leur enfance, à leur vieillesse, à leurs maladies ; si les opérations qu'il leur commande ne sont point malsaines ; si les machines qu'il invente ne font, comme il l'assure, que donner occasion à la mise en œuvre d'un plus grand travail, la responsa-

bilité qu'on en rejette sur lui seul ne sera point une charge ; il n'aura aucun lieu de s'en plaindre. Si elle est onéreuse, son industrie est donc une industrie perdante ; il vaut mieux qu'il y renonce que d'en faire supporter la perte à la société.

Mais il ne suffit pas que cette mesure soit de la plus rigoureuse justice, pour écarter de très grandes difficultés qu'elle présente dans l'exécution. D'une part, l'étendue du marché, pour les objets manufacturés, exposerait les ouvriers d'une province à retomber à la charge de leur maître, ensuite d'un changement dans la production survenu à cent lieues de distance ; d'autre part, les révolutions du commerce ruinent souvent ces maîtres mêmes, auxquels on voudrait demander des secours ; enfin on courrait le danger de voir les corporations nouvelles ressusciter les priviléges des anciennes, et exercer comme elles leur tyrannie sur leurs subordonnés.

Je l'avoue, après avoir indiqué où est à mes yeux le principe, où est la justice, je ne me sens point la force de tracer les moyens d'exécution. La distribution des fruits du travail entre ceux qui concourent à les produire me paraît vicieuse ; mais il me semble presque au-dessus des forces humaines de concevoir un état de propriété absolument différent de celui que nous fait connaître l'expérience. La souffrance des classes les plus nombreuses, et peut-être les plus essentielles de la société, a été dans les derniers temps, quelquefois si excessive, que dans les pays les plus civilisés, l'esprit de plusieurs philanthropes a été frappé de la nécessité d'y porter remède. Des hommes plus remplis peut-être de zèle pour l'humanité que de connaissance du cœur humain ou d'expérience, ont proposé, sous le nom

de système coopératif, une organisation complètement nouvelle de la société qui remplacerait l'intérêt personnel par celui de corporations, formées dans le but d'accomplir tous les travaux dont la société a besoin. M. Owen de New-Lanark est l'écrivain le plus connu de cette secte, qui compte un grand nombre de partisans en Angleterre, en France et en Amérique. Il serait oiseux cependant de combattre ses principes : ils n'ont point été exposés jusqu'ici d'une manière propre à faire beaucoup d'impression, et l'on éprouve toujours une sorte de remords à dévoiler toutes les erreurs, toutes les inconséquences de gens dont les écrits respirent tant de bienveillance pour leurs semblables, et dont les vues sont si pures.

Mais comme il existe un rapport entre le système développé dans les écrits de MM. Owen, Thompson, Fourier, Muiron, et la réforme vers laquelle je crois que nous devons tendre, je me sens obligé de déclarer avec précision, que nous ne sommes d'accord que dans un seul point, et que sur tous les autres il n'y a rien de commun entre nous. Je voudrais comme eux qu'il y eût une association entre ceux qui coopèrent au même produit, au lieu de les mettre en opposition les uns avec les autres. Mais je ne regarde point les moyens qu'ils ont proposés pour arriver à cette fin comme pouvant jamais y conduire.

Je désire que l'industrie des villes, comme celle des champs, soit partagée entre un grand nombre d'ateliers indépendants, et non réunis sous un seul chef qui commande à des centaines ou des milliers d'ouvriers ; je désire que la propriété des manufactures soit partagée entre un grand nombre de moyens capitalistes, et non réunie par un seul homme, maître de plusieurs millions ; je désire que

l'ouvrier industrieux ait devant lui la chance, presque la certitude d'être associé à son maître, afin qu'il ne se marie que lorsqu'il aura une part dans le commerce, au lieu de vieillir, comme il fait aujourd'hui, sans espérance d'avancement. Mais, pour amener ces réformes, je ne demande que les moyens lents et indirects de la législation, que l'exécution d'une justice complète entre le maître et l'ouvrier, qui fasse peser sur le premier toute la responsabilité du mal qu'il fait au second. Que la loi favorise constamment la division des héritages et non leur accumulation, qu'elle fasse trouver au maître un avantage pécuniaire, et un avantage politique, à s'attacher plus étroitement ses ouvriers, à les engager pour plus longtemps, à les associer à ses profits, et peut-être que les intérêts privés, mieux dirigés, répareront seuls le mal que les intérêts privés ont fait à la société. Alors les chefs des manufactures exerceraient leur esprit, pour trouver moyen d'élever à eux les ouvriers, de les intéresser à la propriété et à l'économie, de faire d'eux enfin des hommes et des citoyens, tandis qu'ils ne cessent aujourd'hui de travailler à en faire des machines.

Il ne dépend malheureusement d'aucune législation d'exempter le pauvre de tout souci, de toute souffrance et même de toute injuste dépendance ; mais peut-être a-t-on déjà beaucoup fait pour son bonheur quand on rétablit pour lui l'espérance, et qu'au lieu de cette condition uniformément précaire à laquelle il est aujourd'hui condamné, on lui montre comme objet de ses vœux une période de repos et d'aisance à laquelle sa bonne conduite peut le faire arriver.

Sans doute l'effet d'un si grand changement dans la

législation, en diminuant rapidement cette classe d'ouvriers qui disputent les uns contre les autres à qui saura le mieux se passer même de ce qui est nécessaire à la vie, et en forçant chaque métier à supporter avec ses propres ressources les pertes qu'il aurait attirées sur lui-même par une production hors de saison, serait de faire bientôt reconnaître que plusieurs manufactures, que l'on considère comme gagnantes, perdent réellement ; car les secours que la société donne chaque année à leurs ouvriers, font plus que compenser leurs bénéfices. Sans doute il s'ensuivrait que plus d'un pays qui ne vit que d'industrie, verrait successivement se fermer plusieurs de ses ateliers, et que la population des villes, qui s'était accrue outre mesure, diminuerait bientôt, tandis que celle des campagnes recommencerait à s'accroître.

Un État doit accueillir avec reconnaissance l'industrie nouvelle que les besoins des consommateurs développent, mais il doit aussi laisser partir l'industrie qui le quitte, sans effort pour la retenir. Toutes les faveurs que le gouvernement lui accorde, tous les sacrifices qu'il fait pour la soutenir dans sa décadence, ne servent qu'à prolonger la souffrance ou des chefs ou des ouvriers, et il ne sauve la manufacture déclinante qu'aux dépens de ceux mêmes qu'elle doit faire vivre.

Une seule nation, il est vrai, se trouve aujourd'hui dans cette condition forcée ; une seule nation voit contraster sans cesse sa richesse apparente avec l'effroyable misère du dixième de sa population, réduit à vivre de la charité publique. Mais cette nation, si digne sous quelques rapports d'être imitée, si éblouissante même dans ses fautes, a séduit par son exemple tous les hommes d'État du continent. Et,

si ces réflexions ne peuvent plus lui être utiles à elle-même, du moins estimeraï-je avoir servi l'humanité et mes compatriotes, en montrant les dangers de la carrière qu'elle parcourt, et en établissant, par son expérience même, que faire reposer toute l'économie politique sur le principe d'une concurrence sans bornes, c'est autoriser les efforts de chacun contre la société, et sacrifier l'intérêt de l'humanité à l'action simultanée de toutes les cupidités individuelles.

TABLE DES MATIÈRES

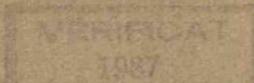
	PAGES
INTRODUCTION	I
<i>Constitution des peuples libres.</i>	
Complexité du problème politique	27
Sur le principe fédératif	30
<i>Critique de la chrématistique</i>	
Valeur usuelle et valeur échangeable.....	39
Produit net et produit brut	45
Séparation du travail et de la propriété. Déséquilibre qui s'ensuit entre la production et la consom- mation	49
L'économie politique s'égare en cherchant le grand plutôt que l'utile	66
<i>Vices de la société économique moderne.</i>	
La grande ferme	70
La grande usine. Division du travail et machines	76
L'aristocratie de richesse et le prolétariat	81
Les crises et l'engorgement des marchés	86
La légende de Gandalin	94

Vues d'histoire économique et sociale.

	PAGES
Lyon et Londres en 1834.....	97
Le paradis perdu. Félicité du paysan toscan.....	100
Désolation de la campagne romaine. Où va le monde moderne	108

Les remèdes.

Le passé et l'avenir. Législation commerciale et jurandes	120
Fonctions économiques du gouvernement.....	124
Protection légale du travailleur	128
Des garanties à accorder aux travailleurs	135



Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme-Paris.

